

ALGÉRIE-FRANCE

Un partenariat d'exception et des relations bilatérales profondes

P. 28



ENTRETIEN
LAMAMRA-FABIUS À PARIS

CRISE LIBYENNE

L'Algérie, le Niger et le Tchad rappellent l'«urgence» d'une solution politique

P. 28

La lutte contre la migration passe par le «règlement des conflits et le soutien au développement»

P. 28

M^{ME} BENGHEBRIT DONNE LE COUP D'ENVOI OFFICIEL DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2015-2016 DEPUIS SKIKDA

L'AMORCE D'UN NOUVEAU DÉPART POUR L'ÉCOLE ALGÉRIENNE

Le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire 2015-2016 a été donné hier matin, depuis le collège d'enseignement moyen (CEM) Aouad-Zidane de la ville de Skikda, par la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrit. La ministre, accompagnée des autorités locales, de cadres centraux de son département, d'élus et de parents d'élèves, a assisté à un cours sur la solidarité nationale sous le signe de laquelle est placée cette rentrée. Mme Benghebrit a souhaité en substance, dans une courte déclaration, que cette rentrée 2015-2016 qui fait l'objet de préparatifs depuis le mois de mars dernier, soit une réussite et constitue l'amorce d'un nouveau départ pour l'école algérienne qui aspire à améliorer la qualité de l'enseignement. «Une finalité qui constitue l'un des objectifs à atteindre et qui requiert la mobilisation de tous les moyens matériels, humains et pédagogiques», a-t-elle ajouté.

P. 6-7



M. ZITOUNI L'A ANNONCÉ À ADRAR :
«Finalisation du règlement des dossiers de pensions des moudjahidine et ayants droit»

P. 3

LE MINISTRE DES FINANCES, ABDERRAHMANE BENKHALFA :
«L'Algérie n'a pas besoin de s'endetter de l'extérieur»

P. 8

AADL Plus de 14.000 souscripteurs 2001-2002 ont choisi leurs sites

P. 5

SANTÉ

Arthrose

La pose d'une prothèse augmente le risque cardiaque après l'opération

Pages 14-15

HIGH-TECH

AUDIENCÉ DE L'ENCYCLOPÉDIE EN LIGNE WIKIPÉDIA

TOUJOURS EN QUÊTE DE CRÉDIBILITÉ

P. 17

F T B A L L

CAN-2015 (GROUPE «J»), LESOTHO 1 - ALGÉRIE 3 :

Les Verts assurent l'essentiel

P. 26

ANP

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE
Interception de sept contrebandiers à Tamanrasset

P. 4

Météo



Régions Nord : 29° à Alger

Temps ensoleillé et chaud dans les régions intérieures jusqu'à l'après-midi, les vents seront de 20 à 30 km/h près des côtes, la mer sera calme.

Régions Sud : 40° à Tamanrasset

Temps chaud à l'extrême sud du Hoggar et au Tassili dans la journée et même dans la soirée. Ailleurs, le temps sera ensoleillé, nuageux dans d'autres endroits, au sud-ouest avec des vents forts.

Max Min

| | | |
|-------------|-----|-----|
| Alger | 29° | 20° |
| Oran | 30° | 20° |
| Annaba | 32° | 20° |
| Béjaïa | 29° | 20° |
| Tamanrasset | 40° | 28° |

Horaires des prières

Lundi 23 Dhou el-Qida 1436

| | |
|---------|-------|
| Fajr | 04:44 |
| Dohr | 12:47 |
| Asr | 16:25 |
| Maghreb | 19:18 |
| Isha | 20:40 |

DU 7 AU 9 SEPTEMBRE À LA SAFEX
Salon de l'électricité et de l'eau

La 8^e édition du Salon de l'électricité et de l'eau (Algeria Electricity and Water Expo), se déroulera du 7 au 9 septembre 2015 au Palais des Expositions des Pins Maritimes (Safex), Alger.

8th ALGERIA

Electricity & Water Expo 2015

September 7-9, 2015, Algiers, Algeria

JUSQU'AU 9 SEPTEMBRE À MILA
Salon régional de l'investissement dans les industries agroalimentaires

Le Centre culturel de la ville de Chelghoum Laïd, wilaya de Mila, abritera jusqu'au 9 septembre 2015, le Salon régional de l'investissement dans les industries agroalimentaires.

INSTITUT NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE
Le concours d'entrée fixé les 22 et 23 septembre

Le concours d'entrée à l'Institut national supérieur de musique (INSM) 2015/2016, est fixé aux 22 et 23 septembre 2015, indique le ministère de la Culture sur son site web.

Les candidats doivent être titulaires du baccalauréat (toutes séries 2013/2014/2015), ou d'un diplôme



d'études générales de musique (DEGM), et être âgés de moins de 24 ans.

TOURISME
M. Ghoul aujourd'hui à Bouira

Le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, docteur Amar Ghoul, effectuera aujourd'hui une visite de travail et d'inspection des projets du secteur au niveau de la wilaya de Bouira.

TRAVAUX PUBLICS
M. Ouali demain à Souk Ahras

Dans le cadre du suivi des projets du secteur, le ministre des travaux publics M. Abdelkader Ouali, effectuera demain mardi 08 septembre, une visite de travail et d'inspection à la wilaya de Souk Ahras.

DU 10 AU 12 SEPTEMBRE
Université d'été du Front El Moustakbal

Le parti du Front El Moustakbal, présidé par M. Abdelaziz Belaid, tiendra son université d'été les 10, 11 et 12 septembre 2015, à Alger.

LA MARCHANDISE DE CONTREFAÇON FAIT DES RAVAGES SUR LA SANTÉ PUBLIQUE

DU 7 AU 9 SEPTEMBRE À LA SAFEX
6^e exposition algérienne «Incendie, sûreté et sécurité»

La 6^e édition de l'exposition algérienne «Incendie, sûreté et sécurité», se tiendra du 7 au 9 septembre 2015 au Palais des Expositions des Pins-Maritimes (Safex), Alger.

JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE
13^{es} Rencontres cinématographiques de Béjaïa

Les 13^{es} Rencontres cinématographiques de Béjaïa se tiendront jusqu'au 11 septembre 2015 et accueilleront le forum «Béjaïa film laboratoire» d'accompagnement de projets cinématographiques.

Pour la première fois depuis leur création, ces rencontres accueillent le «Béjaïa film laboratoire», un forum international de coproduction et de cofinancement, animé, entre autres, par des experts de l'Institut français d'Alger et du Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographique (Fdatic).

LES 27 ET 28 OCTOBRE À SÉTIF
Colloque international sur «Le risque sismique au Maghreb»

Sous le patronage du wali de Sétif, l'université Ferhat Abbas (Sétif 1) et le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (Craag), organisent les 27 et 28 octobre 2015 au campus d'El-Baz, (UFA), un colloque international sur «Le risque sismique au Maghreb».

DU 13 AU 15 OCTOBRE À ALGER
Congrès international sur «L'alimentation méditerranéenne et la santé»

Un deuxième congrès international sur «L'alimentation méditerranéenne et la santé» sera organisé en octobre 2015 à Alger, à l'initiative de la Société algérienne de nutrition (SIN) d'Oran. Cette rencontre, qui se tiendra du 13 au 15 octobre, constitue une occasion d'échanger d'idées et de débat sur divers sujets dont l'alimentation dans les pays de la mer Méditerranée, la nutrition, la santé et les physiopathologies dont les maladies transmissibles. Elle permettra aussi de valoriser les produits méditerranéens, a indiqué la présidente de la SAN d'Oran, Malika Bouchenak.

COMPLEXE CULTUREL DE CHENOUA
Exposition de l'artiste Farouk Abderrahmane

Le Complexe culturel de l'Artiste Abdelwahab Salim de Chenoua, wilaya de Tipasa, abrite jusqu'au 31 août 2015, le vernissage de l'exposition de l'artiste Farouk Abderrahmane Ahmed Chaouch.

OPÉRATION HADJ PAR LES CHIFFRÉS
28 800 pèlerins en 2015

La Mission nationale devant accompagner les hadjis algériens pour cette saison est forte de 820 membres, dont 200 agents de la Protection civile.

45 agences touristiques, dont deux publiques, prendront en charge les pèlerins.

200 agents de la Protection civile accompagneront nos hadjis à La Mecque.

115 médecins pour la prise en charge médicale,

Encadreurs : 4 (2 agents de la protection civile, 1 médecin, un guide) par groupe.

Sur la base de 2 agents de la Protection civile, il y aurait 288 hadjis par groupe. Les structures d'accueil : des chambres pour 4 ou 5 hadjis.

Au départ d'Algérie par les aéroports d'Alger, Oran, Constantine, Annaba, Ouargla : 2.000 agents de police seront mobilisés. Le coût total se situe aux alentours de 500 000 dinars par hadji.

Rappelons que le premier groupe de hadjis a quitté Alger pour les Lieux Saints le 26 août et que l'opération se poursuivra jusqu'en octobre 2015. Le retour du premier groupe de hadjis est prévu le 27 septembre prochain et celui du dernier groupe le 18 octobre.



TAYEB ZITOUNI L'A ANNONCÉ À PARTIR D'ADRAR

Finalisation du règlement des dossiers de pensions des moudjahidine et ayants droit

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a fait part, dimanche à Adrar, de la finalisation, à échelle nationale, du règlement des dossiers relatifs aux pensions des moudjahidine et ayants droit.



S'exprimant lors d'une rencontre tenue au siège de la wilaya, en présence de membres de la famille révolutionnaire et d'ayants droits ainsi que d'élus locaux, M. Zitouni a indiqué que le ministère des Moudjahidine s'est vu confier, au titre du plan d'action du gouvernement, la prise en charge des moudjahidine et ayants-droits, sur les plans social et de santé, et l'amélioration de leur situation.

Cette amélioration se traduit par une levée des pratiques bureaucratiques, l'assouplissement des procédures administratives par la numérisation des documents, et la généralisation des nouvelles technologies de la communication, en vue d'épargner à cette catégorie sociale les désagréments des déplacements vers d'autres wilayas pour se faire établir et délivrer leurs documents, a soutenu le ministre.

«Ces procédures ont largement contribué à la réduction du délai de traitement des dossiers, pour les ramener entre 10 et 15 jours seu-

ment», a souligné le ministre.

Priorité à l'écriture de l'Histoire

M. Zitouni a fait état, en outre, de la priorité accordée par son département ministériel à l'écriture de l'Histoire, opération qui, a-t-il dit, a donné lieu jusqu'ici à la réalisation de quelque 12 000 heures d'enregistrements, sonores et audio-visuels, en plus de l'archivage de témoignages vivants de membres de la famille révolutionnaire.

Il a, à cette occasion, invité les moudjahidine à apporter leur contribution à l'écriture de ces témoignages, en coordination avec les différentes musées du Moudjahid et d'autres secteurs. Mettant à profit sa visite dans la wilaya d'Adrar, le ministre des Moudjahidine a inspecté des structures et installations relevant du secteur, dont le siège de la direction des Moudjahidine et l'annexe du musée du Moudjahid, où il a mis l'accent sur la nécessaire amélioration des conditions d'accueil des Moudja-

hidine et ayants droit et le réaménagement des horaires d'ouverture des musées, à échelle nationale, au-delà des heures administratives.

«Cette initiative vise à ouvrir ces espaces aux étudiants et chercheurs, notamment après l'élargissement des activités de ces musées après les avoir dotés de productions audiovisuelles et documentaires, à la faveur de conventions signées avec différents secteurs et organismes», a expliqué le ministre des Moudjahidine.

Solidarité, fraternité et fidélité à la nation

M. Tayeb Zitouni a présidé, en marge de sa visite, la cérémonie de lancement solennelle de la saison scolaire 2015-2016 dans la wilaya d'Adrar, à partir du lycée Belkine où il a appelé les élèves à s'inspirer de leurs aînés, Chouhada et Moudjahidine, et à poursuivre le combat, cette fois-ci dans le domaine de la science et du savoir, et à consacrer le sens de la solidarité, de la fraternité et la fidélité à la Nation.

Il a ensuite procédé à la baptisation de deux rues dans les cités Tililène et 140 logements (Adrar) de noms des Chouhada Rahal Boualem et Saadia Mohamed, exécutés par guillotine.

A Timimoune (220 km au Nord d'Adrar), dernière étape de sa visite dans la wilaya, le ministre des Moudjahidine a visité le projet d'un centre de repos des moudjahidine, en cours de réalisation sur 3 hectares pour un coût de 240 millions DA, et appelé à l'accélération de la cadence de réalisation pour le livrer dans les délais fixés à la mi-janvier prochain.

Le projet se compose de 20 suites, d'un restaurant, d'une salle de rééducation fonctionnelle, d'un bain et d'un espace ouvert.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS AUJOURD'HUI EN VISITE À SÉTIF : Le tramway et le rail en ligne de mire



Azzedine Tiouri.

Le ministre des Transports, Boudjema Talai, sera aujourd'hui dans la wilaya de Sétif pour une visite de travail et d'inspection. Accompagné des autorités civiles et militaires de la wilaya, le membre du gouvernement aura à inspecter le projet de la ligne tramway à El-Bez, à la sortie ouest de Sétif, et procédera par la même occasion au lancement des travaux de pose du premier rail de cette ligne. Il visitera par la suite le centre de maintenance et la base de vie de ce projet, avant d'inspecter les travaux de déboulement de voie de ligne ferroviaire Sétif-El Gouzi à bord du train à partir de la gare de Sétif en direction de Tinner, à Ras El Ma, dans la commune de Guidjel. L'hôte de Sétif assistera par la suite à la présentation du projet de déboulement de la voie de la ligne ferroviaire Sétif-El Gouzi, ainsi que des projets des deux nouvelles lignes ferroviaires Jijel-Sétif et Sétif-Batna. M. Boudjema Talai effectuera une visite à l'entreprise locale de transport urbain de voyageurs ETUS, avant de s'enquérir des travaux d'extension de la direction des transports et suivre un compte rendu sur les activités du secteur. La visite se terminera par sa participation en direct à une émission au siège de la radio régionale de Sétif.

A.T.

L'année universitaire 2015-2016 sera «calme» à l'université Alger 3

L'université Alger 3, forte de ses 43.000 étudiants, sera «calme et stable» durant l'année universitaire 2015-2016 lancée dimanche, a prévu son recteur, Rabah Cheriet. «La rentrée universitaire qui s'ouvre aujourd'hui (dimanche) est ordinaire grâce à la préparation et la mobilisation de tout le monde. Je prévois une année universitaire calme et stable à l'université Alger 3», a souligné M. Cheriet qui a présidé la cérémonie de lancement au siège du rectorat à Dely Ibrahim la nouvelle rentrée universitaire.

Créée en 2009 dans le cadre de la restructuration de l'université d'Alger, l'université de Dely Ibrahim est composée de trois facultés: la faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion, la faculté des sciences politiques et des relations internationales, la faculté des sciences de l'information et de la commu-



nication ainsi que de l'institut d'éducation physique et sportive de Sidi Abdallah.

Ce calme et cette stabilité attendus dans ces quatre établissements de l'enseignement supérieur permettront, selon lui, aux étudiants et à leurs professeurs de «se consacrer pleinement au volet pédagogique». En dépit de cela, M. Cheriet a assuré que le rectorat était

ouvert au dialogue avec toutes les composantes de la famille universitaire (étudiants, enseignants...) pour «trouver ensemble des solutions à d'éventuels problèmes, dans l'intérêt de l'université et de la société».

A l'occasion de cette rentrée, chacune des trois facultés placées sous la tutelle de l'université Alger 3 a organisé sa propre cérémonie

d'ouverture avec la présence des étudiants inscrits en première année LMD (licence-master-doctorat). Lors de ces cérémonies, les doyens des facultés ont expliqué aux nouveaux étudiants les différentes étapes de leurs cursus universitaires, de la licence au doctorat, comme ils les ont incités à adopter le profil d'un étudiant qui doit penser et agir dès maintenant pour préparer son avenir professionnel. Environ 43.000 étudiants sont inscrits à l'université Alger 3, dont 11.000 en première année licence, a indiqué M. Cheriet, notant que la faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion reçoit à elle seule plus de la moitié de l'effectif global, avec 27.000 étudiants. A l'issue de l'année universitaire 2014-2015, 10.367 étudiants ont achevé leurs études à l'université Alger 3 : 7.663 en licence et 2.704 en master.

APS

TRANSPORT Reprise aujourd'hui du trafic ferroviaire de voyageurs entre Alger et Batna

Le trafic de voyageurs sur la ligne ferroviaire Alger-Batna en passant par M'sila (environ 460 km) reprendra à compter de lundi, «en réponse aux doléances des usagers», annonce dimanche la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) dans un communiqué. Le train quittera la gare centrale d'Alger à 12h30, il s'arrêtera à Bouira (14h12), à Bordj Bou Arridj (15h53), à M'sila (16h42), à Barika (18h07), à Ain Touta (18h43) avant d'arriver à la gare de Batna à 19h09, soit après six heures et quarante minutes de trajet, note le communiqué. A partir de Batna, le départ est prévu à 4h30 et l'arrivée à la gare centrale d'Alger à 11h15, après des arrêts à M'sila (6h51), Bordj Bou Arridj (7h40) et Bouira (9h33).

APS

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE: Interception de sept contrebandiers à Tamanrasset

Sept (7) contrebandiers ont été interceptés et deux véhicules tout-terrain saisis samedi, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la wilaya de Tamanrasset, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée Nationale Populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Tamanrasset /6ème Région militaire, a intercepté lors d'une patrouille de recherche et de ratissage, le 5 septembre 2015, sept (7) contrebandiers et a saisi deux (2) véhicules tout-terrain», a souligné le communiqué.

Dix-sept (17) détecteurs de métaux et des téléphones portables, ont également été saisis à cette occasion, ajoute la même source.

TLEMSEN : Saisie de 5.200 litres de carburant



Les douaniers de la wilaya de Tlemcen ont mis en échec, la semaine écoulée, plusieurs tentatives de contrebande de 5.200 litres de carburant, a annoncé, hier, un communiqué de la Direction régionale des Douanes de la wilaya de Tlemcen.

Cette quantité de carburant était répartie dans 241 jerrycans en plastique et transportés à dos de baudets et à bord d'un véhicule de tourisme, précise-t-on de même source.

Ces opérations de saisie ont été opérées lors d'embuscades et de patrouilles des douaniers chargés de la surveillance de la bande frontalière au niveau de la région de Bourghba, Sidi El Mach'hour, El Houassi et El Assa, dans la daïra de Gha-zouet, et dans les régions de Chebikia, El Bekhata et Ouled Kaddour, dans la daïra de Maghnia.

La valeur de la marchandise saisie a été estimée à 586.890 DA tandis que l'amende douanière est de 2.610.000 DA, ajoute-t-on de même source.

APS

Inauguration de l'Ecole des cadets de la nation de Batna, Laghouat et Béjaïa

L'Ecole des cadets de la nation (ECN) de Batna, inaugurée hier par le général-major Ammar Athamnia, commandant de la 5ème Région militaire (RM), a aussitôt accueilli ses premiers élèves à l'occasion de la rentrée scolaire 2015-2016.



Située au quartier de Bourzourane (sortie nord de Batna), l'Ecole des cadets de la nation est forte d'une première promotion de 200 collégiens qui se verront dispenser des cursus conformes aux programmes d'enseignement du cycle moyen, selon le système appliqué dans les établissements scolaires, sous la tutelle pédagogique mixte des ministères de la Défense nationale et de l'Education nationale.

Le général-major Athamnia, intervenant au terme de l'inauguration de cet établissement au nom du vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, a rappelé la «grande importance» accordée par le commandement de l'ANP à l'appareil de formation militaire qui constitue un atelier de compétences et de qualifications de haut niveau.

Le commandant de la 5ème RM s'est dit, à cette occasion, «convaincu» que ces écoles «reviennent avec de grands espoirs, mais surtout la certitude de voir émerger de futures élites de l'ANP».

Elles viennent également concrétiser, a-t-il ajouté, les orientations du président de la République, commandant suprême des forces armées et ministre de la Défense nationale, M. Abdelaziz Bouteflika.

Il s'agit, a-t-il encore indiqué, d'un projet inscrit dans le cadre d'un vaste programme de réalisation de ce type d'établissements dont la vocation s'inspire des glorieuses écoles des cadets de la Révolution, fermées en 1985, et qui ont constitué durant un quart de siècle, la pépinière qui a donné à l'armée algérienne et au pays des officiers et des cadres de

grande valeur qui ont contribué efficacement à l'édification de nos forces armées et assument des responsabilités importantes et des postes élevés au sein de l'Etat.

Le général-major Athamnia a aussi rappelé que l'ANP «aspire, à court et à moyen terme, à la création de 10 ECN, dont 3 lycées et 7 collèges», réparties à travers les différentes régions militaires du pays.

Il a souligné, à ce propos, que la qualité de la formation des élèves des ECN vise à «réaliser de nouveaux progrès en matière de formation des cadres de l'armée dans le but d'atteindre l'objectif réitéré à maintes reprises par le chef de l'Etat relatif à sa professionnalisation et sa modernisation».

Pour sa part, le colonel Khemissi Kamouche, commandant de l'école, a déclaré que les élèves de ce collège d'enseignement moyen, dont la capacité est de 800 places, seront «initiés aux fondements de la citoyenneté, au sens du devoir, à l'amour de la patrie et aux valeurs de tolérance et d'ouverture sur le monde».

L'ECN de Batna assure l'hébergement, la restauration, l'habillement et les loisirs des élèves qui seront pris en charge médicalement par des médecins, des chirurgiens-dentistes et des psychologues. L'école est encadrée par une équipe pédagogique placée sous la double tutelle des ministères de la Défense nationale et de l'Education nationale, a conclu le colonel Kamouche.

... Laghouat ...

L'Ecole des cadets de la Nation de Laghouat a été inaugurée hier par le commandant de la 4ème Région militaire, le général-major Cherif Abderrazak, qui y a également donné le

coup d'envoi de l'année scolaire 2015-2016. Le chef de région militaire, accompagné des autorités de la wilaya de Laghouat et d'officiers de la 4ème RM, ont assisté au cours inaugural dont le thème a porté sur «la Solidarité nationale», avant de visiter les structures de cette école. Intervenant à cette occasion, le général-major Cherif Abderrazak a indiqué que cette école des cadets de la Nation constituera, avec les autres écoles du même type dans différentes régions du pays, «un apport supplémentaire au système de formation de l'Armée nationale populaire (ANP)».

Une structure éducative appelée à «assurer une formation de qualité et à former l'élite de demain» et qui constitue «un noyau solide pour la promotion d'une ressource humaine compétente», a souligné le général-major, avant de valoriser les moyens mis en place par le haut commandement de l'ANP afin de moderniser le système de formation des forces armées et leur mise au diapason des développements technologiques, et de garantir une bonne prise en charge des élèves.

L'Ecole des cadets de la Nation de Laghouat, créée en vertu du décret présidentiel 185-14 du 15 janvier 2014, accueille 200 collégiens, répartis équitablement entre les 1ère et 2ème années du moyen. Elle dispose parmi ses structures pédagogiques de salles d'Internet et d'informatique, ainsi que de laboratoires de langues, de physique, de chimie et de sciences, ainsi que des installations sportives et récréatives, dont une piscine, une salle omnisports et un stade revêtu d'une pelouse synthétique. Un enseignement de cycle moyen, conforme à celui de l'enseigne-

ment général, y est assuré, associé à une formation paramilitaire avec un programme adapté par le ministère de la Défense nationale, a-t-on expliqué.

... Béjaïa ...

Une école des cadets de la Nation (E.C.N) a été inaugurée, hier, à Béjaïa, par le général Mazouz Boumedienne, directeur des ECN, en présence d'officiers de la 5ème Région militaire et des autorités civiles de la wilaya. Implantée au cœur de la ville, à quelques encablures du siège de la wilaya, la nouvelle structure est conçue pour accueillir en pleine capacité, plus de 800 élèves, issus des écoles primaires de tout le pays. Pour cette première saison, ses portes s'ouvriront pour 200 élèves, dont la moitié sera orientée en première année moyenne et l'autre en 2ème année et ce, au bout d'un choix sélectif national ardu, en raison de la forte demande sociale qui s'est manifestée pour ces établissements de nature à former les élites de demain, selon le directeur de l'école, Zekagh M'nouar, qui fait état de l'enregistrement de pas moins de 1.200 postulants pour 400 places pédagogiques offertes à l'échelle nationale.

L'Ecole de Béjaïa est dotée de tous les équipements et moyens nécessaires pour dispenser à ses pensionnaires un enseignement de qualité et de haut niveau et leur assurer un épanouissement adapté. Des infrastructures sportives et culturelles, de détente et de loisirs ont été intégrées à l'architecture générale pour faire du séjour de chacun une réelle opportunité de progrès pédagogiques mais également social et humain.

HABITAT

Tebboune : «La diversité de l'offre en logement a permis d'absorber la demande»

La diversité de l'offre actuelle en logement a permis à l'Algérie d'absorber une grande partie la demande nationale des différentes catégories sociales, a indiqué samedi le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune.

«L'offre actuelle de logement est unique en son genre, elle couvre toutes les catégories sociales, ce qui a permis de couvrir un taux considérable de la demande nationale de logements», a déclaré M. Tebboune dans un entretien à l'APS. «Aucune catégorie n'a été exclue de ce programme», a insisté le ministre qui a rappelé que l'ancien système se limitait en un seul type qui est le logement social.

M. Tebboune a affirmé également que les projets de logements enregistrés ne seront pas affectés par la baisse des cours du pétrole et que les efforts de l'Etat vont se poursuivre en ce sens.

Citant le président de la République, qui avait affirmé que les efforts consentis par l'Etat dans le secteur de l'habitat vont «se poursuivre et n'allaient pas s'arrêter ou être affectés par le prix du baril», M. Tebboune a écarté le scénario de 1991 lorsque les autorités avaient été obligées d'abandonner tous les projets à cause de la crise financière provoquée par la chute des prix du pétrole en 1986.

Selon M. Tebboune, les changements qu'a connus le pays sur le plan économique ont conduit à l'émergence du secteur privé qui détient actuellement plus de 56% des projets de logement contre un taux ne dépassant pas les 8% pour le secteur public.

S'agissant du manque de main-d'œuvre dans le secteur de l'habitat et de la construction, M. Tebboune a déploré «la réticence des jeunes à

exercer ce métier qui demande des efforts physiques», ajoutant que la solution réside dans la poursuite de l'introduction des nouvelles technologies parallèlement à l'encouragement de la formation et l'emploi dans le créneau du contrôle et du suivi des grands projets.

Il a rappelé dans ce cadre l'accord signé entre son ministère et celui de la Formation professionnelle en 2013 et portant sur la formation de 72.000 jeunes dans ces métiers dont 42.000 l'ont été en 2014.

Ce genre de dispositions va permettre de créer plus d'emplois, ce qui rendra le secteur de l'habitat «une locomotive pour absorber le chômage en Algérie», selon le ministre.

Concernant le projet du gouvernement de créer des usines de préfabrication de logements, M. Tebboune a souligné que le gouvernement a élaboré une nouvelle «short list» d'entreprises nationales et étrangères actives dans ce domaine et qui vont participer à la réalisation de ce projet, ajoutant que cette liste devrait être publiée avant la fin de ce mois.

L'habitat précaire totalement éradiqué dans les Hauts Plateaux

Evoquant, par ailleurs, la lutte contre l'habitat précaire, le ministre a fait savoir que la wilaya d'Alger a enregistré, à elle seule, le relogement de 25.000 familles depuis le début de l'année en cours, et il ne reste à re-



ger qu'environ 5.000 familles habitant le bidonville de Gué de Constantine.

«L'habitat précaire a été totalement éradiqué dans les Hauts Plateaux alors que les efforts des pouvoirs publics sont concentrés sur les grandes villes du Nord pour y éradiquer ce fléau, soit à travers le réaménagement de ces logements ou le relogement des habitants», a assuré M. Tebboune.

Interrogé sur la loi portant sur la mise en conformité des constructions, le ministre a indiqué que la majorité des citoyens concernés ont régularisé la situation de leurs habitations.

A ce propos, il a affirmé que les constructions érigées sur des canalisations de gaz seront détruites et leurs occupants seront relogés ou indemnisés, en relevant que le non-respect des normes de construction «est l'une des conséquences de la période d'insécurité qu'a connue l'Algérie durant les années 1990». S'agissant du retard enregistré dans l'opération cession des logements sociaux appartenant aux Offices de

promotion et de gestion immobilières (OPGI), M. Tebboune a affirmé que les procédures de vente de 120.000 unités ont été finalisées sur un total de 670.000 logements proposés à la vente par les OPGI.

Le ministre a affirmé d'autre part que le versement de la deuxième tranche pour les souscripteurs au programme de location-vente de logements 2001-2002 interviendra dès la fin de l'étape du choix des sites qui a commencé ce samedi.

Le versement de la 2e tranche de la valeur des logements dans le cadre du programme location-vente 2001-2002 interviendra avec la remise des préaffectations aux bénéficiaires, a-t-il indiqué, précisant que «le choix des sites est plus important que le versement de la 2ème tranche».

M. Tebboune a ajouté que l'étape actuelle permettra à chaque postulant de choisir le site du logement (immeuble, étage, quartier), précisant qu'un numéro de série est attribué à chaque dossier.

APS

HABITAT:

Erremli, le plus grand bidonville d'Alger en passe d'être rasé



Le plus grand bidonville de la wilaya d'Alger, Erremli, une excroissance de toiles ondulées, de parpaings et de baraques en bois à Gué de Constantine où s'entassent un millier de familles, est en passe d'être rasé, a laissé entendre hier le wali, M. Abdelkader Zoukh.

Le wali d'Alger Abdelkader Zoukh a annoncé en marge du lancement de la rentrée scolaire 2015-2016 que le transfert et le relogement des habitants de ce bidonville «se fera dans les meilleurs délais», mais sans donner de date précise.

«Il est impossible de donner une date précise» pour ce transfert, a-t-il ajouté.

Selon le chef de l'exécutif de la wilaya d'Alger, «cette opération de transfert a été retardée du fait du dernier mouvement dans le corps des wallis, ainsi que par les préparatifs de la rentrée sociale et scolaire».

Mais, il a affirmé que «la commission chargée d'organiser l'opération de relogement des 1.000 familles du bidonville d'Erremli travaille toujours, et lorsque cette commission rendra ses conclusions, le transfert (de ces familles, NDLR) aura lieu».

Au moins 4.000 travailleurs de la wilaya seront mobilisés pour cette opération, a-t-il précisé, avant d'expliquer que «des moyens seront dégagés pour prendre en charge le transport des enfants scolarisés».

Le recensement des habitants de ce bidonville, prévu avant le mois sacré du Ramadhan, n'a pu se faire à cause des dossiers des postulants qui sont toujours à l'étude, ont indiqué en juin dernier des sources proches de la wilaya.

«Les familles d'Erremli sont impatientes de déménager, mais nous sommes plus impatientes qu'elles car ce bidonville, le plus grand de la capitale, gêne les travaux de construction du viaduc de Oued Ouchayah et d'aménagement de Oued El Harrach», avait souligné le wali Abdelkader Zoukh.

En fait, l'éradication de l'immense bidonville d'Erremli où vivent un peu plus de 1.000 familles, qui va jusque vers la raffinerie de Sidi R'zine et ses torchères, ouvrira la voie à la réalisation de la grande déviation routière, un immense pont, qui fera la jonction entre Oued Ouchayah et l'autoroute est-ouest (vers Oran et Constantine) au niveau de la commune de Baraki.

Jusqu'à présent, 20.000 familles habitant des sites précaires dans la wilaya d'Alger ont bénéficié d'un logement à la faveur du programme de résorption de l'habitat précaire lancé en 2014 par les autorités locales.

L'opération avait débuté le 21 juin 2014 avec la distribution d'un premier quota de 25.800 logements sociaux-localités implantés à Alger, Blida et Boumerdes, sur un programme global de 84.700 logements, alors que le nombre des familles concernées est de 72.752, selon un recensement effectué en 2007.

Ce recensement, actualisé en juillet 2013, a porté sur cinq catégories d'habitat : les bidonvilles, les chalets, les quartiers vétustes, les immeubles menaçant ruine (IMR) et enfin les caves et les terrasses.

Le retard pris dans le transfert des habitants d'Erremli a contrarié le programme de réalisation du viaduc de Oued Ouchayah, une pièce maîtresse dans le plan de désengorgement du centre-ville de la capitale.

Le ministère des Travaux publics avait exigé, rappelé-on, des autorités locales de «mettre le paquet» pour raser le bidonville d'Erremli, afin de livrer dans les meilleurs délais le projet de la radiale de Oued Ouchayah, qui fait la jonction entre le tunnel de Oued Ouchayah (Bachdjarah) avec l'autoroute Est-Ouest au niveau de la commune de Baraki.

«La radiale de Oued Ouchayah est stratégique pour la capitale. Elle permettra aux automobilistes de quitter rapidement le centre-ville. Il faut y mettre le paquet», souligne-t-on au ministère des Travaux publics. En fait, le programme de relogement dans la wilaya d'Alger a permis de relancer plusieurs projets dont la ligne ferroviaire électrifiée à double voie Birtouta-Zéralda, le barrage de Douéra et le stade communal de Birkhadem, par la libération des terrains squattés par des indus occupants.

APS

LOGEMENTS AADL: Plus de 14.000 souscripteurs 2001-2002 ont choisi leurs sites (directeur général)

Plus de 14.000 souscripteurs au programme de logements location-vente 2001-2002 ont pu choisir leurs sites de logement une journée après le lancement de cette opération via le site web, a indiqué hier le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), Mohamed Tarek Belaribi. Au total, 14.882 souscripteurs ont pu valider le formulaire pour le choix du site de leurs logements (quartier, immeuble, étage), dont 11.592 au niveau de la Wilaya d'Alger, a précisé M. Belaribi sur les ondes de la Radio nationale. Depuis le lancement de cette opération samedi, plus de 6 millions de personnes se sont connectées au site web de l'AADL (www.aadl.com.dz), selon le direc-



teur de l'Agence qui a assuré que les capacités du site avaient été doublées pour pouvoir accueillir le nombre important des visiteurs et écarter toute saturation du site. L'opération du choix des sites va se poursuivre jusqu'à l'inscription totale des souscripteurs de AADL 2001-2002 ayant actualisé leurs dossiers en 2013 et versé la première tranche de 10%, a affirmé le

même responsable.

Le nombre des souscripteurs de 2001 et 2002 à la formule location-vente de l'AADL s'élève à 104.757, dont 89.152 souscripteurs ont payé la première tranche (66.436 à Alger). Interrogé sur l'opération du choix des sites de logements des souscripteurs du programme 2013 (AADL 2), M. Belaribi a souligné que cette opération était tributaire de l'avancement des différents projets, qui doivent atteindre un taux de réalisation de 60% à 70%.

Sur les 230.000 logements AADL répartis sur 16 sites au niveau national, 167.623 logements sont en cours de réalisation, selon M. Belaribi qui prévoit la livraison des premiers logements 2001-2002 au cours du premier semestre 2016.

RENTRÉE SCOLAIRE 2015/2016

Efforts pour répondre à toutes les préoccupations du partenaire social avant le 5 octobre

La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrit, a fait état, dimanche après-midi à Skikda, d'efforts déployés par (son) département pour satisfaire toutes les préoccupations émises par le partenaire social «avant le 5 octobre prochain». La ministre a considéré, au cours d'une conférence de presse organisée au terme d'une visite de travail dans la wilaya de Skikda, où elle avait donné le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire, que la plupart des problèmes posés par le partenaire social relèvent du niveau local et seront résolus en collaboration avec les directions de wilaya de l'éducation.

M^{me} Benghebrit s'est également dite «satisfaite» de sa dernière rencontre avec les syndicats, dont des représentants étaient présents, dimanche, aux cérémonies officielles de la rentrée scolaire 2015-2016. La ministre avait inauguré, aussitôt après le coup d'envoi de la rentrée des classes, plusieurs nouvelles infrastructures scolaires des paliers moyen et secondaire.

683 000 élèves reprennent le chemin de l'école dans les régions du Sud

Plus de 683.000 élèves étaient attendus dimanche matin dans leurs établissements scolaires dans les wilayas du Sud du pays, où la rentrée scolaire s'est déroulée dans de bonnes conditions d'organisation, ont constaté les correspondants de l'APS. Toutes les dispositions, humaines et matérielles, liées notamment aux volets des infrastructures, des manuels scolaires, de l'encadrement ou de l'attribution de la prime scolaire, ont été prises pour permettre aux élèves d'amorcer, dans de bonnes conditions, la nouvelle année scolaire, ont estimé les responsables locaux du secteur de l'Éducation nationale.

Selon les informations fournies, le secteur de l'éducation accueille, au titre de cette nouvelle saison, plus de 347.800 élèves en cycle primaire, plus de 218.400 dans le moyen et plus de 117.000 dans le secondaire, à travers les wilayas d'Ouargla, El-Oued, Ghardaïa, Naâma, Tindouf, Illizi et Adrar. Cette nouvelle saison scolaire a été marquée, en vue d'assurer l'égalité de chances d'enseignement et de réussite aux élèves, par l'accueil de 10.000 nouveaux élèves en classes préparatoires dans la wilaya d'Ouargla, ainsi que 500 élèves sahraouis inscrits pour suivre leur scolarité dans la wilaya de Naâma.

S'agissant de l'enseignement de la langue amazighe dans les établissements scolaires, il sera introduit, cette année, au niveau d'une dizaine d'établissements primaires de la wilaya de Ghardaïa et concernera plus de 270 élèves.

Le secteur de l'éducation a été renforcé, en prévision de cette rentrée, par de nouvelles structures pédagogiques pour accroître les capacités d'accueil et réduire la surcharge des classes.

Il s'agit notamment de la réception de 10 nouveaux lycées, 5 collèges, 23 groupements scolaires à travers les wilayas d'Ouargla, Ghardaïa, Adrar et Naâma. A Ouargla, les 3 nouveaux lycées, 4 groupements scolaires et 13 cantines scolaires réceptionnés porteront à 463 le nombre total des établissements dans cette wilaya.

L'ouverture, pour la première fois dans la wilaya de Tindouf, de classes «adaptées» dans certains établissements, pour la prise en charge des élèves présentant des difficultés d'assimilation, constitue un fait saillant de cette saison scolaire.

Supervisée une commission composée d'inspecteurs et de cadres de l'éducation, l'initiative vise à accorder une nouvelle chance aux élèves bénéficiaires, pour contribuer à l'amélioration de leur niveau et éviter la déperdition scolaire, selon la direction de l'éducation de la wilaya de Tindouf. Les cérémonies solennelles de la nouvelle rentrée scolaire ont été présidées par les autorités de wilayas.

M^{me} BENGHEBRIT DONNE LE COUP D'ENVOI OFFICIEL DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2015-2016 À PARTIR DE SKIKDA

L'amorce d'un nouveau départ pour l'École algérienne

Le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire 2015-2016 a été donné dimanche matin, depuis le collège d'enseignement moyen (CEM) Aouad-Zidane de la ville de Skikda, par la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrit.



La ministre, accompagnée des autorités locales, de cadres centraux de son département, d'élus et de parents d'élèves, a assisté à un cours sur la solidarité nationale sous le signe de laquelle est placée cette rentrée.

M^{me} Benghebrit a souhaité en substance, dans une courte déclaration, que cette rentrée 2015-2016 qui fait l'objet de préparatifs depuis le mois de mars dernier, soit une réussite et constitue l'amorce d'un nouveau départ pour l'école Algérienne qui aspire à améliorer la qualité de l'enseignement. «Une finalité qui constitue l'un des objectifs

à atteindre et qui requiert la mobilisation de tous les moyens matériels, humains et pédagogiques», a-t-elle ajouté. Dans la wilaya de Skikda, ce sont 204.411

Sous le signe de la Solidarité Nationale

élèves, dont 101.638 dans le palier primaire, 67.206 dans le moyen et 35.567 dans le secondaire, auxquels il faut ajouter 6.000 nouveaux inscrits en classes préparatoires, qui ont pris le chemin de leurs établissements. A

l'échelle nationale, 8.112.475 élèves des trois cycles (4.109.964 pour le primaire, 2.666.227 pour le moyen et 1.336.884 pour le cycle secondaire) ont rejoint leurs classes, encadrés par plus 400.000 enseignants dont 19.000 ayant été admis au dernier concours de recrutement.

M^{me} Benghebrit effectuera, à l'occasion de son déplacement dans la wilaya de Skikda, des visites sur le terrain pour inspecter et inaugurer certains établissements scolaires, avant de rencontrer les cadres locaux du secteur de l'éducation nationale.

BORDJ BOU ARRERIDJ

La rentrée scolaire dans l'école primaire du village El Harrach n'a pas eu lieu

La rentrée scolaire 2015-2016 pour les élèves de l'école Benmouna Khelifa du village El Harrach, dans la commune de Bendaoud, à l'ouest de Bordj Bou Arreridj, n'a pas eu lieu comme prévue. Selon les parents, leurs enfants sont rentrés dès huit heures du matin parce que l'école manque d'encadrement administratif et pédagogique. «Nous avons attendu

toute la matinée l'arrivée d'un responsable du secteur de l'éducation mais en vain», dira un des parents d'élèves. «Nous avons cru dans les promesses et les déclarations des responsables du secteur sur une rentrée scolaire sans problème», ajoute-t-il.

M.B.

689 181 élèves sur les bancs de l'école dans la wilaya d'Alger

689181 élèves inscrits dans les différents cycles de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire) ont rejoint hier les bancs de l'école au niveau de la wilaya d'Alger à l'occasion de la rentrée scolaire 2015-2016.

Une cérémonie symbolique a été organisée, à cette occasion, au niveau du nouveau lycée Mohamed Béjaoui à Bab Ez-zouar en présence du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, du président de l'APC d'Alger, Karim Bannour, et du directeur de l'Éducation d'Alger-est, Liamine Mekhalidi.

Après avoir assisté au premier cours donnée aux élèves sur la «solidarité dans toutes ses dimensions», le wali a visité le nouveau lycée et s'est enquis des équipements et



des infrastructures de cet établissement. Dans une brève allocution, le wali d'Alger a salué la bonne organisation caractérisant ce nouveau lycée qui répond aux normes pédagogiques en terme de nombre d'élèves dans une classe (20 élèves). M. Zoukh a indiqué

à ce propos que «selon les normes pédagogiques, une classe de cours doit comprendre entre 18 et 20 élèves».

Il s'est engagé à prendre en charge les jeunes qui exploitaient les locaux constituant désormais le Lycée Mohamed Béjaoui 2.

Concernant les cantines scolaires, le wali a affirmé qu'une enveloppe complémentaire a été dérogée par la wilaya pour améliorer les repas, ajoutant que la cantine scolaire restera ouverte tous les jours y compris le mardi. A une question sur la création de la police communale pour assurer la sécurité des établissements scolaires, M. Zoukh a souligné que le «projet est toujours à l'étude».

Le directeur de l'Éducation d'Alger est, a indiqué, de son côté, que la réalisation de nouvelles structures (deux lycées et un CEM) dans la région est d'Alger a eu des répercussions positives concernant l'allègement de la surcharge sur plusieurs établissements».

APS

RENTREE SCOLAIRE 2015/2016

ARTICLES SCOLAIRES

Le budget des parents d'élèves mis à rude épreuve par la surchauffe des prix

Les prix des fournitures scolaires mettent cette année à rude épreuve les budgets des pères de familles, et peuvent atteindre pour un seul enfant scolarisé jusqu'à 10 000 dinars, estiment dimanche à Zéralda (ouest d'Alger) des parents d'élèves.

Lors du premier jour de la rentrée scolaire, les parents rencontrés à l'école Ramdani-Djilali de cette cité balnéaire ont indiqué qu'ils doivent dépenser entre 8.000 et 12.000 dinars pour les fournitures scolaires.

Ils ont remarqué que leurs enfants préfèrent parfois des articles dont le design sort de l'ordinaire que ce soit pour les stylos dont les prix les plus bas sont entre 10 DA et 20 DA ou encore les crayons de couleurs dont le prix plancher commence à partir de 60 DA pour un paquet de 6 crayons.

Les parents d'élèves soulignent également que les dépenses ne se terminent pas avec l'achat des fournitures scolaires car il faut ajouter entre 700 DA et 3.000 DA pour un sac à dos.

En outre, «il faut dépenser 850 DA pour acheter les livres scolaires pour mon enfant, qui fait ses premiers pas à l'école», a souligné Tarik T., posté devant l'entrée de l'école à 10 heures pour attendre son fils, une liste d'articles scolaires à acheter en main.

Tous les parents devront se diriger ensuite vers les magasins de vêtements pour acheter des tabliers dont le prix le moins élevé est de 500 DA.

«Et ce n'est pas fini», renchérit Halim, M. qui a déjà visité un magasin de vêtement la veille de la rentrée pour acheter un pantalon qu'il a dû payer 3000 dinars pour son enfant qui fait ses débuts en première année moyenne.

Rencontré devant le CEM du 19-Mai-1956 de Zéralda, il a souligné que son fils n'a pas encore ramené de liste des fournitures scolaires, et avoue qu'il connaît déjà le prix unitaire des cahiers mais qu'il n'a pas encore établi de budget définitif. Un cahier de 32



pages est à 15 DA contre 25 DA pour un cahier de 64 pages et 90 DA pour un cahier de 288 pages de modèles standard. Il faut aussi compter quelques dinars de plus pour la pâte à modeler, les paires de ciseaux et même les règles d'école de 20 cm flexibles à 100 DA sans oublier les taille-crayons et les trousseaux de design et de prix différents proposées à 100, 150, 200 et parfois même à 400 DA.

Les gommes varient entre 20 et 70 DA et les crayons de couleurs sont à des prix variant entre 50 et 400 DA la boîte. C'est «la mercuriale» des prix des articles scolaires à laquelle doivent faire face cette année les parents d'élèves à Zéralda, à l'ouest d'Alger, qui ont déjà entamé la course aux fournitures scolaires, et qui soulignent que ces dépenses supplémentaires grèvent lourdement leurs bourses. Un calcul rapide de Mohamed R. résume les dépenses à effec-

tuer pour un seul enfant et il arrive vite au montant de 9.000 DA.

De nombreuses dépenses sont déjà consenties pendant le mois de Ramadan et de l'Aïd El Fitr, et les vacances et «j'ai du mal à faire face à toutes ces dépenses, car c'est dur financièrement à cause de tous les achats que nous devons faire», affirme Amine qui accompagnait de sa fille inscrite en première année moyenne.

«Chaque année, je dois prévoir un gros budget pour la rentrée et ce n'est pas toujours évident, se plaint de son côté Mourad, père de trois enfants.

Les dépenses en pareil moment sont lourdes : après le Ramadhan, l'Aïd el Fitr, les vacances, les frais scolaires s'ajouteront ainsi à l'achat du mouton de l'Aïd El Adha.

Un peu plus de 689 000 élèves tous paliers confondus ont animé dans la wilaya d'Alger la rentrée scolaire 2015-2016.

SETIF

La police s'implique avec de grands moyens

Azzedine Tiouri

Pour cette nouvelle rentrée scolaire, comme il est de coutume, les services de police de la Sûreté de wilaya de Sétif ont arrêté un riche programme d'activités sécuritaires mobilisant tous les moyens humains et matériels afin d'assurer un environnement sûr et pratique pour les élèves et les étudiants qui ont rejoint, depuis hier, leurs établissements scolaires et universitaires.

Les services de police, nous dit-on, tout en voulant relever le défi dans l'une des plus importantes wilayas de l'Est du pays, compte sur le civisme et les efforts des citoyens et leurs contributions, notamment les conducteurs et les automobilistes afin de respecter le code de la route afin d'assurer la sécurité des piétons, plus particulièrement les élèves et les enfants pour une rentrée scolaire sécurisée des zones couvertes par la police. Toutes ces mesures viennent en application des directives du général-major, directeur général de la sûreté nationale qui, nous indique-t-on, ne cesse d'insister à chaque fois, sur la nécessité du déploiement de tous les efforts des services opérationnels pour sécuriser la rentrée scolaire et de coordonner tous les efforts avec toutes les instances concernées, chaque fois qu'il est nécessaire pour y remédier à d'éventuels déséquilibres, de se concentrer afin d'éviter les goulots d'étranglements du trafic routier qui pourrait se produire pendant cette période, notamment pour le chef-lieu de wilaya avec actuellement les travaux pour la réalisation du tramway qui peut causer une certaine congestion au niveau de la circulation automobile.

Afin d'assurer une rentrée scolaire sécurisée pour cette année, la Sûreté de wilaya de Sétif a impliqué l'ensemble de ses unités et ses services opérationnels, même administratifs, avec une présence active et renforcée sur le terrain et des points de contrôle fixe et mobile, notamment aux heures de pointe, devant les espaces et les portails des établissements scolaires, des campus universitaires et des instituts répartis sur l'ensemble du territoire urbain. Des inspections et des contrôles seront effectués dans l'environnement des établissements éducatifs afin d'assurer la sécurité de proximité et préventive censés être sûrs et exempts de toutes les pratiques néfastes.

Dans le même contexte et afin d'assurer le succès de cette rentrée, il est prévu également des patrouilles préventives en collaboration avec les services des Sûretés urbaines et des brigades opérationnelles dans le but d'assurer la sécurité tout autour du périmètre des établissements éducatifs lors des entrées et sorties des élèves et des étudiants, sans pour autant négliger la nécessité de faciliter le trafic automobile et contribuer ainsi à la création d'une fluidité pendant les heures de pointe, notamment au niveau du chef-lieu de wilaya. A cet effet, les services de la Sûreté de wilaya de Sétif réitérent leurs appels auprès des conducteurs pour plus de prudence, notamment près et autour des établissements éducatifs, tout en évitant les excès de vitesse. Toutes ces recommandations seront suivies, nous précise-t-on, par des mesures préventives supplémentaires et l'intensification des activités et des opérations des équipes de radar pour le contrôle de la vitesse des véhicules surtout devant et aux alentours des établissements scolaires qui en aucun cas ne devra dépasser les 30 km/h. Les stationnements anarchiques et toutes manœuvres dangereuses seront interdits aux abords des établissements.

Un programme axé sur la prévention et la circulation sera arrêté en direction des élèves pour des réunions et des cours de sensibilisation et de prévention autour des thèmes inhérent à la sécurité routière.

Une approche pédagogique basée sur l'acquisition du savoir faire

Le secteur de l'éducation nationale envisage d'adopter à partir de la présente rentrée scolaire un nouveau système d'évaluation pédagogique reposant sur l'acquisition du savoir faire plutôt que sur l'accumulation des connaissances.

Dans cette optique, le contrôle continu devra se substituer aux devoirs et examens, notamment dans le cycle primaire.

Selon les responsables du secteur, une telle approche favorisera le passage du mode de stockage mécanique des connaissances à l'acquisition du savoir faire par le développement d'un esprit d'observation et d'analyse.

Pour ces pédagogues, le cycle primaire est l'axe de la politique adoptée par le ministère de l'éducation nationale car, expliquent-ils, ce palier constitue le socle du développement intellectuel de l'élève.

La nouvelle approche d'évaluation est susceptible de contribuer à la baisse du taux de redoublement des classes par l'introduction de mesures d'évaluation simplifiées visant à orienter les apprenants selon leurs véritables capacités et aptitudes.

Les participants à la conférence nationale d'évaluation de la réforme de l'éducation tenue juillet dernier ont pré-

conisé l'annulation de l'examen de fin de cycle primaire et d'appliquer un système d'évaluation pour déceler les aptitudes réelles de l'élève.

La rentrée scolaire 2015-2016 est marquée par le lancement de la mise en œuvre des opérations structurantes relatives à la performance pédagogique dans le système éducatif. Il s'agit de l'élaboration et de la mise en place des mécanismes et moyens d'accompagnement nécessaires (formation des inspecteurs, des enseignants et des directeurs d'établissement, élaboration des manuels scolaires, méthodologies et de l'enseignant et numérisation des ressources pédagogiques, etc.). La ministre de l'Éducation avait, à plusieurs reprises, souligné que l'objectif pour cette année était de «réaliser pas moins de 32 semaines de cours conformément aux normes internationales».

Des mesures pédagogiques pour l'élargissement de l'enseignement préscolaire et des classes dédiées aux enfants aux besoins spécifiques ont également été prises.

L'élargissement de l'enseignement de tamazight et la poursuite de l'intégration des Technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement figurent également parmi ces mesures.

ILLIZI
10 000
scolarisés
bénéficient de
trousseaux
scolaires

Près de 10 000 élèves de la wilaya d'Illizi ont bénéficié de fournitures scolaires, au titre de la solidarité scolaire pour al saison 2015-2016, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'éducation.

L'opération de distribution a été opérée la veille de la rentrée scolaire, sur la base de listes de bénéficiaires préétablies, pour permettre aux élèves l'entame de la saison scolaire dans de bonnes conditions, a précisé le directeur de l'éducation, Ezzine Hafs.

La direction de l'action sociale (DAS) d'Illizi a, de son côté, mis à la disposition des élèves issus de familles nécessiteuses

un lot de 4 100 trousseaux scolaires, a affirmé le DAS, Mohamed Ali Ouidene.

Quelque 10 000 élèves à travers les différents établissements de la wilaya d'Illizi bénéficieront de la prime scolaire de 3.000 DA, a fait savoir le directeur de l'Éducation. Le wali d'Illizi, M. Moulati Atallah, a salué, lors de la visite du collège Emir Abdelkader au quartier Azelouaz (Djanet), la bonne réalisation de cet établissement, construit pour un coût de 170 millions DA, et accueillant actuellement 314 élèves encadrés par 20 enseignants.

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Illizi a été renforcé cette année par un

nouveau lycée, d'un collège, de deux écoles primaires, d'une cantine scolaire et de quatre demi-pensionnats, selon les informations fournies aux autorités locales.

Ces réalisations devront permettre d'atténuer la surcharge des classes que connaissent certains établissements et contribuer à l'amélioration des conditions de scolarisation pour atteindre de bons résultats dans différents paliers scolaires.

Le secteur compte dans la wilaya d'Illizi 11.200 élèves dans le primaire, 5.284 collégiens et 1.926 lycéens, encadrés par 1.117 enseignants.

LE MINISTRE DES FINANCES ABDERRAHMANE BENKHALFA :

«L'Algérie n'a pas besoin de s'endetter de l'extérieur»

L'Algérie n'éprouve pas le besoin de recourir à l'endettement extérieur pour couvrir ses engagements budgétaires mais elle compte plus que jamais sur les ressources provenant de l'intégration de l'économie informelle dans la sphère formelle, a affirmé dimanche à Alger le ministre des Finances Abderrahmane Benkhalfa.

«L'Algérie n'a pas besoin de l'endettement extérieur, elle a besoin de l'argent des Algériens, de ses ressources internes qu'elle veut intégrer dans le circuit bancaire et ce n'est pas une opération conjoncturelle mais une démarche qui s'inscrit dans la durée», a-t-il déclaré à l'APS en marge d'une journée d'information sur les mesures de la loi de finances complémentaire (LFC) pour 2015.

«Nous mobilisons les ressources de la Nation avec toutes les garanties juridiques et techniques, nous ne les mobilisons pas pour les stocker mais pour les utiliser dans la croissance économique», a-t-il soutenu. Ces ressources «nous mettent à l'abri d'autres décisions non souhaitées», a-t-il ajouté.

Et quand l'assiette fiscale augmente du fait de la bancarisation de l'argent de l'informel, soutient-il encore, l'Etat pourra alors faire baisser les impôts au profit de l'investissement.

Avec une fiscalité pétrolière encore très soutenable et une fiscalité ordinaire qui devrait atteindre 2.700 milliards de Da en 2016, selon lui, l'Algérie «n'est pas en position de mal aisance financière, et ne compte pas sur la taxe de 7% pour avoir des ressources mais veut juste impliquer le milieu des affaires dans le développement». La direction générale des impôts (DGI) du ministère des Finances a lancé à la mi août un dispositif de «conformité fiscale volontaire» autorisant les fonds informels à intégrer le circuit bancaire en contrepartie du paiement d'une taxe forfaitaire libératoire de 7%



à l'administration fiscale.

Pour mieux expliquer ce dispositif, une semaine de portes ouvertes sur les banques sera organisée «avant la fin de l'année», ce qui permettra de «renforcer la relation banques-citoyens», a avancé M. Benkhalfa qui reconnaît à cet égard l'existence d'un «problème de confiance (banques-citoyens, NDLR) qu'il faut rétablir».

Il a appelé les Pd-g des banques à engager «des équipes volantes» qui vont sur le terrain pour essayer de convaincre les personnes activant dans l'informel à se régulariser vis-à-vis de l'administration fiscale.

Il faut ensuite «stimuler les agents bancaires : un chargé de la clientèle qui arrive à ramener quatre ou cinq clients de l'informel mérite d'être récompensé», a recommandé M. Benkhalfa.

Selon la banque d'Algérie, l'argent liquide circulant dans

l'informel tourne autour de 1.000/1.300 milliards de DA. «Nous espérons mobiliser cette sommes d'ici à la fin 2016» date limite pour la conformité fiscale volontaire, a-t-il lâché.

Néanmoins, si «l'ensemble des agences bancaires ne se mobilisent pas (pour la réussite de ce dispositif) nous serons vulnérables en 2016», a-t-il averti.

Évoquant le développement local, qui a été au centre de la dernière réunion Gouvernement-walis, M. Benkhalfa a mis l'accent sur la nécessité d'instaurer une «animation économique locale» en assurant que la mesure de la LFC 2015 relative au transfert du centre de décision d'affectation du foncier industriel du Calprief aux walis allait permettre de raccourcir sensiblement les délais de délivrance des titres de cession ou de concession au profit des investisseurs.

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE, MOHAMED LAKSACI : «Le renforcement de la surveillance macro prudentielle a permis de préserver la solidité financière de l'Algérie»

Le renforcement en 2014 des outils de surveillance macro prudentielle a permis à l'Algérie de préserver sa solidité financière en dépit de la croissance des crédits, a affirmé dimanche le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci. «Au cours de l'année 2014, un renforcement des outils macro prudentiels a été engagé, notamment par la mise en place de nouveaux outils permettant des analyses horizontales des risques et des tests de résistance», a indiqué M. Laksaci à l'ouverture d'un atelier de formation destiné aux cadres des banques centrales africaines sous le thème «surveillance macro prudentielle: des perspectives multiples, un objectif unique». Pour renforcer le cadre opérationnel de la stabilité financière, le Conseil de la monnaie et du crédit a édicté en 2014 un nouveau dispositif prudentiel pour une conformité des règles prudentielles aux nouveaux standards et normes du Comité de Bâle, a noté le gouverneur de la Banque centrale algérienne.

Dans ce sens, «trois règlements ont été édictés au premier semestre 2014, avec effet à partir d'octobre, et portant ratios de solvabilité, grands risques et participations, et classement et provisionnement des créances et engagements par signature», a-t-il précisé.

Dans le cadre de cette nouvelle réglementation, le ratio de solvabilité minimum par rapport au «tier one» est fixé à 9,5%, soit un ratio supérieur au ratio minimum recommandé par le Comité de Bâle, alors que le ratio de solvabilité minimum par rapport aux fonds propres réglementaires a été fixé à 12%.

«Une évaluation des indicateurs de solidité financière à fin 2014 montre que la solidité du secteur bancaire algérien est relativement préservée en dépit de la phase ascendante du cycle de crédits», a relevé M. Laksaci. En outre, la rentabilité des fonds propres s'est consolidée en 2014 à 24% de même que le rendement des actifs (+2%) en situation de liquidité encore ample.

D'autre part, la Banque d'Algérie renforcera davantage ses capacités en matière de conduite de la politique macro prudentielle. A cet effet, le rôle du Comité de stabilité financière sera renforcé à court terme notamment en ce qui concerne l'évaluation



périodique de la solidité financière et des stress tests. En parallèle, «un large exercice de stress testing sera conduit au quatrième trimestre 2015 pour évaluer le degré de résilience du secteur bancaire face aux développements économiques récents», a fait savoir M. Laksaci.

Par ailleurs, l'utilisation soutenue des instruments macro prudentiels dans un contexte de chute des prix de pétrole qui a affecté la position financière de l'Algérie, «permettra d'appuyer la conduite de la politique monétaire», a-t-il soutenu.

Ainsi, la nouvelle approche de supervision macro prudentielle mettra davantage l'accent, selon M. Laksaci, sur le processus d'allocation des crédits par les banques afin d'endiguer la réapparition de risques concentrés et la hausse des créances non performantes.

De son côté, le secrétaire exécutif de l'Association des banques centrales africaines (ABCA), Papa Lamine Diop, a souligné que la crise financière internationale de 2008 «a démontré l'importance d'une supervision macro prudentielle en mesure de prévenir et d'anticiper les risques systémiques».

Il a indiqué à l'APS, en marge de l'atelier, que l'expérience algérienne en la matière «représente un exemple à suivre par les banques centrales du continent africain».

Selon des chiffres avancés par M. Diop, les actions de formation et d'assistance engagées par l'ABCA en faveur de l'Algérie s'élève à 40 projets. Organisé par la Banque d'Algérie en collaboration avec l'ABCA, l'instrument de coopération algéro-allemande (GIZ) et le cabinet canadien de conseil et de formation en finances Toronto Centre, cet atelier de formation a connu la participation de cadres des banques centrales d'une vingtaine de pays africains.

APS

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ CHARGÉ DU BUDGET ET DE LA PROSPECTIVE, HADJI BABA AMMI :

«La croissance de 2016 résultera de toutes les branches mais surtout des hydrocarbures»

La croissance économique prévue pour l'année 2016 et estimée par le Gouvernement à 4,6%, sera tirée de toutes les branches économiques mais surtout du secteur des hydrocarbures, a indiqué dimanche le ministre délégué chargé du Budget et de la prospective, Hadji Baba Ammi.

«Nous tablons sur une croissance de 3,76% pour cette année contre 3,8% en 2014. Pour 2016 nous prévoyons une croissance de 4,6% du PIB qui sera tirée de toutes les branches mais surtout des hydrocarbures», a-t-il précisé lors d'une journée d'information sur les dispositions de la loi de finances complémentaire pour 2015 (LFC), en présence de cadres des Finances, de banquiers et d'hommes d'affaires.

Quant à la baisse de 9% des dépenses budgétaires, il s'agit «juste d'un effort de rationalisation», a-t-il soutenu.

Les dépenses d'équipement seront ainsi maintenues en 2016 «à un niveau qui permettra à toutes les entreprises de poursuivre normalement leurs plans de charges», a ajouté M. Baba Ammi en précisant que le plan de charges de Sonatrach, qui génère à elle seule 30% du PIB algérien, sera à son tour maintenu.

De ce fait «les prochaines années se passeront dans de bonnes conditions (financières) en ce qui concerne l'investissement», a-t-il prédit. Le secteur des hydrocarbures en Algérie a enregistré une baisse d'activité en 2014 (-0,6%) mais largement de

moindre ampleur par rapport aux contre-performances connues sur les neuf dernières années (-8% en 2009, -5,5% en 2013), ce qui «peut annoncer une inversion de la tendance baissière qui l'a caractérisé depuis 2006», selon l'Office national des statistiques (ONS).

Pour les dépenses de fonctionnement, les salaires des travailleurs, du moins, «ne seront pas touchés» en 2016, selon les affirmations du ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa.

«Nous parlons de redéploiement (des ressources). Pour aller à la rigueur dans le budget, il faut passer par l'amélioration de la productivité», avait précisé M. Benkhalfa.

Ce redéploiement des ressources consiste, selon lui, à «exploiter les foyers de production qui ne sont pas exploités» et qu'il s'agira d'optimiser les ressources.

Lors de la dernière réunion Gouvernement-walis, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal a annoncé que le gouvernement allait présenter en 2016 un budget tablant sur une croissance de 4,6% et dont les dépenses globales s'affichent en baisse de 9% sans pour autant entraver la réalisation du programme de logement ou les recrutements dans les secteurs de la formation et de la santé. «Il faut mieux compter nos sous mais sans faire caler le moteur économique qui soutient l'emploi et le pouvoir d'achat», a dit M. Sellal.

BOUMERDES

Stockage de près de 60 000 tonnes de pomme de terre de saison



Près de 60.000 tonnes de pomme de terre de saison ont été stockées, à ce jour, dans la wilaya de Boumerdes, hors système de régulation de produits agricoles de large consommation (Syrpalac), a-t-on appris, dimanche, du directeur des services agricoles de la wilaya (DSA).

En dépit de l'arrêt du système (Syrpalac), cette année pour «manque d'efficacité», le volume de pomme de terre stocké est en hausse, comparativement à l'année dernière, un peu plus de 50 000 tonnes, a indiqué, à l'APS, Mohamed Kherroubi.

Il a souligné que la moitié du volume est stocké par 35 producteurs et opérateurs détenteurs de chambres froides et aires de stockage de la wilaya et d'autres régions du centre, alors que le reste est pris en charge par l'Entreprise de stockage des produits de large consommation, au titre de la politique nationale de garantir un stock de sécurité pour cette denrée de large consommation. Selon M. Kherroubi, cette quantité est «destinée à être injectée, progressivement, sur les états des marchés», à l'effet de garantir une disponibilité de ce tubercule, tout en «maintenant» le pouvoir d'achat du citoyen, par la régulation des prix et leur stabilité.

Ce volume de pomme de terre, cueilli entre mai et juin derniers, sera progressivement déstocké entre fin septembre et janvier prochains, car «cette période de l'année est marquée par l'absence d'opérations de récolte pour ce produit», a souligné le responsable.

Les prix de la pomme de terre affichent, ces dernières semaines, «une stabilité» à travers les marchés de la région, après une longue période d'instabilité. Le produit est cédé dans une fourchette entre 35 à 50 DA le kg au niveau des marchés de détail, contre 25 à 30 DA chez les grossistes, a-t-on constaté. La production de pomme de terre de saison a enregistré «une certaine stabilité» durant la présente campagne, clôturée dernièrement, avec une récolte de plus de 74.000 tonnes, sur une surface globale de plus de 2000 ha.

Le rendement à l'hectare a atteint les 300 qx, maintenant le même niveau que celui de la campagne précédente, a ajouté M. Kherroubi.

DJELFA

Adoption de nombreux projets industriels pour promouvoir l'investissement public et privé

La wilaya de Djelfa a enregistré, ces dernières années, l'adoption de projets industriels colossaux, dans le cadre de la promotion de l'investissement public et privé, a-t-on appris, dimanche, du directeur local de l'industrie et des mines (DIM).

«Ces investissements sont susceptibles d'assurer un grand nombre de postes d'emploi dans la wilaya, parallèlement à l'extension de son tissu industriel et leur contribution au soutien de l'économie nationale» a déclaré, à l'APS, Mermouchi Mohamed.

Parmi ces projets affectés d'assiettes foncières d'importance, le DIM a cité la réalisation attendue, dans la zone industrielle d'Ain Ouessara (100 km au nord de Djelfa), d'un complexe d'équipements électriques, dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois. Ce complexe emploiera près de 3000 travailleurs, repartis sur quatre (4) unités industrielles spécialisées dans la confection d'équipements électriques.

La même zone industrielle verra, également, l'implantation d'un projet de montage de bus et camions (de petit calibre), dont la mise en service, par



un investisseur privé, en partenariat avec une entreprise biélorusse, devrait générer 2000 postes d'emploi. Un deuxième projet similaire, adopté au niveau du même site, et initié par un opérateur privé, en partenariat avec une entreprise chinoise, devrait aider à la création d'un millier d'emploi.

Il s'agit, aussi, selon le même responsable, de l'entrée en activité, dernièrement, d'une unité de production de plâtre, assurant 250 emplois, dans la daïra de Dar Echoukh, à l'est de la wilaya, au moment où l'entreprise nationale COSIDER a ouvert une unité de fabrication de traverses en béton, à Ain Ouessara, en vue du soutien de ses projets de lignes ferro-

viaires. Deux (2) unités de production de briques et quatre (4) minoteries, sur un total de cinq (5) projets adoptés, en la matière, sont, aussi, entrées en exploitation, à travers la wilaya, a-t-il, par ailleurs, indiqué.

En outre, le tissu industriel, à Djelfa, sera renforcé, à l'avenir, par une usine de logements en préfabriqué, prévue dans la commune de Bouiret Lehdab, à 80 km au nord de la wilaya, avec une capacité de production qui devrait atteindre cinq (5) logements/jour.

Entre 2012 et 2015, le Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (Calpiref) a adopté 352 projets, à Djelfa, affectés d'un foncier global estimé à 366 ha, avec

une perspective de création de plus de 22.000 emplois, selon les estimations de la DIM.

Parmi ces projets, 18 relèvent du secteur public, alors que le reste est initié par des opérateurs privés, selon la même source, qui signale le lancement de 47 d'entre eux.

Par créneau d'activités, ces projets se répartissent à raison de 167 dans le secteur industriel, 109 dans les services, 46 dans les matériaux de construction, 18 dans le tourisme et l'hôtellerie, et 12 projets dans le secteur commercial.

La wilaya de Djelfa dispose d'importantes potentialités naturelles, renforcées par des assiettes foncières considérables, représentées par une zone industrielle au chef lieu, et cinq (5) autres zones d'activités au niveau de ses daïras, ayant bénéficié, ces dernières années, d'opérations de réhabilitation. La région a, également, bénéficié d'un projet d'un parc industriel de 400 ha (extensible à l'avenir), au niveau de la ville d'Ain Ouessara. Il est géré par l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière, alors que sa réalisation a été confiée à deux (2) entreprises.

JJJEL

Création prochaine de 5 nouvelles zones d'activités

Cinq nouvelles zones d'activités seront créées à Jijel, en parallèle avec la pénétrante autoroutière devant relier le port de Djendjen à El Eulma (Sétif), a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya. Ces zones seront implantées à hauteurs des échangeurs prévus dans le projet de réalisation de cette pénétrante qui reliera Jijel à la wilaya de Sétif via la wilaya de Mila, sur 103 km, a-t-on précisé.

Par ailleurs, s'agissant de l'investissement privé, cent trente-sept (137) dossiers ont été validés à Jijel de 2011 à ce jour, selon les mêmes sources qui

ont précisé que ces investissements concernent essentiellement les créneaux du tourisme, de l'agroalimentaire et de la promotion immobilière. Des projets qui représentent un investissement global de 75 milliards de dinars avec, à la clé, la création de 14.158 emplois, a-t-on également indiqué à la wilaya. Lors d'une récente réunion, le wali, Larbi Merzoug, annonçant la création de ces zones d'activités, avait appelé les responsables et les élus locaux à «ouvrir les portes» à l'investissement, notamment lorsque celui-ci est orienté vers les secteurs touris-



tique, industriel et agricole. Il avait aussi ordonné la récupération des assiettes foncières dont les concessionnaires n'ont pas respecté les cahiers de charges.

LEASING :

La société Nationale de Leasing (SNL) a annoncé dimanche qu'elle allait lancer fin septembre un emprunt obligataire institutionnel de deux milliards DA remboursable sur cinq ans pour un rendement de 3,5%.

«La SNL a obtenu le visa de la commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) le 26 août dernier pour le lancement d'un emprunt obligataire institutionnel à rembourser fractionné d'un montant de 2 milliards de dinars au taux d'intérêt de 3,5% sur cinq ans», précise cette institution dans un communiqué.

La SNL va lancer un emprunt obligataire institutionnel de 2 milliards de DA

«Toutes les conditions sont actuellement réunies pour émettre un emprunt obligataire institutionnel sur le marché financier qui permettra à la SNL d'augmenter son volume d'activité et gagner des parts de marché», indique le directeur général de la société, Samir Medjkane, cité dans le communiqué.

L'émission est destinée aux banques, établissements financiers et investisseurs institutionnels et le montant (2 milliards DA) répartis en 200.000 obligations d'une valeur nominale à l'émission de 10.000 DA chacune. Ces obligations sont remboursables par amortissement annuel constant

de la valeur nominale 2.000 DA par obligation par an à partir de la première année jusqu'à la cinquième année.

Cet emprunt obligataire est garanti par des cautions émises par les deux actionnaires de la SNL. Il s'agit de la Banque nationale d'Algérie (BNA) et la Banque de développement local (BDL) à concurrence de 50% chacune. Opérationnelle depuis 2011, la SNL ambitionne de devenir «un acteur majeur dans le financement des investissements productifs, un des supports de développement des PME/PMI en Algérie et de contribuer à la création de l'emploi, de la richesse et à la diversification de

l'économie nationale», selon M. Medjkane.

Dotée d'un capital social de 3,5 milliards DA détenus par la Banque Nationale d'Algérie (BNA), la Banque de Développement Local (BDL), la SNL a généré un bénéfice de 7,7 milliards DA avec un encours financier de 4,4 milliards DA au 30 juin 2015.

Le chiffre d'affaires de la société composé principalement des marges leasing a enregistré durant les trois derniers exercices une évolution moyenne de 92% pour atteindre 245 millions de dinars au 30 juin 2015.

TISSEMSILT Agression d'un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions

Abed Meghit

Les éléments de la 4^e Sûreté urbaine de Tissemsilt ont arrêté un jeune, âgé d'une vingtaine d'années, pour s'être disputé en pleine salle des UMC de l'EPH de Tissemsilt. Manquant de respect à une infirmière, au moment de son service, le jeune sera interpellé par un collègue de l'infirmière. Pris de colère, le mis en cause se rue alors sur l'employé de l'UMC pour lui asséner un coup de tête. Blessé sérieusement, l'infirmier a été pris en charge dans les mêmes services des urgences de l'EPH et le jeune énergumène a été arrêté par les éléments de la 4^e SU. Le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Tissemsilt qui l'a placé sous mandat de dépôt.

MASCARA : 2 532 infractions au code du travail enregistrées en sept mois

Pas moins de 2.532 infractions au code du travail ont été enregistrées durant les sept mois de l'année en cours dans la wilaya Mascara, par l'inspection de travail de la wilaya, a-t-on appris, dimanche du directeur de cette structure.

Les éléments de l'inspection des différentes circonscriptions ont effectué 3.619 visites dans plusieurs entreprises durant la période allant du 1^{er} janvier à fin juillet derniers, au cours de laquelle ils ont relevé 2.532 infractions au code du travail. Des PV ont été remis à la justice, a indiqué dans ce sens Azzedine Ouraghi.

Ces infractions sont principalement liées à la non déclaration des travailleurs à la caisse de sécurité sociale, au recrutement direct sans passer par l'agence de l'emploi, le non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité et autres violations dont les principales victimes sont les travailleurs, selon le même responsable.

D'autre part, des brigades mixtes composées des éléments de l'inspection de travail et de la CNAS et de la CASNOS ont procédé, depuis le début du mois de septembre, à des opérations de sensibilisation sur l'application du SNMG après l'amendement de l'article 87 bis du code de travail.

Les brigades mixtes, au nombre de quatre, effectuent des visites dans différentes entreprises pour leur faire part du nouveau système, son mode calcul, et de son application avec un délai maximum ne dépassant pas le 21 septembre prochain. L'inspection de travail organisera prochainement une rencontre, en coordination avec la direction de l'emploi et les caisses de sécurité sociale et des spécialistes en gestion des ressources humaines, pour uniformiser les concepts propres au nouveau SNMG.

APS

GUELMA : Arrestation de 4 individus en possession de 9 kg de kif traité



Quatre (4) individus âgés de 29 à 45 ans, circulant à bord de trois véhicules sur la RN 16 (Guelma-Annaba) viennent d'être arrêtés en possession d'une quantité de 9 kg de kif traité et une somme importante d'argent, a annoncé dimanche la Gendarmerie nationale.

S'exprimant au cours d'une conférence de presse organisée au siège du commandement territorial de ce corps, le commandant Ziour Hazzag, chef de la compagnie de Guelaât-Bousbaâ, a précisé que les personnes arrêtées sont originaires de la wilaya d'Annaba, ajoutant que trois complices

sont en fuite et activement recherchés.

Une somme de 330 millions de dinars a également été découverte et saisie au cours de cette interpellation, selon le même officier qui a fait part de «fortes présomptions» sur un lien entre cette affaire et les 139 kg de drogue découverts le 31 août der-

nier, abandonnés sur la RN 20 (Guelma-Constantine), près de la commune de Houari-Boumediene.

Les individus appréhendés seront déférés devant le tribunal dès l'achèvement de l'enquête et la constitution du dossier judiciaire de l'affaire, a conclu le commandant Hazzag.

ALGER : Un véhicule complètement ravagé par le feu à Bir Mourad Raïs



Un véhicule a été complètement ravagé par le feu au niveau de la rue des frères Bouaddou (Bir Mourad Raïs-Alger), a constaté l'APS sur place.

Alerté par un policier d'un point de contrôle sur l'émission de fumée, l'automobiliste qui était à bord de ce véhicule, une Ford Focus immatriculée en 2013, a dû quitter

sa voiture avant que celle-ci ne prenne feu. Le feu s'est déclaré d'abord au niveau de la roue arrière avant de se propager rapidement à l'ensemble du véhicule.

Les services de la Protection civile ont été dépêchés sur les lieux pour maîtriser le feu, alors qu'une enquête a été ouverte sur les circonstances du sinistre.

ACCIDENTS DE LA ROUTE: 13 morts et 42 blessés vendredi

Treize personnes sont mortes et 42 autres ont été blessés dans 30 accidents de la circulation routière enregistrés dans la journée du vendredi 4 septembre, indique un bilan de la gendarmerie nationale.

La journée du 4 septembre a été marquée, selon la même source, par 30 accidents corporels dont dix mortels et 20 corporels, ayant également entraîné des dégâts matériels importants.

Les bilans les plus lourds ont été constatés à



Biskra avec deux morts et trois blessés, et à El Adjiba (wilaya de Bouira) avec deux morts, ainsi qu'à Skikda avec deux morts et un blessé. La wilaya de Tispasa est au premier rang du plus grand nombre d'accidents corporels avec un mort et huit blessés, devant Biskra (2 morts et trois blessés). Trois ressortissants turcs ont été par ailleurs blessés dans un accident de la route survenu à Hammadi Krouma, dans la wilaya de Skikda, selon la même source.

CRIMINALITÉ

Un Argentin retient son épouse et son fils enfermés pendant six ans

Un Argentin a enfermé pendant six ans son épouse et son fils autiste dans une cage en bois à l'intérieur de sa maison à Mar del Plata, ville située à 400 kilomètres au sud de la capitale fédérale argentine Buenos Aires.

«C'est une histoire horrible. Quand on est entré dans la maison, c'était de la folie pure», a raconté samedi à la presse une source judiciaire sous couvert de l'anonymat.

Ancien maçon, l'homme âgé de 66 ans avait aménagé une cage en bois avec des barreaux au fond de sa maison où il a gardé prisonniers pendant six ans l'un de ses fils, âgé de 32 ans et atteint d'autisme, et son épouse, âgée de 61 ans et souffrant de problèmes psychiatriques.

C'est à la suite d'une dénonciation des autres fils, qui résident ailleurs, que la justice a ordonné une perquisition qui a permis de découvrir les faits.

Le geôlier est détenu à la prison de Batán, dans les environs de Mar del Plata.

Il est passible de 15 ans de prison pour crime de réduction en esclavage mais, en raison de circonstances aggravantes, pourrait encourir la prison à perpétuité, selon des sources judiciaires.

ESPAGNE

6 morts et plusieurs blessés dans un rallye dans le nord-ouest

Six personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans un grave accident survenu samedi soir lors d'un rallye de la Corogne, (nord-ouest de l'Espagne), ont indiqué des sources de la Protection civile et des services de secours espagnols.

Les victimes, quatre femmes et deux hommes ont été fauchées par une voiture qui participait à la course et qui est sortie de la piste pour percuter un groupe du public, selon les mêmes sources.

Au moins dix autres personnes, dont des enfants, ont été blessées lors de cet accident tragique survenu vers 20h00 locales et qui ont été évacuées à l'hôpital, selon des médias locaux.

Le rallye auquel participaient plus de 130 voitures été suspendu suite à l'accident.

TUNISIE

Un incendie ravage près de 4 hectares à Bizerte



Un incendie déclaré vendredi aux alentours du champ de tir de l'armée tunisienne dans la forêt Errimel à Menzel Jemil (gouvernorat de Bizerte) a dévasté près de 4 hectares de forêt, indique la Protection civile régionale.

Le directeur régional de la Protection civile de Bizerte, Mohsen Ben Ali, a indiqué à l'agence TAP que «le feu a été maîtrisé la veille aux environs de minuit, ce qui a permis d'empêcher les flammes de se propager à l'ensemble du site forestier».

Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'incendie qui s'est déclaré, vendredi vers 18h00, simultanément dans divers points de la zone forestière, a-t-il ajouté.

EBOLA

Début des vaccinations dans une ville sous quarantaine en Sierra Leone

Une centaine de personnes sur le millier d'habitants d'une localité du nord de la Sierra Leone où a été découvert un nouveau cas d'Ebola ont commencé à recevoir un vaccin testé avec succès en Guinée voisine, ont annoncé les autorités médicales.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) avait indiqué mercredi dans son rapport hebdomadaire que l'essai du VSV-EBOV était désormais étendu de Guinée à la Sierra Leone et que ce vaccin serait proposé aux contacts directs ou indirects d'une vendeuse de 67 ans, testée positive après son décès fin août à Sella Kafta, dans la province de Kambia (nord-ouest).

Au total, 116 personnes devaient être vaccinées dans la localité, ont précisé vendredi soir à la radio les autorités sanitaires sierra-léonaises.

Le porte-parole du Centre national de lutte contre Ebola (NERC), Sidi Yahya Tunis, a souligné dans cette émission spécialisée que le vaccin était «administré aux personnes de 18 ans révolus, les femmes enceintes étant exclues».

Des personnels médicaux sont venus de Guinée pour prêter main forte à leurs collègues en Sierra Leone dans cette opération, a-t-on appris de sources médicales.

Parmi les vaccins en cours d'élaboration contre Ebola, le VSV-EBOV - développé par l'Agence de la santé publique du Canada et dont la licence est détenue par les laboratoires américains NewLink Genetics et Merck - est le premier à s'être révélé



efficace, selon les publications médicales.

Les autorités locales ont annoncé vendredi la mise en quarantaine de la localité de Sella Kafta pendant 21 jours, soit la durée maximale d'incubation du virus.

La Sierra Leone espérait être en voie d'éradication du virus après la sortie d'hôpital, le 24 août à Makeni (centre-nord), de la dernière malade d'Ebola connue, après plus de deux semaines sans nouvelle contamination signalée.

Selon des habitants et des sources indépendantes, la vendeuse décédée ne s'était récemment rendue ni en Guinée ni au Liberia, deux des trois

pays voisins les plus touchés par l'épidémie, avec la Sierra Leone.

L'OMS a déclaré jeudi la fin de la transmission du virus au Liberia, après une première annonce similaire il y a quatre mois.

L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest - la plus grave depuis l'identification du virus en Afrique centrale en 1976 - est partie en décembre 2013 du sud de la Guinée.

Elle a fait depuis plus de 11.300 morts pour quelque 28.000 cas, un bilan sous-évalué, de l'aveu même de l'OMS.

Plus de 99% des victimes se concentrent dans ces trois pays voisins.

CORÉE DU SUD

10 morts dans un naufrage

Le naufrage d'un bateau de pêche sud-coréen a fait dix morts et huit disparus, a annoncé dimanche un responsable des garde-côtes citant un nouveau bilan.

L'accident s'est produit près de la petite île de Chuja, dans le détroit qui sépare la péninsule coréenne de l'île de Jeju. C'est dans cette région réputée pour ses courants et sa mer agitée qu'un ferry, le Sewol, a sombré en avril 2014, faisant plus de 300 morts.

Selon les gardes-côtes, 21 personnes se trouvaient à bord du bateau de pêche, qui s'est retourné dans la mati-

née. Trois ont pu être secourues et leurs jours ne sont pas en danger. «Six personnes, dont le capitaine, n'avaient pas de gilet de sauvetage et s'étaient accrochées au bateau retourné».

Un par un, ceux qui étaient à bout de force ont lâché prise», selon un rescapé. La plupart des passagers étaient venus pêcher dans les eaux poissonneuses de Chuja.

Un précédent bilan de ce naufrage faisait état de trois morts.

BURKINA FASO

Un avion d'évacuation médicale s'abîme au large du Sénégal : 7 disparus

Un avion d'évacuation médicale transportant sept personnes, dont une patiente française, du Burkina Faso au Sénégal, s'est abîmé samedi soir au large de Dakar, a annoncé dimanche l'aviation civile.

L'appareil, un bimoteur HS 125 appartenant à la compagnie privée Senegalair, avait à son bord, outre la patiente, trois membres d'équipage, ainsi qu'un médecin et deux infirmiers sénégalais, a annoncé dans un communiqué l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (Anacim) du Sénégal.

Le contact a été perdu avec l'avion, appartenant à la compagnie privée Senegalair, peu après 19h00 (locales et GMT) à 111 km à l'ouest de Dakar, a précisé l'Anacim, soulignant que l'armée de l'Air menait des recherches dans la zone. Parti de Ouagadougou à 16h35 (locales et GMT) l'avion devait arriver à Dakar à 18h20, a-t-on indiqué de



source aéroportuaire burkinabè.

Selon le site du groupe sénégalais Futurs Médias, l'accident pourrait être dû à une panne de kérosène.

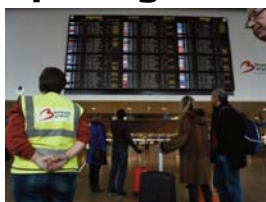
Le site identifie parmi les victimes Yakhya Diop, médecin réanimateur de SOS Médecins au Sénégal.

BELGIQUE - EGYPTE

Un vol Bruxelles-Le Caire annulé en raison de menaces d'un passager

Un vol de la compagnie Egyptair qui devait relier Bruxelles au Caire samedi après-midi est resté cloué au sol en raison du comportement jugé suspect d'un passager, a indiqué la police belge.

«Le vol MS 726 d'Egyptair de 15h55 au départ de Brussels Airport et à destination du Caire n'a pas reçu d'autorisation de départ en raison (du besoin d'effectuer) un nouvel



examen de la liste des passagers et des bagages», a indiqué la police fédérale dans un communiqué.

«Compte tenu des incertitudes à propos d'un passager et à titre de précaution, le vol ne peut décoller afin de permettre aux services de sécurité d'effectuer un contrôle élargi», a ajouté la police.

Spectacle d'ouverture de la saison à l'Opéra de Paris annulé

Le spectacle d'ouverture de la saison à l'Opéra de Paris, «Madama Butterfly» de Puccini, a été annulé samedi soir à la suite d'un préavis de grève déposé par le premier syndicat de la fonction publique (FSU), a annoncé la direction.

Le préavis portait sur le doublement d'une prime des techniciens et son intégration dans le calcul des retraites.

La négociation menée jusque dans l'après-midi de samedi n'a pas permis de lever le préavis. «En conséquence», la direction a pris «la décision d'annuler ce spectacle sans attendre le dernier moment, par respect pour le public et pour toutes les équipes de l'établissement», indique le communiqué.

«Madama Butterfly» ouvrait la saison à l'Opéra Bastille, tandis qu'à l'Opéra Garnier, la générale de «Platée» de Rameau avec le chef d'orchestre Marc Minkowski se déroulait comme prévu, avant sa première lundi.

La saison 2015-2016 est la première saison entièrement programmée par le nouveau directeur de l'Opéra de Paris Stéphane Lissner, nommé officiellement en juillet 2014 pour succéder à Nicolas Joël.

MIGRATIONS

Le système européen d'asile est dysfonctionnel



Le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Antonio Guterres a estimé dimanche que le système européen d'asile est «dysfonctionnel».

«Le système européen d'asile est profondément dysfonctionnel, il marche mal. Un certain nombre de pays font l'essentiel de l'effort et un grand nombre d'autres font un effort presque inexistant», a regretté M. Guterres.

«Avec 4.000 arrivées de réfugiés par jour actuellement en Europe (...) le système est devenu chaotique, rien n'est en place pour permettre que cela puisse être géré de façon efficace et humaine», a-t-il estimé, appelant à la mise en place de «centres de réception efficaces là où les gens arrivent» en Grèce, Hongrie et Italie.

«C'est un problème très sérieux (...), mais, à l'échelle de la planète, ce n'est pas une des plus grandes crises», a observé le patron du HCR, relevant que 86% des réfugiés étaient dans les pays en voie de développement.

«C'est une crise gérable si tout le monde se met d'accord sur un programme d'action commun», a-t-il ajouté.

Les déplacements de population liés aux conflits ont connu «une accélération absolument incroyable dans les dernières années», passant de 11.000 personnes par jour en 2010 à 42.500 en 2014, a souligné Antonio Guterres.

«Cela veut dire qu'il y a une multiplication des conflits partout dans le monde et que les vieux conflits n'ont pas de solutions», a-t-il relevé avant d'ajouter: «L'impunité et l'imprévisibilité sont partout et je crains que dans les années à venir, cela devienne encore pire.»

Depuis janvier, près de 365.000 personnes ont traversé la Méditerranée, et plus de 2.700 sont mortes en effectuant ce périple, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

APS

RENTRÉE SCOLAIRE EN FRANCE

Le «halal» au menu des politiques



Cherbal E-M.

Objet d'un vif débat en mars dernier, la décision de mettre fin aux repas de substitution dans les cantines scolaires fait débat de nouveau en ce début d'année scolaire. En effet, dans une note d'information diffusée le 31 août dernier, Jean-Paul Beneytout, maire Les Républicains de la petite commune de Chilly-Mazarin d'un peu moins de 20 000 habitants, dans le département de l'Essonne, au sud de Paris, informe les parents d'élèves qu'il a décidé de mettre fin aux repas de substitution, au nom du respect du principe de laïcité de l'école et au motif, explique-t-il, qu'il ne veut plus «différencier la composition des repas en fonction d'un interdit religieux qui relève de la sphère privée et familiale». Dans cette note mise en ligne sur le site web de la mairie, le maire informe que seuls «les enfants souffrant d'une allergie alimentaire, établie par un certificat médical, pourront se voir accorder des repas spécifiques.»

Il ajoute que «la viande et les légumes d'accompagnement seront servis séparément», lit-on sur le site www.la-croix.com qui fait dire au directeur que «Les élèves qui ne prendront que des légumes recevront un aliment supplémentaire, comme une portion de fromage par exemple,

ce qui revient dans les faits à leur proposer un repas végétarien». La presse française y voit un clin d'œil au député centriste Yves Jégo, un temps ministre dans le gouvernement Sarkozy, qui entend présenter prochainement une proposition de «menu de substitution végétarien systématique», rapporte la-croix.com. Interrogé explicitement sur l'idée d'un menu végétarien, le directeur de cabinet du maire fait savoir à ce site que «Ce n'est pas prévu pour le moment, mais nous ne sommes pas fermés à l'idée d'évoluer vers un tel dispositif». Inutile de préciser que cette décision prise unilatéralement par le maire, sans référence à son conseil municipal, a suscité une réprobation des parents d'élèves et même de l'opposition municipale.

Sur la prise de décision sans consultation du conseil municipal, le directeur de cabinet explique qu'il n'y a pas dans ce cas de figure, «obligation de passer par un vote du conseil municipal car le service de restauration scolaire est un service public facultatif». Maire de Chalon-sur-Saône, dans la région de Bourgogne, Gilles Platret, également affilié au parti Les Républicains, est précurseur en la matière puisque c'est par son entremise que le débat a été initié en mars dernier lorsqu'il avait fait part de sa décision de mettre fin aux repas de

substitution dans sa commune.

Il avait alors reçu un soutien franc du président du parti, Nicolas Sarkozy, monté au créneau sur un plateau de TF1, pour d'abord dénoncer les repas de substitution, avant de lancer clairement : «Si vous voulez que vos enfants aient des habitudes alimentaires confessionnelles, vous allez dans l'enseignement privé confessionnel». De son côté, le patron des députés UMP à l'assemblée nationale s'est montré moins enthousiaste à l'idée de la suppression des repas de substitution, rappelant que dans la commune de Provins, qu'il dirige, dans le département de Seine et Marne, en région parisienne des menus à base de porc sont proposés, avec «la possibilité d'avoir un menu alternatif», avec en l'occurrence «du blanc de poulet», ajoutant dans l'émission Questions d'infos LCP-France Info-Le Monde-AFP : «Moi je fais le choix qui est le mien à Provins, et qui restera celui-là». Intervenant sur cette question, la représentante du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'éducation avait alors indiqué que le parlement a adopté «un droit à la cantine pour tous, afin de veiller à ce que chaque enfant puisse manger à sa faim», rappelant que «Jusqu'à présent on a su faire preuve de discernement. C'est le seul conseil que je puisse donner».

Guillaume Zeller, un défenseur du tortionnaire Paul Aussaresses, nommé à la tête de l'information de Canal+

Le journaliste français Guillaume Zeller, défenseur du général Paul Aussaresses, auteur d'actes de torture pendant la guerre de libération nationale, a été désigné à la tête de l'information du groupe Canal+ et donc de la chaîne L'1-Télé, succédant à Céline Pigalle qui quitte désormais le groupe.

Zeller est présenté par plusieurs médias français comme «un proche de milieux conservateurs et un habitué des médias conservateurs à l'image de la radio de l'extrême droite, Radio Courtoisie».

Le site Street Press le présente comme «le chouchou des milieux traditionnels et catholiques» Intervenant dans plusieurs médias français notamment ceux acquis aux thèses de l'extrême droite, Zeller (précédemment rédacteur en chef de DirectMatin.fr), a consacré, en 2013, sur le site Boulevard Voltaire de Robert Menard (fondateur de l'association RSF), un billet dans lequel, il faisait l'éloge du tortionnaire Paul Aussaresses, notoirement connu pour ses actes de tortures et d'exécutions exercées

contre des Algériens durant la guerre de libération nationale.

Dans son billet, le journaliste avait écrit que «le général Aussaresses aurait pu être un héros national». Il voulait justifier les exactions du général qui a reconnu, lui-même, les actes de torture et les exécutions sous son commandement pendant la révolution de l'Algérie.

Zeller s'est attaqué aussi à la date du 19 mars 1962, date marquant la cessez-le-feu de la guerre de libération nationale, en qualifiant cette date de «l'imposture du 19 mars».



CRISE DES MIGRANTS

Le chancelier autrichien appelle à la tenue d'un Sommet européen d'urgence

Le chancelier autrichien Werner Faymann a appelé à la tenue d'un sommet européen d'urgence sur les migrants, soulignant que la bonne volonté de son pays dans ce dossier ne pouvait être que temporaire et qu'une politique commune devait être adoptée sans tarder.

L'Autriche a accepté dans la nuit de vendredi à samedi de faciliter l'accueil et le transit de milliers de migrants désirant se rendre en Allemagne depuis la Hongrie, affrétant dans trains spéciaux à cette fin.

«Une mesure de ce type ne peut pas être une solution», a toutefois prévenu M.

Faymann dans des propos relayés dimanche par l'agence APA, soulignant qu'il s'agissait d'une simple mesure «temporaire», destinée à manifester la «bonne volonté» de Vienne face à une situation d'urgence.

Le dirigeant social-démocrate a appelé à la tenue d'un sommet européen exceptionnel «immédiatement après» la réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE prévue le 14 septembre à ce sujet.

«Il n'y a pas d'alternative à une solution européenne commune», a souligné M. Faymann.

Vienne plaide pour la création de «hotspots» (centres d'accueil et de tri) aux frontières de l'UE, une solution préconisée par certains autres pays, comme la France, mais à laquelle la Commission européenne ne se montre pas favorable.

Des centaines de réfugiés ont repris dimanche matin leur transit en train à travers l'Autriche depuis la frontière hongroise pour rejoindre l'Allemagne, pays qui a assoupli ses règles d'accueil pour les ressortissants syriens.

MALAISIE

Le bilan du naufrage d'une embarcation de migrants passe à 50 morts

Les secours malaisiens ont retrouvé les corps de 35 migrants indonésiens morts lors du naufrage de leur bateau surchargé sur la côte ouest de la Malaisie, ce qui porte le bilan du désastre à 50, ont annoncé dimanche les autorités locales dans un nouveau bilan.

Un précédent bilan a fait état de 13 morts.

Un survivant a également été retrouvé vendredi après séjourné plus d'une journée dans l'eau.

Il était en bonne santé, selon la même source. «Trente-cinq corps supplémentaires ont été récupérés depuis vendredi», a déclaré un porte-parole de l'Agence maritime de Malaisie.

«Nous nous attendons à en trouver d'autres dans les prochains jours», a-t-il dit.

Le bateau a coulé jeudi par gros temps dans le détroit de Malacca, près de la ville de Sabak Bernam, dans l'Etat de Selangor.

Les autorités estiment, d'après les témoignages d'une vingtaine de survivants, que l'embarcation transportait jusqu'à 80 personnes.

La Malaisie, troisième économie d'Asie du Sud-Est relativement prospère, attire des travailleurs immigrés de pays voisins plus pauvres, tels l'Indonésie, le Bangladesh et la Birmanie.

Au moins deux millions d'immigrés clandestins, en grande majorité d'Indonésie, travaillent en Malaisie, selon certaines estimations.

Les accidents de ce type sont fréquents.

Des milliers de migrants tentent de gagner ce pays à bord d'embarcations fragiles dans l'espoir de trouver un travail dans le bâtiment, à l'usine ou dans des plantations, secteurs souvent évités par les Malaisiens.

Les Indonésiens prennent souvent un risque supplémentaire en traversant le détroit de Malacca la nuit pour éviter de se faire remarquer.

La Grande-Bretagne prête à accueillir 15 000 réfugiés syriens

Le gouvernement britannique est prêt à accueillir 15 000 réfugiés syriens et espère obtenir l'autorisation des parlementaires pour mener des frappes aériennes contre le groupe de l'organisation autoproclamée «Etat islamique» (Daech/EI).



Le Premier ministre britannique David Cameron a subi des pressions, dans le pays et à l'étranger, pour qu'il s'occupe de la crise des réfugiés.

Jeudi, il s'était dit «profondément ému» par les images montrant le corps d'un petit Syrien de trois ans, Aylan Kurdi, retrouvé noyé sur une plage en Turquie.

Il prévoit désormais d'étendre le programme britannique de relogement des personnes vulnérables, d'accepter environ 15.000 réfugiés et de lancer des opérations militaires contre les passeurs, affirme le Sun-

day Times. Le Premier ministre espère également parvenir à convaincre les députés du Parti travailliste (opposition) de soutenir des bombardements aériens en Syrie lors d'un vote au début du mois prochain, ajoute le journal. L'hebdomadaire avait écrit récemment que l'option d'accepter directement des réfugiés se trouvant dans des camps de la frontière syrienne était également envisagée. La Grande-Bretagne a accepté sur son sol 216 réfugiés syriens depuis un an, et quelque 5.000 Syriens y ont obtenu le droit d'asile de-

puis le début en 2011 de la guerre civile qui dévaste leur pays à nettement moins que dans des pays comme l'Allemagne, la Suède ou la France.

La Grande-Bretagne a choisi de ne pas participer à un système de quotas pour prendre en charge les demandeurs d'asile à travers l'Union européenne, malgré les demandes pressantes de cette dernière pour une répartition plus équitable.

Plus de quatre millions de Syriens ont fui leur pays depuis le début du carnage, et un quart de million ont été tués.

100 syriens secourus au large de Chypre...

Plus de 100 Syriens fuyant la guerre dans leur pays ont été secourus au large de l'île méditerranéenne de Chypre dans la nuit après l'avarie de leur bateau, ont indiqué dimanche les autorités locales.

Le petit bateau de pêcheur sur lequel étaient entassés 114 Syriens, parmi lesquels 54 femmes et enfants, a connu une avarie à quelque 40 miles du port chypriote de Larnaca, a précisé une source au sein du Centre de coordination des opérations de sauvetage.

Aucun passager n'a été blessé, selon cette source, qui ne pouvait donner plus de détails.

Chypre se trouve à peine à une centaine de kilomètres des côtes syriennes mais elle n'a pas connu de flux massifs en provenance de ce pays en conflit depuis 2011.

En septembre 2014, quelque 340 réfugiés, essentiellement Syriens, avaient été secourus par un bateau de croisière au large de Chypre.

Ces réfugiés, qui avaient dans un premier temps refusé de descendre du bateau, avaient été installés pendant plusieurs mois dans un camp de tentes près de la capitale Nicosie. En novembre, ce sont 220 personnes qui avaient été secourues au large de la partie nord, occupée par la Turquie, de l'île. Plus de 300.000 migrants ont traversé la Méditerranée depuis janvier, bien plus que pour l'ensemble de l'année dernière, et plus de 2.500 personnes sont mortes en mer après avoir tenté de rallier l'Europe, a annoncé fin août le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

... Et 329 migrants au large des côtes libyennes

Un navire militaire irlandais a secouru samedi 329 personnes à bord de trois embarcations au large des côtes libyennes, a déclaré dimanche l'armée irlandaise.

Le «L.E. Niamh» avait été chargé samedi par le Centre italien de coordination de sauvetage maritime d'aller enquêter sur la présence de trois

bateaux de migrants aperçus à environ 58 km au nord de la capitale libyenne Tripoli.

Le navire a déployé des bateaux à moteur (RHIB) pour transférer les migrants à bord. D'autres embarcations ont été découvertes peu de temps après, et le navire militaire irlandais a secouru tout le monde, les

accueillant à son bord. Les 329 personnes secourues comprenaient 317 hommes, 11 femmes et un enfant, et ont tous reçu de l'eau, de la nourriture et une assistance médicale.

Ce navire irlandais a secouru 3.343 migrants depuis le début de ses opérations en Méditerranée en juillet.

TURQUIE

Les leaders du G20 traiteront de la crise des migrants

La présidence turque du G20 a annoncé samedi son intention d'inscrire la crise des migrants qui frappe l'Europe au menu de son sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en novembre car «l'humanité toute entière doit contribuer» à sa résolution.

«La question des réfugiés relève surtout des risques géopolitiques (...) sans aucun doute elle sera politiquement traitée par les leaders», a déclaré le vice-Premier ministre chargé de l'Economie, Cevdet Yilmaz, en clôture du sommet des argentiers des pays les plus riches de la planète à Ankara. Les dirigeants des pays du G20 doivent se retrouver à la mi-novembre à Antalya (sud de la Turquie) pour leur sommet annuel. «Nous attendons du monde qu'il montre plus d'intérêt à cette situation humanitaire (...) toute l'humanité doit contribuer à la résoudre», a-t-il ajouté.

Selon les statistiques de l'Organisation internationale des migrations (OIM) publiées mardi, plus de 350.000 migrants ont traversé dans des conditions périlleuses la Méditerranée à destination de l'Europe depuis le début de l'année. Au moins 2.600 d'entre eux y ont perdu la vie, a pré-

cisé l'OIM. Plus de 230.000 de ces migrants sont arrivés en Grèce, pour plupart des réfugiés syriens qui fuient, via la Turquie, la guerre civile qui ensanglante leur pays depuis plus de quatre ans. La Turquie accueille à elle seule près de 2 millions de Syriens. Les photos du corps sans vie d'Aylan Kurdi, un enfant syrien de 3 ans noyé mercredi au large des côtes turques alors qu'il tentait de rallier la Grèce avec sa famille, ont suscité l'émotion dans le monde entier et mis sous pression les dirigeants européens, divisés sur leurs politiques d'immigration.

«Nous devrions tous considérer que la Turquie ne doit pas être tenue pour seule responsable des souffrances injustes endurées ici», a insisté le vice-Premier ministre turc.

«Je pense que (la question des migrants) relève de la responsabilité de tous», a renchéri à Ankara la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde, qui participait au G20.

«Le drame qui se déroule sur ces côtes est clairement dans mon esprit à cette heure», a-t-elle ajouté.

ARTHROSE : LA POSE D'UNE PROTHÈSE AUGMENTE LE RISQUE CARDIAQUE APRÈS L'OPÉRATION

Les personnes qui subissent une arthroplastie du genou ou de la hanche deviennent plus à risque de crise cardiaque dans le mois qui suit l'opération chirurgicale.

Selon une étude publiée dans la revue médicale *Arthritis and Rheumatology*, les patients qui souffrent d'arthrose et qui subissent une arthroplastie (une intervention chirurgicale destinée à retrouver la mobilité de l'articulation) du genou ou de la hanche ont un risque de crise cardiaque beaucoup plus élevé au cours du mois qui suit l'opération.

Pour cette étude, le Pr Yuqing Zhang, professeur de médecine et d'épidémiologie à l'Ecole de médecine de Boston, a analysé les dossiers médicaux de près de 19 000 patients âgés de plus de 50 ans et ayant subi une chirurgie totale de remplacement du genou ainsi qu'un groupe de plus de 6000 personnes souffrant d'arthrose de la hanche et ayant subi une opération chirurgicale de remplacement.

Pendant la période de suivi (4 ans en moyenne), 306 patients atteints d'arthrose du genou ayant une arthroplastie ont eu une crise cardiaque, comparativement à 286 patients n'ayant pas subi d'intervention chirurgicale. Les chercheurs ont également noté que c'est dans le mois qui suit l'intervention que les patients étaient le plus à risque.

Dans le groupe ayant subi une opération de la hanche, 128 ont eu une



crise cardiaque contre 138 dans le groupe témoin. Mais pour la hanche, c'est au cours des 6 mois suivant l'opération que le risque semble le plus important. Les chercheurs ont également constaté que les patients ayant subi une

arthroplastie de la hanche ou du genou étaient plus à risque de thrombose veineuse profonde ou d'embolie pulmonaire après la procédure, par rapport aux patients témoins. Bien que les mécanismes exacts derrière un risque

accru de crise cardiaque après une chirurgie commune pour l'arthrose ne sont pas claires, l'équipe constate que certains pilotes biologiques pourraient être en jeu, tels que les effets de l'anesthésie sur le système cardiovasculaire.

MÉDICAMENTS : On les prend à jeun ou au cours d'un repas ?



Avant, pendant ou après un repas : le moment de la prise du médicament peut modifier son action dans l'organisme. Il est donc important de suivre les indications de la notice.

L'heure de prise dépend du médicament et de son mécanisme d'action. Certains doivent être pris à jeun (1 h 30 à 2 heures avant toute prise alimentaire) car leur passage dans le sang peut être ralenti, voire diminué par la présence d'aliments. D'autres au contraire doivent être pris au cours du repas afin de passer en plus grande quantité dans le sang lors de la digestion. Pour être sûr, on pose la question à son pharmacien ou, à défaut, on lit la notice.

Les règles à savoir sur le moment de prise d'un médicament

- Les anti-inflammatoires non stéroïdiens ou AINS se prennent pendant le repas afin de diminuer les irritations et les lésions de l'estomac.

- Les médicaments anti-nausées sont à prendre avant les repas.

- Le paracétamol a l'avantage de pouvoir être pris à distance ou au cours des repas.

- Les pansements digestifs (en cas de brûlures et aigreurs d'estomac) se prennent toujours après les repas.

- On fait également attention par rapport aux autres médicaments. Les pansements digestifs par exemple peuvent gêner l'absorption d'autres médicaments, car ils placent la parole de l'estomac pour le protéger des acides. On veillera donc à les prendre à distance (2 heures minimum) de ses autres traitements.

Prendre les médicaments avec de l'eau

Un médicament ne s'avale pas « à sec », mais toujours avec du liquide afin d'éviter qu'il ne colle à l'œsophage. Idéalement, on le prend avec de l'eau, car les autres boissons peuvent modifier l'action et la tolérance des médicaments.

CANCER DE L'OVAIRE : LA STIGMATISATION DES TROUBLES GYNÉCOLOGIQUES EMPÊCHE LES FEMMES D'EN PARLER À LEUR MÉDECIN

Les femmes hésitent à aller chez le médecin pour les troubles gynécologiques parce qu'elles ont peur d'être jugées sur leur vie sexuelle, suggère un nouveau sondage

Une femme sur trois âgée de 44 à 55 ans interrogée pour l'étude a dit être trop gênée de parler des cancers gynécologiques à leur médecin de peur d'être stigmatisées. L'organisation caritative britannique The Eve Appeal, qui a mené le sondage, met en garde contre les dangers de ne pas voir son médecin à cause des idées fausses qui circulent sur les causes des cancers.

Les chercheurs pensent que la réticence des femmes à aller chez le médecin pour les raisons gynécologiques est due aux idées reçues concernant ces cancers. Une femme sur cinq sondée a dit qu'elle croyait que les cancers gynécologiques étaient liés à des relations sexuelles avec plusieurs partenaires.

Les relations sexuelles avec différents partenaires ont déjà été associées au cancer du col de l'utérus qui pourrait être provoqué par la maladie sexuellement transmissible, le papillomavirus humain (HPV). Mais l'organisation The Eve Appeal a constaté que l'HPV est courant et peut aussi bien être contracté même par les femmes qui n'ont qu'un partenaire sexuel.

Encore plus inquiétant, le sondage a montré que les femmes ne prennent souvent pas au sérieux les symptômes potentiels d'un cancer gynécologique tels que les ballonnements, les douleurs pelviennes, et les changements des règles. De nombreuses participantes ont dit qu'elles attribuent ces symptômes à des changements normaux pour leur âge.



« Il est étonnant qu'autant de femmes évitent une consultation gynécologique parce qu'elles ont peur d'être jugées sur leur comportement sexuel », commente la Dr Adeola Olaitan, gynécologue au University College London Hospitals NHS Foundation Trust. « Il a été prouvé que les

diagnostics précoces des cancers féminins pourraient sauver des vies, donc il est important que l'on commence à avoir des conversations honnêtes sur les signes et les symptômes de ces maladies afin de lutter contre les tabous sociaux et l'embarras qui existent actuellement. »

SIDA : UNE CLINIQUE BRITANNIQUE DÉVOILE PAR ERREUR L'IDENTITÉ DE 780 PATIENTS

A Londres, un centre spécialisé dans le traitement du sida et des infections sexuellement transmissibles a révélé par inadvertance le nom de 780 patients atteints du VIH.

Une grave erreur lourde de conséquences. Une clinique londonienne a enfreint par inadvertance la règle de confidentialité des patients en révélant dans une newsletter les adresses mail et les noms de 780 patients séropositifs. La newsletter renseignait également sur le traitement dispensé à ces personnes atteintes de VIH.

L'auteur de cette bêtise, qui aurait oublié d'effacer les informations privées avant d'envoyer la newsletter, s'est dit bouleversé. Cette maladresse pourrait être très préjudiciable pour les



patients dont l'identité a été divulguée. Certains d'entre eux avaient en effet pris soin de cacher à leur entourage leur maladie. Cette violation du secret médical a suscité tantôt l'incompréhension

tantôt la colère : « J'ai du mal à comprendre comment cela peut arriver aujourd'hui. En le recevant, j'ai pu visualiser la liste des destinataires et reconnaître des noms de personnes dont j'ignorais

qu'elles étaient malades », a expliqué au *Guardian* l'un des patients de la clinique. « Tombée entre de mauvaises mains, cette liste c'est de la dynamite » assure un autre patient, inquiet. Une des personnes citées dans la newsletter a décidé de porter plainte contre la clinique.

« Une erreur inacceptable » La direction de l'établissement privé, situé au 56, Dean Street à Londres, a déclaré que cette « erreur humaine » était « inacceptable », avant de présenter ses excuses aux patients. Elle a demandé aux destinataires de la newsletter d'effacer le mail reçu. Reste à savoir si la consigne a été suivie à la lettre.

SUCRE RAFFINÉ ET NON RAFFINÉ : QUELLE DIFFÉRENCE ?

Il existe deux types de sucre disponibles dans le commerce : le sucre raffiné et le sucre non raffiné. Quelle est la différence entre les deux ? Lequel privilégier ? On fait le point.

On entend souvent parler de sucre raffiné, en opposition au sucre non raffiné, sans pour autant que la différence entre les deux soit évidente.

Globalement, il est bon de privilégier le sucre non raffiné, car celui-ci conserve les nutriments issus de la canne à sucre. Le sucre raffiné est uniquement calorifique (pur saccharose) et n'apporte aucun autre

élément nutritif. Mais pas de panique ! En France, on estime que plus de 90% du sucre blanc est issu de la betterave et n'est pas raffiné. Le sucre directement extrait de la betterave est déjà blanc et ne nécessite donc pas de raffinage.

En revanche, lorsque l'on achète du sucre de canne blanc (moins de 5% du sucre blanc en France), il s'agit de sucre qui a été raffiné par un procédé industriel. Or, cette étape de purification retire tous les pigments du sucre roux, ainsi que les vitamines et les minéraux. Quant à la cassonade,

c'est un sucre trompeur. Sous ses airs de sucre non transformé, la cassonade est en fait un sucre blanc raffiné issu de la canne à sucre, qui a été recoloré à l'aide d'un colorant comme le caramel.

Le sucre blond est également à éviter pour les mêmes raisons. Au niveau nutritionnel, mieux vaut donc opter pour des sucres complets si l'on veut bénéficier de leurs vertus. Ils sont généralement en vente dans les magasins bio et possèdent un fort pouvoir sucrant par rapport au sucre blanc classique.



LES 13ES RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES L'Association «Project'heurts» récidive agréablement

Arslan-B

L'événement se déroule du 5 au 11 septembre 2015 et les séances de projection sont abritées par le TRBéjaïa Malek-Bouguerrouh et la salle de répertoire (cinémathèque) de Béjaïa. Au rendez-vous de cette grande et agréable kermesse de la pellicule, 34 titres entre longs métrages, documentaires, courts métrages et longs métrages fiction.

C'est au musée Bordj Moussa (ex-Fort Barral) ou encore « R'Djel Essebaâ, Palais de l'étoile sous Les Hammadites » qu'aura eu lieu la soirée inaugurale, en plein air et à 20h.

Le public a eu à « rencontrer », en film d'ouverture, « 10.949 femmes », un doc/75' de Nassima Guessoum. « A Alger, Nassima Hablal, héroïne oubliée de la Révolution algérienne, me raconte son histoire de femme dans la guerre, sa lutte pour une Algérie indépendante... »

Ce film donne à voir cette transmission de la première à la troisième génération, mais il va au-delà... 10.949 femmes est un film à propos et entre femmes, tout en étant un récit universel qui met à l'épreuve cette question : Qu'est-ce que la liberté ? Quel est son prix ? ».

A noter que ces 13èmes rencontres cinématographiques seront agrémentées de café-ciné, tables rondes, master-class et vernissage ainsi qu'un atelier dédié à l'écriture scénaristique « côté courts » (et ce depuis 8 ans).

« Comme lors des 12èmes rencontres cinématographiques de Béjaïa (RCB), l'atelier Côté courts s'ouvre sur le Maghreb, s'adressant aux jeunes auteurs-réalisateurs algériens, marocains et tunisiens, désireux de se faire accompagner dans le développement de l'écriture d'un scénario personnel de court métrage de fiction », informe l'Association « Project'heurts », qui fait également savoir que les 7 projets retenus par le jury de sélection sont : 1/Pour combien ces bananes de Belayachi Issam (Maroc), 2/Bleu ? couleur de ciel, couleur d'argent de Saheb Marouane (Maroc), 3/Parfum de mer de Arious Lina (Maroc), 4/Eloignement de Gasmî Abir (Tunisie), 5/Lilith de Hana Mehdi (Tunisie), 6/Pour ceux qui restent de Amel Bliidi (Algérie) et 7/L'Akhstiste de Mohamed Yargui (Algérie).

Les formateurs sont Meriem Hamidat et Jean-Pierre Morillon. La nouveauté, à l'occasion de ces 13èmes RCB : La 1ère édition de « Béjaïa film laboratoire » qui se déroule du 6 au 8 septembre 2015, proposant une série d'événements tels que conférences, workshops et Master class.

Il sera notamment question de « démocratisation des processus de fabrication et d'intégration de nouveaux outils technologiques... ». Les cinéphiles s'en donnent déjà à cœur joie...

A. B.

Mihoubi appelle les hommes d'affaires à contribuer au financement des événements culturels

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a appelé samedi soir à Béjaïa les hommes d'affaires, les industriels et les mécènes à apporter leur contribution au financement des événements culturels, notamment les festivals.

« Le financement (des événements culturels) ne doit pas dépendre uniquement de l'Etat mais élargi aux hommes d'affaires », a indiqué M. Mihoubi à la presse en marge de l'ouverture des 13èmes Rencontres cinématographiques de Béjaïa et d'une visite dans plusieurs chantiers relevant du secteur de la Culture.

Soulignant que « l'Etat doit assurer la continuité du service public culturel », le ministre a tenu à préciser que les financements accordés aux festivals seront, dorénavant, octroyés en tenant compte de certains critères dont le professionnalisme et l'impact sur le public. « Il y a des festivals qui sont considérés, selon l'avis des citoyens, comme des non-événements, d'autres durent jusqu'à une dizaine de jours alors que la moitié suffit. Pareil pour le nombre des troupes engagées, parfois seule la moitié est recommandée », a indiqué M. Mihoubi. « Nous devons dépasser maintenant l'étape d'évaluation et passer à celle de la professionnalisation des festivals, a-t-il souligné, précisant qu'« aucun festival n'a été annulé jusque-là ».



Auparavant, M. Mihoubi s'est enquis de l'état d'avancement de certains chantiers relevant de son secteur dont le chantier de restauration de l'annexe de l'école des Beaux-Arts d'Azazga (Tizi-Ouzou), d'un ancien bâtiment relevant du ministère de la Justice,

dont une aile complète s'était effondrée en 2011, et celui de la Casbah de Béjaïa. Il s'est rendu également aux sites de construction d'une bibliothèque principale de la ville et du nouveau siège de la direction de la Culture.

CONSTANTINE 2015 : La coopérative théâtrale El Malka de Tindouf ressuscite l'érudit Abi Ras Ennaciri

La coopérative El Malka de Tindouf a ressuscité, samedi soir, sur les planches du Théâtre régional de Constantine (TRC), l'érudit Abi Ras Ennaciri dans une pièce retraçant les grands moments de la vie de ce grand savant originaire de la ville de Mascara.

Ecrit par Mohamed Meziane et mise en scène par Boumediene Bella, la pièce aborde la vie, l'oeuvre et le parcours de cet érudit qui fut l'un des conseillers du Bey d'Oran.

Evolution dans un décor saharien, aux rythmes des chants folkloriques de la région de Tindouf, les dix comédiens qui se sont donné la réplique sont revenus sur les plus importantes étapes

de la vie d'Abi Ras Ennaciri, depuis sa fonction de Cadi, dans la région de Ghriiss, puis d'enseignant à Mascara pendant une période de trente-six (36) ans.

La trame met en valeur, au son des karkabous, cet homme de savoir, sa participation aux combats pour la libération d'Oran, en 1795, aux côtés du Bey Mohamed Ben Athmane, et son accusation, à tort, d'avoir encouragé la rébellion des tribus des Derkaouas contre l'autorité ottomane.

Pendant plus d'une heure de temps, un goul (narrateur), campé par Boumediene Bella, appuyé par le décor et la lumière, « livre » en arabe dialectal un discours riche de sens et de repères histo-

riques du parcours d'Abi Ras Ennaciri.

De scène en scène, les comédiens, habillés de costumes traditionnels de Tindouf, après avoir évoqué les 135 ouvrages écrits par Ennaciri dans divers domaines du savoir et de la connaissance, ont retracé les voyages du Cheikh depuis Alger à la Palestine en passant par Constantine, La Mecque et la Syrie.

Après le spectacle, le metteur en scène a indiqué à l'APS que tout en présentant l'histoire de la vie de l'érudit Abi Ras Ennaciri, le souci était de « gommer » les limites géographiques et de présenter au public « une histoire intemporelle » mettant en avant des « repères histo-

riques clés » permettant de comprendre notre riche histoire.

Boumediene Bella a également soutenu que le montage d'une pièce théâtrale autour du personnage d'Abi Ras Ennaciri était dicté par le souci de mettre la lumière sur un grand savant qui reste « méconnu » par le grand public. Inscrite dans le cadre du programme du département Théâtre de la manifestation « Constantine, capitale 2015 de la culture arabe », cette pièce dont la scénographie est signée Yahia Benamar, sera présentée dans les jours qui viennent à Alger avant une tournée qui conduira la troupe dans une vingtaine de wilayas du pays.

Casting en vue du tournage du film «Lalla Z'bida» à Constantine

Un casting pour le choix des acteurs et des figurants devant interpréter les personnages du film « Lalla Z'bida » a débuté samedi après-midi au centre culturel Abdelhamid-Benbadis de Constantine, a constaté l'APS.

Confié pour la réalisation à Yahia M'zaham, ce long métrage dont le scénario est signé Hafiza Merimèche, a pour thème la vie quotidienne d'une famille constantinoise résidant dans une demeure typique datant de la présence ottomane à la basse médina de la Souika constantinoise.

Le cinéaste Massinissa Bouchenak,

chargé de superviser le casting qui durera une semaine, a précisé que le premier coup de manivelle de cette oeuvre cinématographique « de 90 à 120 minutes » est prévu en novembre prochain à Alger avant que le tournage ne se poursuive dans la ville des ponts où les principales prises de vue seront effectuées.

Selon son synopsis, ce film, produit dans le cadre de la manifestation « Constantine capitale de la culture arabe 2015 », relate le quotidien de Lalla Z'bida, une femme aisée et respectable, propriétaire d'une maison typique de

l'époque ottomane, cohabitée par plusieurs locataires qui se partagent un « Majliss » (vestibule intérieur), les sanitaires et le même robinet d'eau potable.

Lalla Z'bida mène une vie normale jusqu'au jour où elle se rend compte de l'infidélité de son mari, épris d'une jeune colocataire vivant sous son propre toit.

Ce long métrage basé sur des faits réels sera présenté en exclusivité aux Constantinois en février prochain avant d'être distribué dans les autres salles du pays, a affirmé M. Bouchenak.

APS



AUDIENCE DE L'ENCYCLOPÉDIE EN LIGNE WIKIPÉDIA

TOUJOURS EN QUÊTE DE CRÉDIBILITÉ

Lancée en 2001, l'encyclopédie collaborative Wikipédia est toujours aux aguets pour de meilleures conditions de validation de ses contenus. Elle vient de faire parler d'elle, encore une fois, en menant une véritable opération « mains propres » dans les rangs de ses éditeurs.

Par **Samy YACINE**

C'est le sujet d'actualité, ces derniers jours, cette opération de nettoyage de contenus jugés « corrompus » que la fondation Wikimedia, editrice de l'encyclopédie Wikipédia, vient de clouer au pilori.

« L'encyclopédie participative a annoncé mardi avoir bloqué 381 comptes d'éditeurs qui ont payé ou modifié des articles contre de l'argent », annonce la fondation reprise par le site lefigaro.fr, ajoutant que les contenus incriminés « sont soupçonnés d'avoir promu des intérêts sur Wikipedia sans dévoiler leur affiliation, en violation des règles d'utilisation de l'encyclopédie en ligne. »

Pour rappel, ce passage extrait sur le site de l'encyclopédie en ligne qui se présente comme « un projet d'encyclopédie universelle, multilingue (291 langues mi-2015), sous licence CC-BY-SA 3.0, créée par Jimmy Wales et Larry Sanger le 15 janvier 2001 en wiki sous le nom de domaine wikipedia.org. » Elle fonctionne grâce à des « serveurs financés par la Wikimedia Foundation, organisation à but non lucratif américaine et dépositaire de la marque Wikipédia. » Sa règle de fonctionnement à laquelle quiconque peut « accéder au site peut modifier la quasi-totalité de ses articles ». Le succès de l'initiative n'a pas cessé de se démontrer, si l'on en croit les résultats publiés par l'encyclopédie elle-même sur son site : « Wikipédia est le sixième site le plus fréquenté, et constitue le plus grand et le plus populaire des ouvrages de références générales d'Internet. En février 2014,

il y avait presque 500 millions de visiteurs chaque mois. Wikipédia dispose de 22 millions de comptes, dont plus de 73 000 sont considérés éditeurs actifs, et ce à l'échelle mondiale au mois de mai 2014. »

Des informations relayées par la presse française font état ces derniers jours d'une nette perte d'audience de l'encyclopédie qui aurait ainsi perdu un taux important de ses visiteurs. Ce n'est pourtant pas cela qui semble avoir retenu

l'attention des rédactions de presse, beaucoup plus portées sur cette opération retrait de contenus.

Le site du journal suisse www.letemps.ch, revient ainsi sur cette opération baptisée « Orange Moody », soit le nom de code de l'enquête interne menée par les responsables de la version anglophone de Wikipédia pour débusquer une vaste opération de fraude et d'extorsion de fonds. « Un total de 210 articles créés par les

comptes incriminés ont aussi été supprimés. La plupart concernaient des entreprises, des hommes d'affaires ou des artistes. Ils étaient « généralement de nature promotionnelle », avec des informations biaisées, non sourcées, voire violant les droits d'auteurs », note lefigaro.fr citant une communication officielle de la fondation Wikimedia qui affirme dans un blog que les contenus retirés comportaient des informations « suffisamment similaires » pour laisser penser qu'il s'agit bien « d'un groupe coordonné ».

Le site du quotidien français liberation.fr souligne de son côté un autre passage du texte publié par la fondation dans lequel elle explique les procédés mis en œuvre : « Le modus operandi des éditeurs fautifs était le suivant : repérer les articles refusés par la plateforme, contacter les auteurs de ces articles et proposer qu'ils soient mis en ligne, en supprimant, modifiant ou rajoutant des données, souvent « biaisées, non sourcées et violant parfois les droits d'auteurs », tout cela moyennant une somme « non connue ».

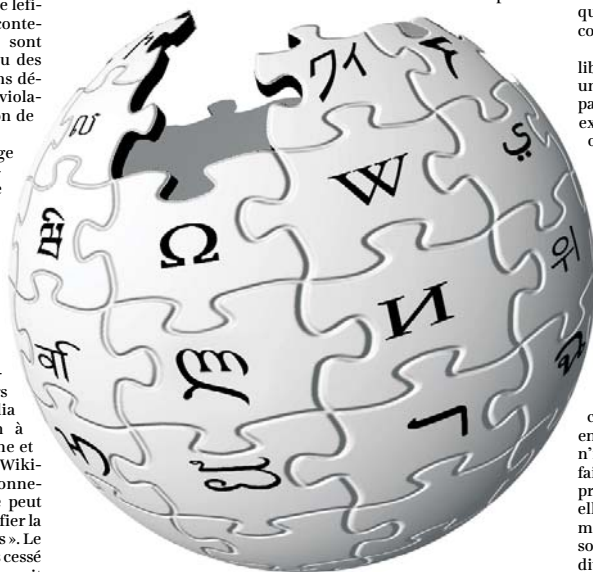
En règle générale l'encyclopédie en ligne accepte des enrichissements en contenus de n'importe qui se proposant de le faire volontairement, avec cette précaution, précise lefigaro.fr : elle « demande toutefois à ses membres de préciser leurs sources autant que possible et de divulguer leurs liens avec l'entreprise ou la personne sur laquelle ils écrivent. C'est le cas

pour les informations sur des institutions ou des expositions dans un musée qui sont rédigées par leurs salariés ».

En plus de cette mesure la fondation Wikimedia précise par ailleurs que tous les articles « font dans tous les cas l'objet d'un contrôle de la communauté Wikipédia », souligne liberation.fr, ajoutant que « cette dernière de réécrire les éléments négatifs ou manquants que le « paid-editor » pourrait avoir mis de côté volontairement », aux dires de Nathalie Martin, dirigeante de Wikimedia France.

Cette dernière profite de cette actualité pour mettre en avant l'efficacité de l'organisation collaborative de la « communauté wikipédienne » qui aurait permis, affirme-t-elle, de remonter la filière et de mettre un terme à ces pratiques.

Un avis appuyé par le sociologue des nouvelles technologies, Dominique Cardon, « chercheur au laboratoire des usages d'Orange Labs et membre du conseil scientifique de Wikipédia » qui a confié au site liberation.fr : « Cette affaire montre la grande force de la communauté ». Le sociologue explique dans le détail le mécanisme de fonctionnement de l'encyclopédie qui disposerait de nombreux verrous pour valider les contenus, et en arrive à regretter, confie-t-il à liberation.fr, que, depuis quelques années, « les règles procédurales sur les sources se renforcent encore et encore, à tel point qu'on a parfois l'impression de se retrouver face à une bureaucratie interne extrême ».



WIKIPÉDIA
L'encyclopédie libre

WIKIPÉDIA DÉFEND LA LIBERTÉ D'EXPRESSION !

L'encyclopédie a beaucoup fait parler d'elle à l'occasion de la promulgation, en 2014 par la Cour de justice européenne de la décision imposant le fameux droit à l'oubli. D'après elle, « le droit à l'oubli décidé par la justice européenne créait des « trous de mémoire » sur internet et qu'il s'agissait donc d'une forme de censure », note le site du journal suisse tdg.ch qui ajoute que Wikipédia se plaint également du

fait que « des résultats de recherche valides disparaissent en Europe sans explication publique et sans contrôle judiciaire ».

La fondation qui gère le site d'informations Wikipedia affirme que la décision de la justice européenne relative au « droit à l'oubli » sur internet crée des « trous de mémoire » sur la toile et constitue une censure. La décision de la justice européenne « empêche le monde d'avoir accès

librement à des informations fiables à propos de certaines personnes ou événements », dénonçait alors Lila Tretikov, directrice exécutive de la Fondation Wikimedia, selon tdg.fr. La patronne de la fondation a par ailleurs fait savoir que « Wikipédia allait poster des avertissements » pour chaque contenu retiré de son site en raison de la décision de justice », rapportait le site helvétique.

WIKIPEDIA CÈDE À LA GÉOLOCALISATION

D'après un article du site du journal suisse tdg.fr, mis en ligne en 2013, l'encyclopédie aurait cédé comme la plupart des opérateurs du monde numérique, à la tentation de pister ses utilisateurs pour leur proposer des contenus adaptés. « L'encyclopédie libre peut suivre à la trace ses utilisateurs pour leur proposer des articles en relation avec leur emplacement géographique », lit-on sur ce papier qui tente de mettre en évidence le fait que l'encyclopédie en ligne mobilise une technologie fort décriée « au service du sa-

voir ». Le journaliste explique ainsi qu'à partir de « la page 'Wikipedia Nearby' ou depuis le site mobile, l'utilisateur qui le souhaite peut désormais autoriser l'encyclopédie à exploiter sa localisation géographique. » En échange de cette donnée fournie, l'utilisateur « voit apparaître tous les articles présentant une proximité géographique avec son emplacement », note tdg.fr qui précise néanmoins que « pour l'instant, le choix se limite aux monuments, localités, et institutions. »

Appel à un soutien «actif» et «multiforme» dans la lutte contre Boko Haram

L'Algérie, le Niger et le Tchad ont exprimé, dimanche à Alger, leur «solidarité» aux Etats qui luttent contre le groupe terroriste Boko Haram, appelant la communauté internationale à leur fournir un soutien «actif» et «multiforme» dans cette lutte. Tout en exprimant leur «pleine solidarité» avec les Etats concernés, l'Algérie, le Niger et le Tchad ont «plaidé pour le renforcement de l'action que mène la Force Multinationale Mixte (FMM) pour anéantir cette organisation criminelle» qu'est Boko Haram, souligne le communiqué conjoint ayant sanctionné la rencontre tripartite consacrée à la situation dans la sous-région, notamment en Libye. A cet égard, les trois pays ont «lancé un appel à la communauté internationale pour fournir un soutien actif et multiforme aux pays qui mènent cette lutte».

Lors de cette réunion, ils ont «examiné la menace que représente la secte Boko Haram pour les Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et plus particulièrement ceux du Bassin du Lac Tchad et condamné vigoureusement cette organisation terroriste qui est à l'origine d'une situation sécuritaire et humanitaire alarmante». La rencontre a réuni le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, la ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'Extérieur de la République du Niger, Mme Kane Aichatou Boulama, et le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine de la République du Tchad, Moussa Faki Mahamat.

Appel à veiller à la mise en œuvre «fidèle» et «intégrale» de l'accord de paix au Mali

L'Algérie, le Niger et le Tchad ont appelé, dimanche à Alger, à veiller à la mise en œuvre «fidèle» et «intégrale» de l'accord de paix au Mali, invitant la communauté internationale à accompagner ce pays dans la reconstruction et le développement. L'Algérie, le Niger et le Tchad «ont appelé toutes les parties à veiller à la mise en œuvre fidèle et intégrale des dispositions de cet accord dans le cadre du comité de suivi en vue de consolider la paix», précise le communiqué conjoint ayant sanctionné la rencontre tripartite consacrée à la situation dans la sous-région, notamment en Libye.

Les trois pays, qui ont «relevé avec satisfaction l'évolution positive de la situation au Mali au lendemain de la signature de l'Accord de paix et de réconciliation nationale sous la médiation internationale conduite par l'Algérie», ont «lancé un appel à la communauté internationale pour accompagner le Mali dans la reconstruction et le développement notamment de ses régions Nord». Ils ont, en outre, «souligné la nécessité d'une plus grande concertation entre les trois pays afin de faire face aux nombreux défis qu'ils affrontent et mener avec efficacité la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière organisée qui s'alimentent du narcotrafic et de la prolifération des armes».

Ils ont réitéré leur détermination à «coordonner leurs efforts et à densifier la concertation à tous les niveaux». La rencontre a réuni le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, la ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'Extérieur de la République du Niger, Mme Kane Aichatou Boulama, et le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine de la République du Tchad, Moussa Faki Mahamat.

SAHEL

Messahel plaide pour le renforcement de la concertation et la coordination des positions face aux différents défis

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, a insisté dimanche à Alger sur la nécessité de renforcer la concertation et de coordonner les positions des pays de la région du Sahel afin de faire face aux différents défis, notamment sécuritaire.



«Face aux défis et menaces sécuritaires auxquels nos pays font face, il nous appartient de renforcer notre concertation et de coordonner nos positions», a souligné M. Messahel lors d'une rencontre tripartite consacrée à la situation dans la sous-région, notamment en Libye, ayant réuni l'Algérie, le Niger et le Tchad.

Le ministre a relevé que cette rencontre a été «assurément l'opportunité de passer en revue les menaces auxquelles est confrontée notre sous-région et de nous concerter régulièrement sur les actions à entreprendre ensemble».

Cette rencontre «témoigne également de la qualité des relations qui lient nos trois pays et de notre volonté de les renforcer davantage dans tous les domaines, notamment sur les questions de paix et de sécurité qui nous interpellent dans notre sous-région», a noté M. Messahel.

Il a rappelé, à cet effet, que la sous-région était confrontée à «de graves menaces» liées à l'expansion du terrorisme et à la prolifération des réseaux de criminalité transnationale et aux conséquences dans notre sous-région.

«La situation qui prévaut en Libye particulièrement aux frontières de nos pays respectifs suscite notre préoccupation car la violence ne cesse de s'amplifier, les activités illicites se multiplient et l'insécurité d'augmenter», a-t-il fait observer, ajoutant que «cette situation est exacerbée encore davantage par des affrontements communautaires et leurs conséquences sur la sécurité dans nos pays». «C'est le lieu ici, a-t-il dit, de lancer un appel pour la cessation de

ces hostilités afin de favoriser l'avènement de paix et la réunion des conditions nécessaires à l'unité du peuple libyen frère».

M. Messahel a réaffirmé l'urgence d'une solution politique en Libye «pour préserver l'unité, l'intégrité territoriale, la souveraineté de ce pays frère et la cohésion de son peuple».

Il s'agit, également, de l'importance «de parvenir très rapidement à un accord entre tous les frères libyens, pour la constitution d'un gouvernement d'union nationale capable de gérer la transition et de faire face aux différents défis politiques, économiques, sociaux et surtout sécuritaires auxquels ce pays frère est aujourd'hui confronté», a-t-il soutenu, saluant à cette occasion, les efforts du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon.

Le ministre a fait remarquer que la région «demeure, il faut le reconnaître, toujours confrontée à une recrudescence et à une jonction sans précédent de groupes terroristes liés à la criminalité transfrontalière, au trafic des armes, de la drogue et à la traite des êtres humains».

Il a affirmé à ce propos, que «les graves exactions, que nous reprouvons et condamnons avec force, commises par l'organisation terroriste Boko Haram à l'endroit de populations civiles innocentes dans plusieurs pays de la sous-région au Niger, au Tchad, au Nigeria et au Cameroun doivent amener tous les Etats de la sous-région à joindre leurs efforts afin de mettre un terme à la politique de la terre brûlée pratiquée par cette organisation criminelle». «Je

voudrais, au nom de mon pays, saluer les actions par vos deux pays, le Niger et le Tchad dans leur lutte contre Boko Haram et vous assurer de notre plein appui dans ce cadre», a affirmé M. Messahel.

Il a fait valoir que «la communauté internationale est, pour sa part, appelée à se joindre à cet effort pour que notre sous-région recouvre la paix et la stabilité et puisse se consacrer au développement économique, seul garant de la stabilité et du bien-être des populations». Evoquant le phénomène de la migration, le ministre a fait remarquer qu'il avait pris des proportions «alarmantes» du fait des conflits et crises et du sous-développement «qui ont généré instabilité et insécurité à travers le continent africain». «De notre point de vue, la communauté internationale se doit de prendre en charge les causes profondes de ce phénomène, et il nous revient, en ce qui nous concerne, d'adopter une position commune en prévision des prochaines échéances internationales sur cette question notamment le Sommet de La Valette (Malte) prévu les 11 et 12 novembre 2015», a martelé M. Messahel.

Par ailleurs, M. Messahel a salué le développement «positif» qu'a connu la région sahélo-saharienne avec la signature récente de l'Accord d'Alger sur la paix et la réconciliation nationale au Mali, «ouvrant des perspectives prometteuses pour l'avenir de ce pays».

Il a, toutefois, indiqué que la mise en œuvre et la réussite de cet accord «restent tributaires d'un engagement fort de toutes les parties maliennes et de la communauté internationale».

La lutte contre la migration passe par la «règlement des conflits et le soutien au développement»

L'Algérie, le Niger et le Tchad ont appelé, dimanche à Alger, la communauté internationale à la prise en charge du phénomène global de la migration, en remédiant à ses «causes profondes par le règlement des conflits et le soutien aux programmes de développement».

L'Algérie, le Niger et le Tchad ont «relevé les proportions inquiétantes prises par le phénomène global de la migration et ont appelé à sa prise en charge en remédiant à ses causes profondes par le règlement des conflits et le soutien aux programmes de développement», indique le communiqué conjoint ayant sanctionné la rencontre tripartite consacrée à la situation dans la sous-région, notamment en Libye. A ce

propos, les trois pays ont souligné la nécessité d'une position commune des Etats de la région sur la thématique de la Migration notamment en prévision du Sommet de La Valette des 11 et 12 novembre 2015». La rencontre a réuni le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, la ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'Extérieur de la République du Niger, Mme Kane Aichatou Boulama, et le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine de la République du Tchad, Moussa Faki Mahamat.

CRISE LIBYENNE

L'Algérie, le Niger et le Tchad rappellent l'«urgence» d'une solution politique

L'Algérie, le Niger et le Tchad ont rappelé, dimanche à Alger, l'«urgence» d'apporter une solution politique à la crise libyenne notamment à travers la mise en place d'un gouvernement d'Union nationale.



L'appel a été lancé à l'issue d'une rencontre tripartite, ayant réuni le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, la ministre nigérienne des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'Extérieur, Mme Kane Aichatou Boulama, et le ministre tchadien des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine, Moussa Faki Mahamat.

Dans un communiqué conjoint ayant sanctionné les travaux de cette rencontre, les trois ministres «ont réitéré l'urgence d'une solution politique de nature à préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye et la cohésion de son peuple à travers la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, en mesure de relever, avec l'aide de la communauté internationale, les nombreux défis auxquels fait face ce pays».

Lors de cette rencontre, ils ont ainsi «examiné les derniers développements dans cette région, notamment les affrontements violents qui opposent différentes communautés libyennes ainsi que la menace que constitue l'expansion du terrorisme et de ses connexions dans cette sous-région».

«Cette fragilisation de ce pays frère et voisin favorise l'implantation durable dans la région de terroristes affiliés à différentes organisations criminelles», ont relevé les trois ministres, «considérant que cette situation constitue une grave menace pour la Libye et pour la stabilité et la sécurité des pays voisins ainsi que celles de toute la région sahélo-saharienne et contrarie les efforts de développement de leurs pays respectifs».

A cet égard, «ils ont mis l'accent sur la pertinence des mécanismes mis en place par les pays voisins et appelé à approfondir la dynamique née de ce processus», souligne le communiqué.

L'Algérie, le Niger et le Tchad ont,

dans le même cadre, «réaffirmé leur soutien aux efforts du Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Bernardino León, visant à résoudre durablement cette crise et réitéré leur disponibilité à accompagner le processus de paix».

Ils ont, par la même occasion, «passé en revue l'évolution des crises et des conflits dans la région sahélo-saharienne», ajoute le document.

«Tout en notant avec satisfaction les efforts déployés par l'Union Africaine et l'Organisation des Nations Unies, les trois ministres ont fait part de leur préoccupation face aux menaces nombreuses et complexes qui pèsent sur la région», est-il souligné. Lors de cette réunion, ils ont, également, «examiné la menace que représente la secte Boko Haram pour les Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et plus particulièrement ceux du Bassin du Lac Tchad et condamné vigoureusement cette organisation terroriste qui est à l'origine d'une situation sécuritaire et humanitaire alarmante».

Tout en exprimant leur «pleine solidarité» avec les Etats concernés, les ministres ont «plaidé pour le renforcement de l'action que mène la Force Multinationale Mixte (FMM) pour anéantir cette organisation criminelle». Ils ont, par ailleurs, «lancé un appel à la communauté internationale pour fournir un soutien actif et multiforme aux pays qui mènent cette lutte».

«Relevant avec satisfaction l'évolution positive de la situation au Mali au lendemain de la signature de l'Accord de paix et de réconciliation nationale sous la médiation internationale conduite par l'Algérie, les ministres ont appelé toutes les parties à veiller à la mise en œuvre fidèle et intégrale des dispositions de cet accord dans le cadre du comité de suivi en vue de consolider la paix».

Ils ont, en outre, «lancé un appel à la communauté internationale pour accompagner le Mali dans la recons-

truction et le développement notamment de ses régions Nord».

A cet égard, ils ont «souligné la nécessité d'une plus grande concertation entre les trois pays afin de faire face aux nombreux défis qu'ils affrontent et mener avec efficacité la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière organisée qui s'alimentent du narcotrafic et de la prolifération des armes».

Dans ce cadre, «ils ont réitéré la détermination des autorités des trois pays à coordonner leurs efforts et à densifier la concertation à tous les niveaux».

Dans leur communiqué conjoint, les ministres ont, par ailleurs, «relevé les proportions inquiétantes prises par le phénomène global de la migration et ont appelé à sa prise en charge en remédiant à ses causes profondes par le règlement des conflits et le soutien aux programmes de développement».

A ce propos, ils ont souligné la nécessité d'une position commune des Etats de la région sur la thématique de la Migration notamment en prévision du Sommet de la Valette des 11 et 12 novembre 2015».

Dans leur communiqué, les ministres «se sont félicités de l'opportunité de cette réunion qui reflète la qualité des relations qui unit les trois pays et sont convenus de poursuivre cette tradition de concertation politique».

Ces discussions qui s'inscrivent dans le prolongement des visites d'Etat en Algérie effectuées par les présidents tchadien, Idriss Déby Itno, et nigérien, Mahamadou Issoufou, à l'invitation du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ont «permis de passer en revue la situation sécuritaire qui prévaut dans la région du Sahel et plus particulièrement aux frontières de leurs pays respectifs, où le terrorisme sévit, la violence s'amplifie, les activités illicites se multiplient et l'insécurité ne cesse d'augmenter», souligne le communiqué.

M. Messahel s'entretient avec ses homologues nigérien et tchadien

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, s'est entretenu dimanche à Alger avec la ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'Extérieur de la République du Niger, Kane Aichatou Boulama, et le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine de la République du Tchad, Moussa Faki Mahamat.

L'entretien s'est déroulé avant les travaux de la rencontre tripartite regroupant l'Algérie, le Niger et le Tchad, qui sera consacrée à la situation dans la sous-région, notamment en Libye.

La rencontre «qui s'inscrit dans la tradition de concertation entre ces pays sur les questions intéressant la coopération et la sécurité dans la sous-région, sera l'occasion pour les trois ministres de procéder à un échange de vues et d'analyses sur la situation préoccupante prévalant dans leur voisinage immédiat», avait indiqué le ministère des Affaires étrangères. La réunion «permettra aussi de renouveler l'engagement des trois pays d'accompagner les frères libyens dans la recherche d'une solution politique sous l'égide des Nations Unies, devant mener à la formation d'un gouvernement d'union nationale capable de relever les multiples défis auxquels est confrontée la Libye et de préserver l'unité, l'intégrité territoriale ainsi que la cohésion du peuple libyen frère», a-t-on ajouté.

ALGÉRIE - AFRIQUE

L'APN prend part à Khartoum à une réunion d'une commission spéciale du Parlement panafricain

L'Assemblée populaire nationale (APN) prend part à une réunion de la Commission de la coopération, des relations internationales et du règlement des conflits relevant du Parlement panafricain prévue du 7 au 9 septembre à Khartoum (Soudan), a indiqué dimanche un communiqué de l'APN.

L'APN sera représentée par la députée Habiba Behloul en sa qualité de membre de cette commission, précise la même source selon laquelle cette réunion a pour objectif de passer en revue les points de vue sur le rôle important que le Parlement panafricain peut jouer en matière de renforcement de la paix et la stabilité sur le continent.

BÉNIN - BURKINA FASO
Le président béninois nommé par la Cédéao médiateur des élections au Burkina Faso

Le président béninois Thomas Boni Yayi a été désigné par la Cédéao médiateur des élections présidentielles et législatives du 11 octobre au Burkina Faso, a indiqué dimanche le ministre béninois des affaires étrangères, Saliou Akadiri.

«Le président Macky Sall, en sa qualité de président en exercice de la Cédéao, a désigné Yayi Boni pour une mission de facilitation. Les élections du 11 octobre vont se dérouler dans un contexte difficile. Car, toutes les forces ne se sont pas mises d'accord sur le code électoral», a affirmé M. Akadiri.

«Cette mission de facilitation consistera à faire en sorte que toutes les parties impliquées dans le processus électoral puissent se mettre d'accord pour que ces élections

soient libres, transparentes et démocratiques et que les résultats qui en sortiront ne souffrent d'aucune contestation», a-t-il ajouté.

Des élections présidentielle et législatives se tiendront le 11 octobre au Burkina, après une «transition démocratique» d'un an, mise en place à la suite de la chute de Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans de pouvoir.

Seize candidats - sur 22 enregistrés - ont été retenus pour la présidentielle par le Conseil constitutionnel sur une liste provisoire pouvant être contestée uniquement par ces mêmes candidats préalablement retenus.

La liste définitive des candidats à la présidentielle sera publiée à l'issue des recours, possibles jusqu'à dimanche.

APS

LIBAN:

Les appels à manifester dans plusieurs régions peu suivis

Seuls quelques centaines de Libanais ont répondu samedi à l'appel du principal collectif citoyen à manifester dans plusieurs régions du pays contre la corruption de la classe politique et pour une solution à la crise des ordures, rapportent des médias. Les manifestations, déclenchées par la crise des ordures qui dure depuis un mois et demi, se sont concentrées dans la capitale, rassemblant le 29 août des dizaines de milliers de protestataires. A Tyr, dans le sud du pays, seules quelque 300 personnes se sont rassemblées avec des pancartes demandant une solution à la crise des ordures mais aussi la fin de la corruption. Le collectif citoyen «Vous pouvez!» avait appelé à des rassemblements vendredi et samedi hors de Beyrouth dans le sillage des nombreuses manifestations organisées dans la capitale libanaise pour dénoncer l'incurie de la classe politique. Le mouvement a débuté mi-juillet après que les déchets se sont accumulés dans les rues depuis la fermeture de la principale décharge du pays le 17 juillet.

2 morts dans des attaques du PKK dans l'est de la Turquie

Au moins deux personnes ont été tuées samedi dans des attaques menées par des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les provinces orientales de la Turquie, a rapporté l'agence officielle Anatolie citant des responsables de la sécurité. Dans le district de Semdinli de la province de Hakkari, un civil a été tué et un responsable du parti au pouvoir AKP (Parti pour la justice et le développement) a été blessé par un groupe du PKK. L'attaque s'est produite après que la voiture à bord de laquelle se trouvaient les deux victimes a refusé de s'arrêter à un barrage routier installé par le PKK, et puis les rebelles ont ouvert le feu sur la voiture. Par ailleurs, une femme, qui avait été grièvement blessée vendredi au cours d'une attaque du PKK contre un commissariat dans la province de Tunceli, a succombé à ses blessures dans un hôpital samedi.

Des hommes armés tuent 13 passagers de deux véhicules en Afghanistan

Des hommes armés ont tué samedi 13 passagers de deux véhicules dans la province de Balkh dans le nord de l'Afghanistan, au moment où le président Ashraf Ghani assistait à une conférence des donateurs internationaux à Kaboul. «Les hommes armés ont arrêté deux véhicules, aligné tous les hommes, ont tiré et les ont tués», a déclaré Jafar Haidari, gouverneur du district de Zari, où a eu lieu l'attaque. «Ils ont épargné une femme qui se trouvait dans l'un des véhicules et toutes les victimes étaient membres de la minorité ethnique des Hazaras» a-t-il ajouté. L'un des responsables de la police de Balkh, Abdul Razaq Qaderi, a confirmé l'attaque, qui n'a pour le moment pas été revendiquée. Elle intervient au moment où le président afghan a demandé aux donateurs internationaux de poursuivre leur aide à un «pays blessé» devant faire face à des défis sur les plans sécuritaire et économique.

THAÏLANDE:

Rejet du projet de nouvelle Constitution

Un conseil de réforme nommé par la junte au pouvoir en Thaïlande a rejeté hier un projet de Constitution visant, selon ses défenseurs, à sortir de l'instabilité politique.

Sur 240 participants, 135 ont dit non au texte et 105 se sont prononcés en sa faveur, a dit Tienchai Kiranan, le président du Conseil de réforme national (CRN).

Le projet de nouvelle loi fondamentale, la 20e depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932, avait essuyé les foudres de l'opposition y voyant un «facteur de divisions».

La junte dirigée par Prayut Chan-O-Cha assure qu'une nouvelle Constitution est essentielle pour rapprocher les Thaïlandais avant les élections.

Le royaume est partagé entre les démocrates favorables aux partis populistes créés par l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, renversé par un coup d'Etat en 2006, et une élite royaliste, soutenue par l'armée et la justice.

Depuis 2001, les partis de Shinawatra ont remporté



toutes les élections, mais ont subi deux coups d'Etat.

Trois chefs du gouvernement ont été démis de leurs fonctions.

La junte a désormais un mois pour nommer un nouveau comité de rédaction.

«Ils auront 180 jours pour rédiger un nouveau texte qui sera ensuite soumis à référendum», a déclaré un membre du CRN, Paiboon Nititawan. «Les élections se-

ront repoussées d'environ six ou sept mois». Ce vote survient à un moment d'incertitudes sur l'avenir de la Thaïlande, l'état de santé du roi Bhumibol Adulyadej, 87 ans, étant préoccupant.

Le président Poutine qualifie les récentes violences au Tadjikistan de «tentative de déstabilisation»

Le président russe Vladimir Poutine a estimé lors d'un entretien téléphonique avec son homologue tadjik Emomali Rahmon que les récentes violences au Tadjikistan étaient une «tentative de déstabilisation» de ce pays d'Asie centrale, rapporte la chaîne Channel One Russia.

La télévision, citant le porte-parole présidentiel Dmitri Pskov, précise que M. Poutine a vu dans ces violences «une tentative de déstabilisation de la situation interne du pays» et a exprimé son soutien au président Rahmon.

Les deux dirigeants ont convenu d'avoir un entretien en marge du prochain sommet de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) prévu le 15 septembre à Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, selon Channel



One Russia.

Créée en 2002, l'OTSC est une alliance militaire rassemblant six anciens pays soviétiques (Russie, Bélarus, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan).

Plus de trente policiers et neuf rebelles ont été tués vendredi lors d'attaques menées dans les faubourgs de Douchanbé et à Vahdat (10 km à l'est de Douchanbé).

Le pouvoir accuse le général Abdulahim Nazarzoda, alors vice-ministre de la Défense, d'en être le cerveau.

Limogé depuis, il appartiendrait, selon les médias locaux, au Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (IRPT), une formation politique qui a été déclarée illégale la semaine dernière par le gouvernement.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE DJELFA
DAIRA D'AIN EL BELL
COMMUNE DE TADMIT

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

- Conformément aux dispositions de l'article 43 alinéa 2 du décret présidentiel N° 20/250 du 24/07 portant réglementation des marchés publics modifié et complété, et qu'à l'issue de l'analyse et de l'évaluation des offres relatives à l'appel d'offres national ouvert, parus dans les quotidiens nationaux "dika newz" et le "aljazairia", en date du 06/08/2015, Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Tadmit affiche les résultats suivants :

| Désignation des projets | Etablissement | Délai | Montant | Observation |
|---|---------------|----------|---------------|--------------|
| la réalisation d un reseau d assainissement au centre de magtaa el ouast 1ère tranche | Hassk ali | 45 jours | 13,843,966,50 | Moins Disant |

Les éventuels recours seront déposés dans un délais de 10 jours auprès de la commission des marchés de l'APC de Tadmit .

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE DJELFA
DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE DJELFA
N.I.F:099817019002328

AVIS D'OFFRE NATIONAL RESTREINT N°35/2015

La direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la wilaya de Djelfa, lance un avis d'appel d'offre national restreint concernant la réalisation des travaux suivant:

| N ordre | lot | Site - commune |
|------------|--|---|
| 01 | LOT : AMENAGEMENT EXTERIEUR Partie 02 | SITE : POS 02 POS 04 BAHRARA COMMUNE DE : DJELFA |
| 02 | LOT : AMENAGEMENT EXTERIEUR Partie 03 | SITE : POS 26 POS 27 BERBIH |
| 03 | LOT : ECLAIRAGE PUBLIC Partie 02 | COMMUNE DE : DJELFA |
| 04 | LOT : VOIRIES | |

les entreprises intéressées par le présent avis et qualifiées en :

- Lots voirie catégorie 03 ou plus travaux public-- Activité principale
- Lot Aménagement extérieur : catégorie 02 ou plus travaux des bâtiments ou travaux public Activité principale ou secondaire
- Lot éclairage publics : catégorie 02 ou plus travaux bâtiments ou travaux public Activité principale ou secondaire avec présence du code d'éclairage public ou le code électricité obligatoirement sur la qualification.

Le retirer cahiers des charges auprès de BET Garadi Farida situé à cité AMS Djelfa(1000.00 DA droit de tirage), non récupérable

Pièces demandées :

I) 1^{ère} enveloppe (offre technique) qui contient les pièces suivantes :

La première enveloppe « offre technique » et doit contenir les pièces suivantes :

- 1) Certificat de Qualification demandé (en cours de validité) copie
- 2) Déclaration à souscrire cachetée paraphé signé par le soumissionnaire.
- 3) Une copie du registre de commerce
- 4) Copie de la carte d'identification fiscale .
- 5) Extrait de rôle. copie.
- 6) Attestation et mise à jour du (CNAS, CASNOS, CACOBATPH) Copies
- 7) Extrait du casier judiciaire bulletin N° 03. copie .
- 8) Références professionnelles pour les 4 ans derniers.(2012.2013.2014.2015) copie .
- 9) Moyens matériels de contractant à mettre à la disposition du projet justifiés par des copies des cartes grises

pour matériel roulant ou une pièce justificatif pour le matériel non roulant (une facture ou un PV d'huissier de justice).

- 10) Planning des travaux + proposition des délais de réalisation dûment signé et visé par le soumissionnaire.
- 11) Liste nominative du personnel Liste nominative des intervenants (copie), justifiée par le nombre déclaré dans la CACOBATPH ou la CNASAT.
- 12) L'attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés de l'année 2014 copie .
- 13) La déclaration de probité cachetée paraphé signé par le soumissionnaire.
- 14) Bilan Financier de l'entreprise de l'année antérieure à la date de soumission.année 2014
- 15) Le présent cahier des charges cachetée paraphé signé par le soumissionnaire.

Remarque : Toutes les pièces demandées doivent être en cours de validité.

II) 2^{ème} enveloppe (offre financière) qui contient :

- La lettre de soumission visée et signée par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires.
- Le devis quantitatif et estimatif.

NB : Le soumissionnaire peut soumissionner en plusieurs lots ; et ne peut avoir qu'un seul lot, et il sera automatiquement déclassé dans les lots suivant.

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

La Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture et de la Construction de la wilaya de Djelfa
sis cité des Jardins /Djelfa.

L'enveloppe extérieure anonyme contiendra deux enveloppes séparées, (offre technique), (offre financière)

.conformément aux prescriptions du cahier des charges devra porter la mention suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'URBANISME ET DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION DE
LA WILAYA DE DJELFA, CITE DES JARDINS.

APPEL D'OFFRE NATIONAL RESTREINT N° :.... 35/2015

*Lot n°.....:

Site : Cité.....

Commune de :.....

<<Soumission à ne pas ouvrir>>

Les offres doivent être déposées le (21) vingtième jours de 08.00H à 13.00H à compter de la date de la première parution du présent avis aux journaux ou dans BOMOP, -si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la journée de dépôt des offres sera reportée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter du dernier jour de dépôt des offres.

L'ouverture des plis techniques et financiers est prévue en séance publique et se tiendra le jour de dépôt des offres à 14.30H au siège de la direction d'urbanisme et de la construction ; Les soumissionnaires sont invités à cette séance d'ouverture des plis.

DK NEWS

Anep : 343 401 du 07/09/2015

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE TIZI-OUZOU
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE BOGHNI(BUREAU DES MARCHES PUBLICS)

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE RELATIF A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°01/EPH/2015

Conformément aux dispositions de l'article 49 du décret présidentiel N° 10/236 du 07/10/2010, portant réglementation des marchés publics, modifié et complété.

La Direction de l'Etablissement Public Hospitalier de BOGHNI, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national restreint N° 01/EPH/2015, relatif à « l'approvisionnement en Produits pharmaceutiques », publié dans deux quotidiens nationaux, en arabe « بالحقائق » du 27/07/2015 et en français «DK NEWS» du 27/07/2015, ainsi que dans le BOMOP.

Qu'à l'issue de la procédure d'évaluation des offres et conformément aux critères fixés dans le cahier des charges, les fournisseurs suivants sont attributaires à titre provisoire des lots désignés dans le tableau ci-après:

| Lots | Intitule | Soumissionnaires | N° d'identification fiscale | Délai de livraison | MONTANTS EN DA TTC | | Obs |
|-------|-------------------------------------|------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------|--------------|--------------------|
| | | | | | MIN | MAX | |
| N° 01 | REACTIFS ET PRODUITS DE LABORATOIRE | EURL CLOUCHE | 0003160962977416003 | 24 h | 2 084 129,72 | 2 358 710,35 | Offre moins disant |
| N° 02 | ARTICLES DE PANSEMENT | SARL ABN MEDICAL | 001347086336874 | 24 h | 3 786 769,12 | 4 207 521,24 | Offre moins disant |
| N° 03 | ANTISEPTIQUES A USAGE HOSPITALIER | EURL EL CHIFFA | 001231011297485 | 24 h | 575 520,00 | 719 400,00 | Offre moins disant |
| N° 04 | INSTRUMENTATIONS | EURL BAL MEDICAL | 000316002045703 | 24 h | 1 269 232,31 | 1 500 202,52 | Offre moins disant |
| N° 05 | FILMS DE RADIOLOGIE | SARL AFMED | 000006018339185 | 24 h | 172 955,25 | 192 172,50 | Offre moins disant |

A cet effet, Conformément aux dispositions de l'article 114 du décret présidentiel N° 10/236 du 07/10/2010, portant réglementation des marchés publics, modifiée et complétée. Les soumissionnaires contestant le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés compétente dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis. Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires non retenus intéressés par les résultats de l'évaluation détaillée des offres techniques et financières peuvent se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la parution de l'avis d'attribution provisoire du marché, conformément à l'article 125 alinéa 15 du décret présidentiel 10-236 du 07/10/2010, portant réglementation des marchés publics modifiée et complétée.

DK NEWS

Anep : 343 478 du 07/09/2015

PROGRAMME DU JOUR

08:43: La chouette & Cie

08:30: L'Amour est dans le pré (2e partie)

08:23: Météo

08:30: Téléshopping

09:20: Météo

09:25: Mon histoire vraie

09:43: Petits secrets entre voisins

10:45: Petits secrets entre voisins

11:20: Une histoire, une urgence

12:30: Petits plats en équilibre

12:00: Petits plats en équilibre

13:35: Petits plats en équilibre

13:45: Météo

14:30: Les enfants du pêche: secrets de famille

17:00: Quatre mariages pour une lune de miel

18:00: Bienvenue au camping

19:00: Money Drop

19:35: Météo

20:25: Télégram du Lot

20:30: Météo

20:33 Sport: France / Serbie

23:35: Esprits criminels

23:35: Esprits criminels

06:33: Point route

06:30: Journal

06:57: Météo 2

07:00: Journal

07:10: Télématin (suite)

09:05: Dans quelle étagère

09:10: Des jours et des vies

09:33: L'Amour est dans le pré

09:53: C'est à nous de jouer

10:50: Conférence de presse de François Hollande

13:00: Journal

13:48: Météo 2

13:53: Album de la semaine

18:43: Ma nuit anglaise

18:50: Le grand journal

20:04: La météo

20:10: Le petit journal

21:00: Happy Valley

22:33: Spécial investigation

18:30: N'oubliez pas les paroles

19:20: Météo 2

19:35: Météo

20:00: Journal

20:40: Petits secrets entre voisins

20:45: Météo

20:50: Météo

21:35: Cash investigation

22:30: Casale

23:05: Cash investigation

08:30: Météo

08:35: Les p'tits cuisiniers

08:45: Météo

08:50: Météo

09:00: Météo

09:10: Météo

09:20: Météo

09:30: Météo

09:40: Météo

09:50: Météo

10:00: Météo

10:10: Météo

10:20: Météo

10:30: Météo

10:40: Météo

10:50: Météo

11:00: Météo

11:10: Météo

11:20: Météo

11:30: Météo

11:40: Météo

11:50: Météo

12:00: Météo

12:10: Météo

12:20: Météo

12:30: Météo

12:40: Météo

12:50: Météo

13:00: Météo

13:10: Météo

13:20: Météo

13:30: Météo

13:40: Météo

13:50: Météo

14:00: Météo

14:10: Météo

14:20: Météo

14:30: Météo

14:40: Météo

14:50: Météo

15:00: Météo

15:10: Météo

15:20: Météo

15:30: Météo

15:40: Météo

15:50: Météo

16:00: Météo

16:10: Météo

16:20: Météo

16:30: Météo

16:40: Météo

16:50: Météo

17:00: Météo

17:10: Météo

17:20: Météo

17:30: Météo

17:40: Météo

17:50: Météo

18:00: Météo

18:10: Météo

18:20: Météo

18:30: Météo

18:40: Météo

18:50: Météo

19:00: Météo

19:10: Météo

19:20: Météo

19:30: Météo

19:40: Météo

19:50: Météo

20:00: Météo

20:10: Météo

20:20: Météo

20:30: Météo

20:40: Météo

20:50: Météo

21:00: Météo

21:10: Météo

21:20: Météo

21:30: Météo

21:40: Météo

21:50: Météo

22:00: Météo

22:10: Météo

22:20: Météo

22:30: Météo

22:40: Météo

22:50: Météo

23:00: Météo

23:10: Météo

23:20: Météo

23:30: Météo

23:40: Météo

23:50: Météo

00:00: Météo

00:10: Météo

00:20: Météo

00:30: Météo

00:40: Météo

00:50: Météo

01:00: Météo

01:10: Météo

01:20: Météo

01:30: Météo

01:40: Météo

01:50: Météo

02:00: Météo

02:10: Météo

02:20: Météo

02:30: Météo

02:40: Météo

02:50: Météo

03:00: Météo

03:10: Météo

03:20: Météo

03:30: Météo

03:40: Météo

03:50: Météo

04:00: Météo

04:10: Météo

04:20: Météo

04:30: Météo

04:40: Météo

04:50: Météo

05:00: Météo

05:10: Météo

05:20: Météo

05:30: Météo

05:40: Météo

05:50: Météo

06:00: Météo

06:10: Météo

06:20: Météo

06:30: Météo

06:40: Météo

06:50: Météo

07:00: Météo

07:10: Météo

07:20: Météo

07:30: Météo

07:40: Météo

07:50: Météo

08:00: Météo

08:10: Météo

08:20: Météo

08:30: Météo

08:40: Météo

08:50: Météo

09:00: Météo

09:10: Météo

09:20: Météo

09:30: Météo

09:40: Météo

09:50: Météo

10:00: Météo

10:10: Météo

10:20: Météo

10:30: Météo

10:40: Météo

10:50: Météo

11:00: Météo

11:10: Météo

11:20: Météo

11:30: Météo

11:40: Météo

11:50: Météo

12:00: Météo

12:10: Météo

12:20: Météo

12:30: Météo

12:40: Météo

12:50: Météo

13:00: Météo

13:10: Météo

13:20: Météo

13:30: Météo

13:40: Météo

13:50: Météo

14:00: Météo

14:10: Météo

14:20: Météo

14:30: Météo

14:40: Météo

14:50: Météo

15:00: Météo

15:10: Météo

15:20: Météo

15:30: Météo

15:40: Météo

15:50: Météo

16:00: Météo

16:10: Météo

16:20: Météo

16:30: Météo

16:40: Météo

16:50: Météo

17:00: Météo

17:10: Météo

17:20: Météo

17:30: Météo

17:40: Météo

17:50: Météo

18:00: Météo

18:10: Météo

18:20: Météo

18:30: Météo

18:40: Météo

18:50: Météo

19:00: Météo

19:10: Météo

19:20: Météo

19:30: Météo

19:40: Météo

19:50: Météo

20:00: Météo

20:10: Météo

20:20: Météo

20:30: Météo

20:40: Météo

20:50: Météo

21:00: Météo

21:10: Météo

21:20: Météo

21:30: Météo

21:40: Météo

21:50: Météo

22:00: Météo

22:10: Météo

22:20: Météo

22:30: Météo

22:40: Météo

22:50: Météo

23:00: Météo

23:10: Météo

23:20: Météo

23:30: Météo

23:40: Météo

23:50: Météo

00:00: Météo

00:10: Météo

00:20: Météo

00:30: Météo

00:40: Météo

00:50: Météo

01:00: Météo

01:10: Météo

01:20: Météo

01:30: Météo

01:40: Météo

01:50: Météo

02:00: Météo

02:10: Météo

02:20: Météo

02:30: Météo

02:40: Météo

02:50: Météo

03:00: Météo

03:10: Météo

03:20: Météo

SEMI MARATHON D'ALGER 3000 athlètes attendus au départ de la 6^e édition



Près de 3.000 athlètes devraient participer à la 6^e édition du semi marathon d'Alger, le 9 octobre 2015, sur un parcours de 12 km, à travers les communes de Chéraga et Dely Ibrahim, situées sur les hauteurs de la capitale, a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs. Une course populaire, organisée par la société Sport Events, en étroite collaboration avec la Fédération nationale du Sport pour tous, sous l'égide du ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS).

«Les inscriptions se feront du 4 au 8 octobre prochain, au village de semi marathon, ouvert au niveau de la forêt du Bois des Cars (Dely Ibrahim)», a précisé le manager général de Sport Events, Abdelmadjid Rezkané.

ECHECS (DIVISION 1)

Le championnat national par équipes seniors du 8 au 14 septembre à Tiaret

La 28^e édition du championnat national par équipes de division 1 seniors messieurs des échecs aura lieu du 8 au 14 septembre à Tiaret, a-t-on appris hier de la Fédération algérienne des échecs (FAE).

Cette manifestation sportive de sept jours, organisée par la Ligue de Tiaret en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs, verra la participation de plus de 70 échéphiles, issus de 15 équipes.

Il s'agit de l'AS Sûreté Nationale, le NR Malki Ben Aknoun, l'OMSE Bologhine, l'USMM Hadjout, Béjaïa CE, l'ES Tizi-Ouzou, Akouas Médéa, El Forsane Bouira, le CE Constantine, l'ASE Constantine, le CEA Constantine, l'USJE Skikda,



El Hillal Sidi Bel-Abbès, club de la Maison de jeunes Bir El Jir d'Oran et l'ASKA Tiaret.

Cette compétition sera disputée selon le système toutes rondes à la cadence de 90 minutes finish avec ajout de 30 secondes, homologué par la Fédération internationale des échecs. La direction de ce Cham-

pionnat national sera assurée par Announ Nasreddine, assisté de l'arbitre principal Benyamina Ali et cinq autres arbitres fédéraux. A l'issue de ce championnat, les quatre derniers au classement final seront rétrogradés en division nationale deux.

Un tournoi national d'accession aura lieu à la même

date à Biskra, regroupant les 16 meilleurs clubs de la division deux des quatre régions du pays.

Rappelons que le trophée par équipes U14, disputé dernièrement à Batna, a été remporté par le club d'Akouas Médéa. Selon le directeur technique national de la FAE, Madani Benhadi, «l'objectif cette saison est de glaner un grand nombre de médailles au prochain Championnat arabe seniors et jeunes catégories qui aura lieu du 1^{er} au 10 octobre 2015 à Agadir (Maroc) et viser la plus haute marche du podium au Championnat méditerranéen, prévu du 14 au 25 octobre à Beyrouth (Liban) avec la participation de grandes nations réputées pour leur lien avec le jeu de stratégie par excellence».

JEUX AFRICAINS-2015

13 médailles dont deux or, objectif du karaté algérien

Vingt et un (21) athlètes dont neuf (9) filles, représenteront le karaté algérien aux 11^{es} Jeux africains de Brazzaville au Congo, avec l'ambition de réaliser une moisson de 13 médailles dont deux or.

La compétition, prévue à partir du 7 septembre dans la salle OMS du complexe sportif de la Concorde à Kintélé, sera très ouverte, en présence des meilleurs athlètes africains, notamment ceux d'Egypte, de Tunisie, d'Afrique du Sud, du Nigeria, du Cameroun, entre autres. «On s'attend à un tournoi relevé et les médailles seront très disputées. Nous sommes venus avec nos meilleurs athlètes, déterminés à réaliser les objectifs qui leur ont été assignés par les staffs techniques», a déclaré aux envoyés spéciaux de l'APS, le directeur technique national (DTN), Rachid Meziane.

Néanmoins, la préparation, tout juste moyenne, effectuée dans sa totalité en Algérie, risque

de jouer un mauvais tour aux athlètes et de déjouer les pronostics de la Fédération. «Nos entraîneurs nationaux auraient souhaité bénéficier d'une préparation maximale, afin de se présenter avec les mêmes armes que les autres pays. La fédération, dépourvue de moyens financiers surtout, n'a pas pu réunir les conditions adéquates de préparation pour ses athlètes qui, malgré tout, n'ont pas lésiné sur l'effort», a expliqué Meziane, déplorant cette situation qui a mis les staffs techniques dans une gêne devant les athlètes.

Avec un total de sept regroupements effectués au centre de préparation de Souidania à Alger, les entraîneurs nationaux ont essayé de galvaniser leurs athlètes, avec des séances d'entraînement soutenues, combinées à un travail psychologique à l'approche des JA.

Pour défendre la notoriété du karaté algérien à Brazzaville, le



choix des entraîneurs s'est porté sur les meilleurs, selon la DTN. Il s'agit de Hadj Said Kamelia Manal, Selma Bedja, Yamina Belabès (kata équipe), et Kamelia en kata individuel. Au kumité individuel, Lydia Besbas (-50kg), Yasmine Benazoug (-55kg), Saidia Djedra (-61kg), Lamya Matoub (-68kg) et Imène Attif (+68kg) seront les

chances de médailles pour l'Algérie, alors que Randa Mokdas sera remplaçante.

Par équipes, le choix se portera sur trois des athlètes citées, et il incombera à l'entraîneur national du kumité, Fouaz Maïza de le faire. Chez les messieurs, l'athlète Mouad Outes défendra ses chances en kata individuel, alors

qu'il formera avec ses coéquipiers Samir Lakrouit et Abdelhakim Haoua, l'équipe nationale dans l'épreuve de kata par équipes, dirigée par Mme Imène Laghouil. Pour leur part, Abdelkrim Bouamria (-60kg), Abdelatif Benkhaled (-67kg), Walid Bouaboub (-75kg), Mouad Achache (-84kg) et Missipsa Hamadini (-84kg), seront bien présents pour des podiums ouverts. L'équipe algérienne pour la compétition de kumité sera représentée par cinq athlètes et deux remplaçants. Comme en kata, entraîneur national de kumité (hommes), Yacine Gouri a sélectionné quatre autres athlètes comme remplaçants: Youcef Hassani, Mohamed Benathmane, Samy Brahimi et Yuba Cherik. Le tirage au sort des épreuves de karaté (kata, kumité, individuel et par équipes) est fixé au 6 septembre en soirée dans une des salles du palais des sports de Kintélé.

APS

S o l u t i o n

Sudoku N°1061

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | 4 | 5 | 1 | 2 | 3 | 6 | 7 | 8 |
| 7 | 6 | 1 | 5 | 4 | 8 | 3 | 9 | 2 |
| 2 | 3 | 8 | 7 | 6 | 9 | 4 | 5 | 1 |
| 8 | 5 | 6 | 2 | 9 | 4 | 7 | 1 | 3 |
| 4 | 1 | 2 | 3 | 7 | 5 | 8 | 6 | 9 |
| 3 | 9 | 7 | 6 | 8 | 1 | 5 | 2 | 4 |
| 5 | 7 | 4 | 8 | 1 | 2 | 9 | 3 | 6 |
| 6 | 2 | 9 | 4 | 3 | 7 | 1 | 8 | 5 |
| 1 | 8 | 3 | 9 | 5 | 6 | 2 | 4 | 7 |
| 3 | 6 | 8 | 2 | 4 | 7 | 9 | 5 | 1 |
| 5 | 7 | 1 | 6 | 8 | 9 | 2 | 4 | 3 |
| 4 | 2 | 9 | 5 | 1 | 3 | 6 | 7 | 8 |
| 1 | 9 | 2 | 4 | 6 | 7 | 8 | 5 | 3 |
| 7 | 3 | 8 | 1 | 5 | 2 | 6 | 9 | 4 |
| 4 | 6 | 5 | 8 | 9 | 3 | 7 | 1 | 2 |
| 5 | 1 | 6 | 9 | 8 | 4 | 2 | 3 | 7 |
| 2 | 4 | 9 | 7 | 3 | 5 | 1 | 6 | 8 |
| 8 | 7 | 3 | 6 | 2 | 1 | 9 | 4 | 5 |
| 9 | 5 | 1 | 2 | 4 | 8 | 3 | 7 | 6 |
| 6 | 8 | 4 | 3 | 7 | 9 | 5 | 2 | 1 |
| 3 | 2 | 7 | 5 | 1 | 6 | 4 | 8 | 9 |

Mots Croisés N°1061

EMANCIPATION
CASERNE■AL■U
REPU■ORNIERE
ARRRET■SALSES
BLENEAU■L■F■
OM■SGANARELLE
US■AM■DUC■ES
IMAM■FE■ROCS
L■EMMERDANTE
LIRE■T■AYE■E■
EVE■RANCŒUR
RESTAS■ENTRE

Solution Mots Fléchés N°1061

HORTICULTURE
■PERIR■AINES
GEAI■ONC■EN■
ARCEAU■ESTOC
LET■BLATTE■R
VRILLER■ELFE
A■OUIREZ■LEV
NONNE■TELE■A
IN■CROIRE■ER
SETH■LEOPOLD
EGRENER■R■BE
RAIRE■ELEVES

LIGUES 1 ET 2 : Belatoui, 5^e entraîneur limogé après seulement 3 journées

Le technicien Omar Belatoui est devenu le cinquième entraîneur de football à avoir été démis de ses fonctions dans les deux Ligues professionnelles algériennes 1 et 2 après seulement trois journées de compétition.

Belatoui, aux commandes techniques du RC Relizane depuis juillet dernier, a été limogé samedi soir.

Il devrait être remplacé par Abdelkrim Benyelles, l'artisan de l'accession du «Rapid» parmi l'élite en fin de saison passée, a appris hier l'APS auprès de ce club. Selon la même source, «des différends ont surgi entre les deux parties ayant provoqué la séparation d'avec l'entraîneur Belatoui».

Cette décision a été néanmoins prise au lendemain de la montée au créneau du jeune technicien oranais pour déplorer la situation prévalant au sein du club promu.

En effet, les joueurs du RCR ont observé plusieurs grèves depuis l'intersaison pour réclamer la régularisation de leur situation financière.

Cela s'est répercuté négativement sur la préparation de l'équipe d'où son départ en dents de scie en championnat (deux défaites et une victoire), selon son dé-



sormais ex-coach. Belatoui connaît ainsi le même sort que son ancien coéquipier en sélection algérienne dans les années 1990, Mourad Karouf, limogé lui aussi de la barre technique de la JS Kabylie (Ligue 1, Algérie) à l'issue de la deuxième journée du championnat.

En Ligue deux, trois en-

traîneurs ont quitté également leurs clubs respectifs après seulement trois journées de compétition.

Il s'agit de Cherif Hadjar (MC El Eulma), Youcef Bouzidi (O Médéa) et Aziz Abbès (CRB Ain Fakroun).

Lors de l'exercice précédent, la série de limogeages et de démissions des entraî-

neurs dans les deux paliers a battu tous les records.

Seuls trois clubs en Ligue 1 et trois autres en Ligue 2 ont maintenu leurs coaches durant toute la saison : ES Sétif, MO Béjaïa et ASM Oran pour le premier palier, et USM Blida, RC Relizane et DRB Tadjenant, pour le second.

LIGUE 1 MOBILIS : Le coup d'envoi du match USMH-NAHD fixé à 19h15

Le match USM El Harrach-NA Hussein-Dey prévu jeudi au stade du 5-Juillet pour le compte de la 4^e journée du Championnat de Ligue 1 algérienne de football, débutera à 19h15, selon le programme publié par la Ligue du football professionnel (LFP).

Cette rencontre coïncidera avec la réouverture officielle du stade olympique, qui a subi d'important travaux de rénovation depuis sa fermeture en octobre 2013. Les travaux en question ont notamment touché les tribunes supérieures complètement refaites après l'effondrement partiel d'une partie des gradins ayant causé le décès de deux spectateurs lors du dernier match disputé dans cette enceinte entre le MC Alger et l'USM Alger.

Le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, a répété samedi que le grand stade de la capitale abritera uniquement les derbys opposant les clubs algérois.



JEUX MONDIAUX MILITAIRES-2015 (PRÉPARATION) : Rétabli, Hamzaoui (MOB) réintègre la sélection algérienne militaire

L'attaquant du MO Béjaïa, Okacha Hamzaoui, remis de sa blessure au genou, a réintégré les rangs de la sélection algérienne militaire actuellement en stage à Alger avant les Jeux mondiaux militaires en octobre prochain en Corée du Sud, a appris l'APS auprès du staff technique national.

Hamzaoui avait contracté sa blessure lors du stage d'intersaison effectué avec son équipe en Tunisie.

Il avait manqué les trois premières rencontres des «Crabes» en championnat. Le retour à la compétition de l'ex-attaquant de la JS Saoura (Ligue 1), tombe à point nommé pour l'entraî-

neur de la sélection militaire, Younes Ificène qui compte énormément sur le buteur du vice-champion d'Algérie en vue du rendez-vous mondial.

Les Verts militaires disputent ce dimanche un match amical contre le NA Hussein-Dey (L1, Algérie).

La semaine passée, les protégés d'Ificène se sont imposés face au champion d'Algérie sortant, l'ES Sétif dans le cadre de leur regroupement effectué à Sétif. L'équipe nationale sous la houlette de son ex-entraîneur Abdelrahmane Mehdaoui, s'était adjugée la médaille d'or des Jeux mondiaux militaires de 2011 au Brésil.



HAVRE AC Victor Lekhal dans le viseur de la FAF

Le milieu de terrain du Havre AC (Ligue 2, France), Victor Lekhal, serait suivi de près par la Fédération algérienne de football (FAF) en vue de lui proposer d'endosser le maillot national, indique le bihebdomaire France Football.

Selon cette source, Lekhal serait l'un des joueurs aux origines algériennes que la FAF surveillerait.

Le joueur de 21 ans, formé au HAC, compte 12 matches en Ligue 2.

Sa progression a été freinée après une grave blessure début 2014.

Il n'a jamais joué en équipe de France de jeunes.

Lekhal pourrait être appelé en renfort en sélection algérienne des moins de 23 ans qui prépare le Championnat d'Afrique de la catégorie (28 novembre-12 décembre 2015) au Sénégal.

Ce rendez-vous sera qualificatif pour les Jeux olympiques de 2016 à Rio De Janeiro (Brésil).



L'entraîneur Benyelles attendu lundi pour faire son retour au RC Relizane

L'entraîneur Abdelkrim Benyelles a donné son accord pour succéder à Omar Belatoui à la barre technique du RC Relizane et devrait commencer son travail aujourd'hui, a appris l'APS hier auprès du club de Ligue 1 algérienne de football.

Benyelles a tout conclu avec les dirigeants du «Rapid» qui ont accepté que le technicien tlemcénien soit assisté de deux entraîneurs adjoints de son choix, ajoute la même source.

L'entraîneur avait réussi, la saison passée, à faire accéder les Vert et Blanc parmi l'élite après 25 ans passés dans les divisions inférieures.

Il avait toutefois claqué la porte peu avant le début des préparatifs de la nouvelle saison.

L'objectif assigné à Benyelles sera d'assurer le maintien «dans les meilleurs délais», précise-t-on de même source.

Pour son retour dans la cour des grands, le RCR vit une conjoncture difficile marquée notamment par des grèves à répétition des joueurs pour réclamer la régularisation de leur situation financière.

Une situation déplorée par l'entraîneur Belatoui lui-même, avant que ses déclarations à la presse vendredi n'entraînent son limogeage le lendemain.

Sous la houlette de l'ancien défenseur international algérien, la formation relizanaise a perdu ses deux premiers matchs en championnat sur le terrain du DRB Tadjenant (2-1) et à domicile contre le MC Alger (1-0), mais elle s'est ressaisie lors de la troisième journée en déplacement contre le RC Arbaâ (1-0).

Abdelmoumen Djabou ciblé par l'USM Alger

L'international algérien Abdelmoumen Djabou serait ciblé par l'USM Alger en vue du prochain mercato d'hiver, a affirmé hier le site spécialisé Kooora, citant des sources «au sein de la direction du club de Ligue 1 algérienne de football».

Djabou, dont le contrat avec le Club Africain de Tunis a expiré en fin de saison passée, est inactif depuis mai dernier à cause d'une blessure au genou. Son retour sur les terrains est prévu pour janvier 2016. En attendant, il a été annoncé par le président de l'ES Sétif, Hacem Hamar, de retour dans le club de sa ville natale qu'il a quitté en 2012.

Mais le joueur de 28 ans est également entré en contacts avec le Club Africain pour le renouvellement de son bail, au moment où l'ES Tunis s'est manifestée récemment dans l'espoir de l'engager.

L'USMA se serait déjà alignée sur le salaire que percevait Djabou avec le champion de Tunisie sortant, dans l'espoir de le convaincre de porter les couleurs usmistes, ajoute la même source.



CAN-2015 (GROUPE « J »), LESOTHO 1 - ALGÉRIE 3 : Les Verts assurent l'essentiel

Raouraoua : «Victoire difficile mais méritée»

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Mohamed Raouraoua a qualifié hier de «difficile» la victoire décrochée par les Verts à Maseru face au Lesotho (3-1) dans le cadre de la 2e journée (Gr.J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017.

«C'est une victoire méritée mais qui a été difficile à se dessiner. Vu la physionomie du match et notre domination, la victoire ne pouvait pas nous échapper. Globalement le rendement était bon par rapport notamment à la pelouse synthétique. Le plus important est de gagner et de reprendre notre première place, avec deux points d'avance sur l'Éthiopie», a affirmé à l'APS le premier responsable de l'instance fédérale. L'Algérie s'est imposée grâce à des buts signés Ghoulam (32'), et un doublé inscrit par l'inévitable Soudani (85', 90'), alors que l'unique réalisation des locaux a été l'œuvre de Mokhamlane (38').

«A la veille de cette rencontre, j'ai parlé aux joueurs en les responsabilisant sur l'importance cruciale de ce match. Comme ce fut le cas lors des éliminatoires jumelées Mondial-CAN-2010 en Zambie (2-0) qui nous avait ouvert les portes de la qualification au dernier tour. Désormais, nous devons préserver cette première place jusqu'au bout», a-t-il conclu. Dans l'autre match du groupe J, l'Éthiopie est allée faire match nul samedi à Victoria face aux Seychelles (1-1).

Au terme de la 2e journée, l'Algérie est seule en tête avec 6 points, à deux longueurs des Éthiopiens. Les Seychelles sont 3es avec 1 point, alors que le Lesotho ferme la marche avec 0 point. Lors de la 3e journée, prévue en mars 2016, l'Algérie accueillera l'Éthiopie alors que le Lesotho se rendra aux Seychelles.



Fiche technique :

Setso Stadium de Maseru, pelouse synthétique, affluence faible, temps partiellement nuageux.

Arbitres : Jackson Pavaza (Namibie) assisté de ses compatriotes Isaskar Boois et Christof Alfred Vries.

Buts : Ralekoti Mokhamlane (38') pour le Lesotho. Ghoulam (32') et Soudani (85' et 90'+1) pour l'Algérie.

Avertissements : Lesotho - Tsoanelo Koetle (61') Algérie - Taider (25')

Composition des deux équipes :

Lesotho : Mohali Koenane (GB), Thabiso Mohapi, Leremian Kamele, Thapelo Mokhehle, Nkale Leretholi, Tsoanelo Koetle, Tsepo Seturumane, Litsepe Marabe (Thabiso Brown 78'), Nkoto Masoabi (Jane Thabontso 63'), Ralekoti Mokhamlane, Hlompho Kalake.

Sélectionneur : Seephephe Matete.

Algérie : Doukha (GB), Zeffane, Ghoulam, Mandi, Medjani, Taider, Mesloub, Brahimi, Slimani (Bounedjah 69'), Boudebouz (Soudani 46'), Mahrez.

Sélectionneur : Christian Gourcuff.

Saïd Ben

La sélection algérienne a été bien bousculée par le Lesotho avant d'assurer une victoire dans les dernières minutes du match qui a opposé les deux sélections, hier, au stade Setso de Maseru (3-1).

Il est vrai que sur le papier, la différence entre les deux formations est bien établie. Mais en football, il ne faut jamais se fier aux apparences et surtout pas aux noms des joueurs sur le papier.

Dans ce match pour le compte de la 2e journée des éliminatoires du groupe « J » des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations 2017, les Verts ont dominé la partie en ouvrant la marque avant de se voir rejoints avant la mi-temps.

En effet, Boudebouz et ses coéquipiers ont d'emblée pris le match à leur compte. Brahimi et Mahrez se faisaient plaisir en multipliant les rushes dans le camp du Lesotho. Mais les joueurs locaux ne se laissent pas faire aussi facilement. Des ratés de Brahimi et Mesloub, les gars du Lesotho ont failli surprendre Doukha avant que Ghoulam ne libère ses coéquipiers en ouvrant la marque. Le latéral des Verts s'échappe et demande la balle que Mahrez se fait plaisir de transmettre. Le latéral algérien lobe parfaitement le gardien de but du Lesotho pour ouvrir la marque (31'). D'aucuns pensaient que la tâche des Verts était facile devant une modeste équipe du Lesotho cherchant visiblement le nul. Mais la baisse d'attention et surtout le manque de complémentarité dans l'axe défensif des Verts a failli coûter cher aux joueurs du coach Gourcuff.

Ralekoti Mokhamlane exploite parfaitement une erreur de marquage d'Aïssa Mandi pour battre le gardien de but Doukha d'un petit lob (38'). Les locaux prennent alors confiance et les Verts se font piéger par leur facilité de jeu. Après la pause, c'est le même scénario que lors du début de partie, mais avec un résultat différent. En effet, les Verts poursuivent leur domination mais butent sur une bonne équipe du Lesotho jouant parfaitement la défensive et procédant par des contres.

Soudani remplace Boudebouz et Bounedjah Slimani. Les Verts dominent mais ne trouvent pas la faille jusqu'à ce que l'inévitable Soudani mette une tête qui envoie la balle au fond des filets du Lesotho (85'). C'est la délivrance pour les Verts qui concrétisent une domination nette mais avec un jeu brouillon et sans véritable coordination. On s'achemine vers ce score de deux buts à un quand le même Hilal Soudani inscrit le troisième but pour les Verts assurant ainsi une victoire bien méritée mais où la manière était vraiment absente dans le jeu des Verts.

En tous les cas les Verts ont réussi l'essentiel : la victoire. La deuxième consécutivement dans ce groupe.

Et comme dans l'autre match de ce groupe « J » disputé samedi dernier à Victoria, l'Éthiopie a été tenue en échec par les Seychelles (1-1). L'Algérie (6 points) est en tête du groupe J, devant l'Éthiopie (4 points), les Seychelles (1 point) et le Lesotho (0 point). La 3e journée des qualifications aura lieu en mars 2016. Elle mettra aux prises l'Éthiopie à l'Algérie, d'une part, et les Seychelles au Lesotho, d'autre part.

S.B.

Le point du groupe J après la 2e journée

Le point du groupe J des qualifications à la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2017) après le déroulement de la 2e journée, samedi et dimanche :

Samedi :
Seychelles - Éthiopie 1 - 1

Dimanche :
Lesotho - Algérie 1 - 3

Déjà joués :
Éthiopie - Lesotho 2 - 1
Algérie - Seychelles 4 - 0

Classement : Pts J GN P bp bc dif
1. Algérie 6 2 2 0 0 7 1 6
2. Éthiopie 4 2 1 1 0 3 2 1
3. Seychelles 1 2 0 1 1 1 5 -4
4. Lesotho 0 2 0 2 2 5 -3

Reste à jouer :
23/03: Algérie - Éthiopie
23/03: Seychelles - Lesotho
26/03: Éthiopie - Algérie
26/03: Lesotho - Seychelles
03/06: Lesotho - Éthiopie
03/06: Seychelles - Algérie
02/09: Éthiopie - Seychelles
02/09: Algérie - Lesotho
Le premier se qualifie directement pour la CAN-2017 au Gabon.

Déclarations des sélectionneurs

Voici les déclarations des sélectionneurs recueillies par l'APS à l'issue du match Lesotho-Algérie (1-3), disputé hier à Maseru, dans le cadre de la 2e journée (Gr. J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 :

Christian Gourcuff (Algérie) :

«C'était un match qui aurait pu être très simple, mais on l'a compliqué en concédant naïvement l'égalisation, ce qui a fini par changer la donne. On les a remis en confiance après leur but. En seconde période, nous avons douté, car on ne pouvait pas marquer ce deuxième but rapidement. Nous avons péché par un jeu latéral, avec un manque de percussion et d'accélération. Les occasions en attaque n'étaient pas nombreuses. C'est un match qu'on aurait pu gagner beaucoup plus rapidement, mais globalement c'est une belle victoire dans des conditions difficiles. La victoire à l'arrivée est très logique. Concernant les défenses de Feghouli et Bentaleb, elles sont certes domageables, mais les joueurs qui les ont remplacés ont été à la hauteur. L'entrée en jeu d'Hilal Soudani a été bénéfique pour nous et a pu apporter la percussion qui nous manquait. Concernant Mesloub, il a su donner du ton au milieu de terrain, c'est un joueur que je connais bien. Il n'a pas déçu».

Seephephe Matete (Lesotho) : «Nous avons donné la réplique à la meilleure équipe d'Afrique. Nous avons eu nos chances pour l'emporter en nous procurant plusieurs occasions, mais le deuxième but des Algériens a fini par décourager mes joueurs, et le match a pris dès lors une autre tournure. Je pense que le sauvetage du gardien de but algérien en deuxième mi-temps était le tournant de la partie. Aujourd'hui mes joueurs n'ont pas su gérer la rencontre et ont manqué d'expérience. Le joueur qui a réalisé le doublé (Hilal Soudani, ndr) a pénétré sur le terrain avec une grande faim, et sans sa contribution nous aurions pu prétendre à la victoire. L'Algérie n'aura aucun mal à se qualifier à la CAN-2017. Pour notre part, nous allons nous battre pour terminer deuxième du groupe, même si la mission s'annonce difficile».

APS

CHELSEA : BEGOVIC CROIT TOUJOURS AU TITRE

Alors que Chelsea se trouve déjà à 12 points de Manchester City dans la lutte pour le titre de champion d'Angleterre, le portier remplaçant des Blues Asmir Begovic veut toujours y croire. «Au niveau des résultats, nous ne sommes pas là où nous voulons être à l'heure actuelle. Nous devons nous améliorer et nous le savons. Mais nous avons la qualité et le caractère requis afin de lutter vraiment pour le titre», a déclaré l'international bosnien dans les colonnes du Daily Mail.



NOUVELLES RASSURANTES POUR IBRAHIMOVIC

Sorti sur blessure à la mi-temps de Russie-Suède (1-0), Ibrahimovic semblait touché au dos d'après le quotidien suédois Expressen. De quoi inquiéter le PSG puisque l'attaquant vedette revient à peine de blessure.

En conférence de presse, le sélectionneur Erik Hamrén a calmé ces inquiétudes puisqu'il a assuré que le buteur souffrait en réalité d'une petite douleur à la jambe. «J'ai dû remplacer Zlatan (Ibrahimovic) à la pause car il ressentait une douleur à une jambe. Mais heureusement, il pourra jouer contre l'Autriche mardi». Plus de peur que de mal.

CE RENFORT QUI FAIT DE L'OMBRE À ZIDANE

Zinedine Zidane, qui a repris les commandes de l'équipe réserve du Real Madrid cet été, voit débarquer un certain Victor Fernandez dans ses pattes.

La rumeur lancée début juillet en Espagne disait vrai : Victor Fernandez a été nommé directeur du centre de formation du Real Madrid pour les trois prochaines années. Entraîneur chevronné en Espagne, ce dernier a surtout été recruté pour faire le lien entre les jeunes joueurs du club merengue et l'équipe première. Ce rôle était auparavant dévolu à Ramon Martinez mais celui-ci n'a pas été comblé depuis son départ.

VICTOR FERNANDEZ FAIT DE L'OMBRE À ZIDANE

« Nous croyons que Victor, qui a déjà de l'expérience en tant qu'entraîneur, peut remplir ces rôles, a assuré le président de la Maison Blanche Florentino Pérez. Nous travaillons avec des jeunes gens pour faire avancer ce projet et c'est la personne idoine pour endosser ce costume. Nous fondons beaucoup d'espoirs là-dessus ». Sauf que Zidane ne verrait pas cette arrivée d'un très bon œil. D'après le quotidien AS, Fernandez serait en effet la première option en cas d'échec de la politique de Rafael Benitez, devant ce même Zidane.

L'INCROYABLE TARIF FIXÉ POUR LE JOKER DE CR7

Si Cristiano Ronaldo, l'attaquant du Real Madrid, a le moindre pépin, Denis Cheryshev, le jeune international russe, est prêt à prendre la relève. S'exprimant dans les colonnes du quotidien russe Sport Express, Cheryshev, plutôt séduisant en doublure de Cristiano Ronaldo lors des matchs de préparation, est revenu sur son été et son début de saison. Même si Benitez ne l'a pas retenu pour les deux premiers matchs de la saison, ce qu'il a jugé « désagréable », et même s'il est bien conscient que dans sa position « il y a Cristiano Ronaldo », Cheryshev a accueilli avec joie la marque de confiance de son club. Car le Real Madrid a bloqué toute possibilité de départ pour le Russe, avec une clause libératoire déjà énorme ! « Il y a eu des intérêts, certains qui voulaient un prêt. Mais le Real Madrid ne voulait pas que je parte. Ma clause libératoire est fixée à 200 millions d'euros. C'est ce qu'a décidé le club. Certainement que le Real ne voulait pas que quelqu'un me recrute. » A ce prix-là, effectivement, ça refroidit...

ANDRÉS INIESTA VEUT MARQUER L'HISTOIRE DE LA LIGUE DES CHAMPIONS

Déjà vainqueur de quatre Ligue des champions, Andrés Iniesta veut désormais remporter la plus grande compétition européenne deux fois d'affilée. Andrés Iniesta n'est jamais rassasié. A l'orée de cette saison 2015-2016, le joueur espagnol a exprimé ses désirs de faire l'histoire de la Ligue des champions. Pour cela, la donne est simple : il suffit que le FC Barcelone remporte la C1 une deuxième fois d'affilée. Exploit qui n'a encore jamais été réalisé. « Ce sera très difficile, mais c'est ce que nous avons en tête, a rapporté le joueur au quotidien Catalan Sport. Cela n'a encore jamais été fait mais nous avons été proches de le faire. Donc nous allons réessayer. Les équipes qui gagnent sont toujours prêtes pour le prochain combat. Nous sommes toujours déterminés à remporter tous les trophées possibles et cette saison ne fait pas exception, bien que la différence entre gagner et perdre soit mince. Mais avec toute l'expérience que nous avons, je pense que ce sera une autre grande saison. Je pense que nous pouvons rester optimistes, croire en nous-mêmes, aux coéquipiers. Tout ce que nous avons déjà réalisé est déjà grand, mais maintenant cela est terminé, j'en veux encore plus. »

ÖZIL EST CONFIAINT

Mesut Ozil se montre confiant avant d'affronter l'Ecosse aujourd'hui dans le cadre des Eliminatoires à l'Euro 2016. Mesut Ozil est convaincu que l'Allemagne peut faire un nouveau pas vers la qualification après la victoire face à la Pologne hier (3-1) en l'emportant face à l'Ecosse lundi prochain. Hier, grâce à un doublé de Mario Götze et une réalisation de Thomas Müller, l'Allemagne a pris les commandes du groupe D avec 2 points d'avance sur ses adversaires du soir. « Je pense que nous méritons d'être en tête du groupe. »

Désormais, nous devons nous focaliser sur le match de lundi. Nous savons que ce sera un match difficile parce que l'Ecosse se bat jusqu'au bout. Mais si nous montrons ce que nous valons, l'Ecosse ne pourra pas nous arrêter. » Puis le joueur est revenu plus en détails sur le match face à la Pologne. « Nous avons dominé une grande partie du match, on s'est créé beaucoup d'occasions et nous aurions pu marquer davantage de buts. C'est là que nous devons nous améliorer. Dans l'ensemble, c'était une bonne journée. » De son côté, Mario Götze a exprimé le fait qu'il était important de prendre les trois points à l'extérieur et d'être en tête du groupe avant d'aller en Ecosse.



FÊTE NATIONALE

Le Président Bouteflika félicite le Roi du Swaziland

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations au Roi du Swaziland, Mswati III, à l'occasion de la fête nationale de son pays dans lequel il lui a réitéré sa disponibilité à travailler au renforcement des relations d'amitié et de coopération liant les deux pays.

«La célébration du 47ème anniversaire de l'indépendance de votre pays m'offre l'agréable opportunité de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, nos chaleureuses félicitations ainsi que mes vœux les meilleurs de santé et de bien-être pour vous-même, de progrès et de prospérité pour votre peuple frère», a écrit le président Bouteflika dans son message. «Il me plaît de saisir cette heureuse occasion pour vous réitérer mon entière disponibilité à travailler, avec vous, au renforcement des relations d'amitié et de coopération qui unissent nos deux pays, et à poursuivre nos efforts conjoints au sein de l'Union africaine en vue de réaliser les objectifs de paix, de stabilité et de développement de notre continent», a ajouté le chef de l'Etat.

ALGÉRIE - MONDE ARABE

Le Conseil de la nation participe au Caire à une réunion du Parlement arabe

Le Conseil de la nation participera les 7 et 8 septembre au Caire à la réunion de la sous-commission chargée d'établir le mécanisme de mise en oeuvre du plan d'action de la commission des affaires étrangères et politiques et de la sécurité nationale du Parlement arabe, a indiqué hier un communiqué du conseil.

La sous-commission est issue de la commission des affaires étrangères et politiques et de la sécurité nationale. Elle a été créée sur décision du Parlement arabe lors de sa session du 14 juin 2015.

Le Conseil de la nation sera représenté aux travaux de cette réunion par le sénateur et membre du Parlement arabe Abdelkrim Koreichi.

ALGÉRIE - FRANCE

Lamamra s'entretient à Paris avec son homologue français

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, s'est entretenu dimanche à Paris avec son homologue français, Laurent Fabius, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.



Les entretiens «ont donné lieu à un passage en revue des échéances en matière de coopération algéro-française, y compris la réunion du Comefa (Comité mixte économique algéro-français) en octobre prochain», précise la même source.

Les crises régionales et internationales ainsi que les situations prévalant en Afrique et au Moyen-Orient «ont également fait l'objet d'échanges de vues à la lumière des activités et efforts prévus à

l'occasion du 70ème anniversaire des Nations unies», ajoute le MAE.

Les deux ministres ont accordé en outre une «large» place aux consultations ministérielles informelles en préparation de la Conférence mondiale sur les changements climatiques qui aura lieu à Paris en décembre prochain, conclut le communiqué. M. Lamamra a entamé hier une visite de travail de trois jours en France à l'invitation de son homologue français.

Un partenariat d'exception et des relations bilatérales profondes

Kamel Cherif

La visite de travail de trois jours qu'effectue en France le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, est une occasion pour les deux pays de réaffirmer, une nouvelle fois, la solidité de leurs relations historiques et séculaires.

C'est une visite qui fait suite aux nombreuses autres visites de travail échangées entre les hauts responsables des deux pays afin de maintenir le niveau des relations bilatérales à la hauteur des aspirations et des attentes des deux peuples ainsi que des liens qui les unissent. Des relations qui sont constamment consolidées et renforcées. La

dernière visite effectuée par le président français en Algérie, le mois de juin dernier, va dans ce sens. Le président français François Hollande s'était alors entretenu avec le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Les deux chefs d'Etat avaient évoqué l'excellence des relations bilatérales, réitérant ainsi la volonté des deux pays d'aller encore de l'avant en ce qui concerne le partenariat économique. L'inauguration de l'usine de construction automobile Renault de même que la concrétisation de plusieurs projets économiques, fruits d'un partenariat d'exception entre les deux pays, ont davantage encouragé les dirigeants des deux pays à maintenir la coopération bilatérale à un niveau élevé.

Auparavant, c'est le Premier

ministre, Abdelmalek Sellal qui s'était rendu en France pour coprésider la deuxième session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), à l'issue duquel le partenariat d'exception entre les deux pays a été renforcé et consolidé davantage. L'existence d'une forte communauté algérienne en France ainsi que les nombreux Français établis en Algérie sans omettre d'évoquer les innombrables couples mixtes, sont autant d'éléments qui font que les deux pays sont condamnés à coopérer. La visite de Lamamra en France intervient aussi dans un contexte particulier compte tenu de la dégradation de manière dangereuse de la situation en Libye et dans la région du Sahel. L'Algérie est, faut-il le souligner, une partie influente

et incontournable dans toute approche de solution aux crises que connaît la région.

A l'évidence, la France sollicitera l'avis de l'Algérie dont la voix est audible et crédible au niveau régional, continental et mondial du fait de la constance de ses positions de principe. En ce sens, les relations politiques entre les deux pays sont au même niveau que les relations économiques. Il faut rappeler aussi la participation algérienne aux festivités commémoratives du centenaire de la Première Guerre mondiale (1914-1918) en France ainsi que la reconnaissance de la France des massacres du 8 Mai 1945. Autant de facteurs qui rapprochent de plus en plus les deux pays, condamnés à établir des relations étroites pour des raisons historiques.

M.GÉRARD LARCHER, PRÉSIDENT DU SÉNAT FRANÇAIS :

«Très forte dynamique d'approfondissement» des relations algéro-françaises

Les relations bilatérales entre l'Algérie et la France connaissent «une très forte dynamique d'approfondissement» dans l'objectif de construire un partenariat d'exception, s'est réjoui le président du Sénat français, Gérard Larcher, à la veille de sa visite en Algérie. «Notre relation bilatérale connaît effectivement une dynamique d'approfondissement très forte, et je m'en réjouis. Beaucoup a été entrepris pour rapprocher nos deux pays, définir les contours d'un projet ambitieux et construire un partenariat d'exception», a affirmé M. Larcher dans un entretien à l'APS (lire le texte intégral sur le site aps.dz). Soulignant «l'importance que l'ensemble des institutions françaises, mais également toutes les sensibilités politiques, accordent» au partenariat avec l'Algérie, M. Larcher a relevé que les deux pays sont «confrontés à bien des défis communs». Il a cité dans ce contexte, la lutte contre le terrorisme, et la «coopération exceptionnelle» que l'Algérie et la France «ont su nouer pour contribuer à la stabilité dans la zone sahélienne». Il a par ailleurs, souligné qu'il abordera lors de sa visite à Alger, la question des migrants en Méditerranée. Il a estimé, à cet égard, que «des conflits qui agitent le monde, auxquels s'ajoute la pauvreté de nombreux pays d'Afrique, ont entraîné la grave crise migratoire à laquelle l'Europe doit faire face au premier chef, mais qui n'est pas sans affecter les pays voisins, y compris l'Algérie». «Nous devons explorer les moyens de mieux associer l'Algérie à la résolution de cette situation dramatique»,

a-t-il dit. Le partenariat économique entre la France et l'Algérie «constituera également un axe essentiel de discussions», selon M. Larcher, qui a réaffirmé «la disponibilité» de son pays à accompagner l'Algérie dans son développement et sa diversification économique. Quant à la coopération interparlementaire, il estime qu'elle avait «un rôle essentiel à jouer dans le développement des relations bilatérales». Un accord de coopération entre le Conseil de la nation et le Sénat français est «à l'étude», et permettra aux deux institutions de «se réunir sur une base régulière, dans le cadre d'un forum de haut niveau», a-t-il dit.

La mobilisation algérienne dans la lutte antiterroriste est «exemplaire»

Par ailleurs, M. Larcher a salué le rôle de l'Algérie et sa «mobilisation exemplaire» dans la lutte contre le terrorisme, notamment dans la région du Sahel.

Rappelant que l'Algérie a elle-même payé un «très lourd tribut au terrorisme», M. Larcher a affirmé que «le terrorisme appelle une réponse ferme et coordonnée des différents pays engagés dans cette lutte». Pour M. Larcher, la coopération entre tous les pays dans la lutte contre le terrorisme au Sahel est «un facteur indispensable de réussite et doit continuer à se renforcer».

Il a, à cet égard, relevé le «rôle remarquable» joué par l'Algérie pour permettre la signature de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, en juin dernier, une étape qu'il a quali-

fiée d'«avancée majeure». «Il convient maintenant que toutes les parties continuent à unir leurs efforts pour réussir la mise en oeuvre des engagements pris et surmonter les difficultés qui peuvent apparaître», de l'avis de M. Larcher. Quant à la situation en Libye, le président du Sénat français estime qu'il n'y avait pas d'autre choix que de «renouer le dialogue entre les Libyens» et «favoriser le rétablissement de la sécurité, à travers un gouvernement d'union nationale qui rassemble ceux qui combattent les terroristes». Interrogé par ailleurs, sur les essais nucléaires français dans le Sud algérien durant la période coloniale, M. Larcher a rappelé que les conséquences étaient «pleinement assumées et prises en compte» par l'Etat français qui «agit en toute transparence». «Tout est mis en oeuvre pour que les victimes ou leurs ayants droit puissent faire valoir tous leurs droits, conformément au dispositif de reconnaissance et d'indemnisation mis en place par la loi du 5 janvier 2010», a-t-il dit. Il a également relevé que les demandes d'indemnisation présentées par les ressortissants algériens sont «examinées dans ce cadre qui n'établit, bien entendu, aucune discrimination entre demandeurs français ou algériens». «Je sais que le gouvernement français dialogue régulièrement avec les autorités algériennes sur ce sujet, afin notamment de permettre une meilleure information du public algérien et de faciliter la présentation de dossiers par les victimes algériennes ou leurs ayants droit», a indiqué M. Larcher.

Une lecture d'histoire respectueuse de tous

Quant à la question de la reconnaissance officielle des massacres commis par la France coloniale en Algérie qui tarde à se faire, M. Larcher a rappelé la déclaration du président français, François Hollande, en décembre 2012, devant les parlementaires algériens. Le président Hollande avait estimé que la relation algéro-française «devait reposer sur la franchise et la vérité du passé douloureux», a-t-il rappelé, estimant que c'est sur cette base que les deux pays peuvent «avancer» et «se tourner de manière déterminée vers l'avenir». «C'est la bonne approche et elle permet à nos deux pays de travailler ensemble avec sérénité et respect, dans un climat apaisé», a-t-il dit. Pour lui, la mémoire est un sujet «important» qu'il faut continuer à aborder «sans tabou», et qu'il fallait laisser aux historiens le soin d'écrire l'histoire. «Nous évoquons les drames qui nous ont opposés mais pas suffisamment notre histoire commune, qui s'est écrite sur les champs de bataille de la Grande Guerre et dans les rangs de la France Libre. Cette histoire nous rassemble et participe à la construction d'un avenir en partage», selon M. Larcher. Il s'est enfin dit convaincu que «tôt ou tard l'Algérie et la France réussiront ensemble ce que symboliquement, à travers un manuel d'histoire, l'Allemagne et la France ont pu réaliser : une lecture de leur histoire partagée, équilibrée, respectueuse de tous, pour les générations les plus jeunes».